

# SILENCE

ÉCOLOGIE  
ALTERNATIVES  
NON-VIOLENCE

N°228  
FEVRIER 1998

25 FF - 150 FB - 6 FS

ÉNERGIES :  
SCHÖNAU TOURNE  
LE DOS À L'ATOME

AGRI BIO  
QUANTITE OU  
QUALITE ?

VIVRE ENSEMBLE  
PAULIANNE

## Sommaire

### Agriculture biologique :

- **Obstacles et dérives en France**  
de Fabienne Kung ..... page 4
- **Trop chers, produits bios ?**  
de Pierre Kung ..... page 6
- **Histoire de l'agri bio en France**  
de Michel Bruneau ..... page 7
- **L'essor des Biocoops**  
d'Hugues Toussaint ..... page 8
- **25 000 exploitations et un million d'hectares en 2005**  
d'Hugues Toussaint ..... page 11
- **Le rôle de la Confédération Paysanne**  
de Bernard Péré ..... page 12
- **Liste des Biocoops** ..... page 13

### Alternatives ..... page 14

- SEL Ariège : l'entraide illégale ?
- Primevère 98
- Petite Fourmi

### Environnement ..... page 16

- Kyoto : demi-échec ou demi-succès ?
- Adieu veaux, vaches, cochons, couvées...

### Annonces ..... page 18

### Questionnaire : qui sont les écologistes ? ..... page 19

### Société ..... page 23

- Le réveil des chômeurs

### Energies ..... page 24

- L'avenir est au Soleil
- Toits solaires : une voie d'avenir

### Allemagne : Schönau tourne le dos à l'atome de René Hamm ..... page 25

### Nucléaire ..... page 26

- Le nucléaire, c'est propre !
- Réseau sortir du nucléaire

### Femmes ..... page 27

### Nord-Sud ..... page 27

- Marche contre le travail des enfants

### Paix ..... page 28

- Jean-Pierre Larvin

### Politique ..... page 29

### Santé ..... page 29

### Vivre ensemble : Paulianne de Michel Bernard ..... page 30

### Livres ..... page 34 Courrier ..... page 36

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 10 janvier 1998.

# Vu de l'intérieur...

## RECHERCHE REVUES PASSIONNEMENT

Silence reçoit plus de 200 revues les plus diverses que nous essayons de lire pour en tirer la substantifique moëlle. Malgré cela, notre appétit n'est jamais rassasié et nous apprenons petit à petit tout ce que nous avons loupé avant notre existence (Silence a commencé à paraître en 1982). Ainsi, après avoir appris l'existence de la revue "Anarchisme et non-violence" (dont nous savons maintenant qu'elle est parue de 1964 à 1974) et dont nous cherchons toujours une collection, nous venons d'apprendre l'existence d'une revue intitulée "Invariance" qui traite du socialisme utopique depuis plusieurs décennies semble-t-il. Alors, chers lecteurs collectionneurs, si vous avez une collection disponible de ce titre, nous sommes preneurs. De manière plus générale, si pour une raison ou une autre (manque de place, déménagement...) vous décidez de vous débarrasser de livres, de revues, d'articles de journaux... prenez le temps de nous en avvertir en nous envoyant une liste de ce que vous envisagez de jeter, nous vous dirons si des documents nous intéressent et nous payons les frais de port.

## POINTS DE VENTE DE SILENCE

Nous diffusons environ 300 numéros de Silence chaque mois par le biais de dépôts dans des lieux alternatifs (Biocoop, librairie, locaux associatifs...) et nous n'avons pas de commerciaux pour faire la tournée de ces lieux. Ce numéro est — thème obligatoire — envoyé à toutes les Biocoops. Si vous avez un peu de temps et que vous connaissiez d'autres lieux différents (en kiosque, ça ne marche pas !) où Silence pourrait être vendu, prenez contact avec les animateurs du lieu et si ils y sont favorables, envoyez-nous l'adresse, nous leur indiquerons les conditions de mises en dépôts (en résumé : 3 exemplaires minimum par mois, 30 % de remise sur les numéros vendus, retour des couvertures des invendus tous les six mois).

## ERRATUM

Dans le Silence d'octobre, page 28, dans un des tableaux de l'article sur le végétarisme, concernant la vitamine B12, il ne s'agit pas de mg mais de µg (microgramme... soit 1000 fois moins).

## QUESTIONNAIRE

Vous trouverez au centre de ce numéro un questionnaire rédigé avec l'aide d'un sociologue. Par rapport aux deux précédentes enquêtes publiées dans Silence en 1988 et 1993, les questions portent plus sur votre vision de l'écologie que sur vos rapports avec Silence. Il est **IMPORTANT** pour nous qu'un maximum de gens répondent à ce questionnaire. Non seulement, vous pouvez y répondre, mais auparavant vous pouvez le photocopier pour le communiquer à des personnes autour de vous. Cette étude a pour but de faire une communication dans le colloque sur l'écologie que nous organisons pour novembre prochain à l'université de Grenoble. Les résultats seront publiés dans Silence — probablement dans le numéro de janvier 1999 —. Nous sommes actuellement en négociation avec d'autres structures pour ce questionnaire soit également distribué dans d'autres réseaux (magasins Biocoop, la Nef, salons écos... les Verts ont refusé préparant leur propre enquête). Nous vous remercions à l'avance car cela demande quand même un peu de temps pour répondre aux questions.

## PUBLICITE EDF

Merci d'arrêter ! On en a reçu un flot important dont certaines nous étaient totalement inconnues : celles qui paraissent dans la presse spécialisée (journaux des communes, des syndicats...) qui montre qu'EDF sait cibler chaque public. Ces publicités sont destinées à une étude que nous espérons publier dans le numéro de mai.

## PETITES ANNONCES

Merci de continuer ! Là aussi, notre brève dans le numéro de décembre vous a stimulés et nous avons reçu pas mal d'annonces, de courriers des lecteurs... Mais alors là, surtout ne vous arrêtez pas !

## ASSEMBLEE GENERALE

L'association Silence qui gère la revue tiendra son assemblée générale dans ses locaux le **samedi 16 mai**, au lendemain de l'expédition du numéro de juin. De 10 à 12 h : bilan de l'année écoulée, 14 h à 17 h : perspectives. Cette réunion est ouverte à tous, mais seuls les membres de l'association (et non les abonnés) peuvent voter.

## SILENCE

Ecologie, alternatives et non-violence  
9 rue Duménil, F 69004 LYON  
Tél : 04 78 39 55 33 le jeudi  
CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique  
Brabant-Ecologie  
Route de Rénipont, 33  
B 1380 OHAIN

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanc sans chlore par Atelier 26 - Loyal - Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins compris).

N° de commission paritaire : 64946  
N°ISSN 0756-2640  
Date de parution : 1er trimestre 1998  
Tirage : 5200 ex

### Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda  
Trésorière : Myriam Cognard  
Vice-trésorier : Jacques Caclin

### Réalisation de la revue

Directeur de publication : Dominique Zanda  
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard  
Michel Janu  
Publicité et abonnements : Michel Janu  
Relations commerciales : Eve Malafosse  
Rédaction : René Hamm

Sylviane Poulenard  
Francis Vergier  
Roger Bernard  
Richard Grantham  
Jacques Grinevald  
Henri Peralat  
André Picot

Dessinateurs : Ailho  
Cyril  
Lasserpe  
Mullio

Iconographie : Déborah Gaudin  
Loïc Gaudin  
Madeleine Nulchey  
Xavier Sérédine  
Myriam Travostino

Chantal Gossmolard  
Raymond Vignat  
Christiane Chapon  
Claude Crozet  
Elise Dumont  
Christian Hubuis  
Malain

Vincent Martin  
Olivier Montmagnon  
Bernard Porez  
Christian Rony  
Suzanne Vignat  
Georges David

Correspondants : Alain-Claude Gollé  
José Oria  
Mireille Oria  
Perline

Jean-Luc Thierry  
Michel Bruneau  
Fabienne Kung  
Pierre Kung  
Bernard Péré  
Mimmo Pucciarelli  
Hugues Toussaint

## Venez nous voir !

**N°229 - Mars**  
Comité de clôture des articles  
**samedi 31 janvier à 14 h**  
(clôture brèves : vendredi 6 février à 12 h)  
**Expédition**  
**vendredi 20 février à 18 h**

**N°230 - Avril**  
Comité de clôture des articles  
**samedi 21 février à 14 h**  
(clôture brèves : vendredi 6 mars à 12 h)  
**Expédition**  
**vendredi 20 mars à 18 h**

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci sont suivies d'un repas à 21h30 offert par Silence.

**Bulletin  
d'abonnement  
page 39**

## Le mois de **LASSERPE**



## EDITORIAL

# Bio : la tentation industrielle

**A** la fin des années 70, l'agriculture biologique était l'œuvre d'acteurs convaincus, et discrédités par le pouvoir officiel. Vingt ans après, la reconnaissance est là : elle est devenue "facteur de diversification" pour les politiques, "créneau porteur" pour l'agro-business.

Et si l'on se félicitera de l'augmentation du nombre des agrobiologistes, de l'intérêt manifesté par la recherche et l'enseignement, de l'accès plus facile aux consommateurs et d'un certain professionnalisme de la "filière", dérives et récupération nous guettent pourtant aujourd'hui.

Les pouvoirs publics se sont arrogé la définition des règles du jeu, et ont évacué les acteurs de base du système de contrôle ; les industriels et les grandes chaînes de distribution favorisent l'intensification des cultures ; le chef d'exploitation en place du fermier, le rentable plutôt que le naturel. Et en attendant d'"édulcorer" les cahiers des charges, ils pratiquent des importations massives et parfois douteuses.

Intensification, délocalisation, intégration : la bio risque de devenir un wagon arrimé à la locomotive productiviste.

Heureusement demeurent des paysans et des transformateurs qui concrétisent l'idéal initial, et des distributeurs qui les accompagnent, à l'image des magasins du réseau Biocoop.

Leur survie et leur développement dépendent du maintien et de l'émergence d'un consommateur pour qui l'acte d'achat contient une dimension non seulement de préservation de la santé et de la nature, mais aussi de solidarité et d'autogestion : bref, un consom'acteur.

Pierre KÜNG



## AGRICULTURE BIOLOGIQUE

# OBSTACLES ET DERIVES EN FRANCE

*La France qui, dans les années 80, était le 1er producteur et exportateur de produits bio (elle a été la 1ère à reconnaître la bio officiellement en 1981), se retrouve aujourd'hui en queue de peloton.*

**Q**ue s'est-il passé? Au fur et à mesure des années, jusqu'en 1993, date à laquelle le règlement européen s'est mis en place, les organismes de

marque se sont multipliés (jusqu'au nombre de 14 !) chacun avec ses particularités, ses modes de contrôle. Certains malheureusement, n'avaient pas le sérieux nécessaire pour éviter la

fraude, et la confiance des acheteurs s'est ébréchée. En 93 la France a exigé une certification rigoureuse et surveillée par les pouvoirs publics : cela a redonné confiance aux acheteurs. Mais il a fallu "faire le ménage", et des produits sont repartis dans le circuit classique. Ne suffisant plus à la demande, la production a été alors remplacée par de l'importation, souvent meilleur marché (disparité sociale entre pays), parfois avec des garanties moindres (méthodes de contrôle ou cahier des charges plus laxistes)

### Obstacles institutionnels

L'agriculture française n'a pas voulu prendre en compte les spécificités de la bio. Ainsi les règlements généraux s'appliquent systématiquement à la bio, souvent en dehors de tout bon sens.

Par exemple, s'il y a surproduction de pêches en France, il y a interdiction de commercialiser les petits calibres C ; mais, en bio, on manque de pêches, et le calibre C serait le bienvenu, pourtant l'interdiction s'applique. Si on passe outre, on risque de fortes amendes.

La surproduction européenne d'oléagineux oblige les bios comme leurs collègues du classique à des jachères alors que la production est déficitaire en bio.

A contrario, la production classique peut bénéficier d'aides inaccessibles aux bios. Par exemple, pour toucher certaines primes, il faut planter certaines espèces, inadaptées à la culture bio, ou faire partie de groupements de producteurs qui ne commercialisent pas dans le circuit bio.

Les taxes que paient tous les producteurs, y compris les bios, servent à payer la promotion et le développement du produit classique, rien ne revient à la filière bio.

Les offices tel que l'INAO, qui règlemente les vins d'appellation contrôlée, refuse de reconnaître la spécificité Bio et empêche qu'un cahier des charges de vinification voit le jour, car le vin bio pourrait faire de l'ombre au vin AOC, donc le vin bio n'existe pas ! (on vous garantit seulement l'origine du raisin).

### Obstacles économiques

Le prix du produit brut peut être très différent d'un pays à l'autre. Outre le coût de la main d'œuvre, qui rentre pour une part plus importante dans le produit bio que dans le classique, d'autres disparités peuvent intervenir telles que le coût du contrôle, — gratuit dans certains

pays, il varie en France d'environ 1500 F à 6000 F pour un producteur —, l'aide à la reconversion voire l'aide au maintien dans certains pays.

En France, seule l'aide à la reconversion est en place et seulement depuis 1994 ; elle est minime (1) et souvent arrive un voire deux ans après la fin de la reconversion. Or l'agriculteur a une à deux années difficiles à passer, où il doit pratiquer l'agriculture biologique sans pouvoir s'en prévaloir auprès de ses clients. D'où un manque à gagner d'autant plus préjudiciable qu'il apprend en même temps son nouveau métier.

D'autres difficultés viennent du surcoût lié à des problèmes d'échelle de la filière. Encore trop peu nombreux les Bios sont dispersés et doivent faire des kilomètres pour s'approvisionner ou vendre. Ainsi, bien des producteurs de lait Bio ont vendu leur lait dans le circuit classique, faute de trouver une collecte organisée de leur production Bio.

### Obstacles réglementaires

La réglementation Européenne, qui a mis un peu d'ordre dans la production bio végétale en s'appliquant à l'ensemble des pays membres, a malgré tout ses lacunes induisant aussi certains freins.

Ainsi, si le règlement est le même pour tous, il n'est pas contrôlé partout de la même façon. En France, ce sont trois organismes privés sous haute surveillance du ministère des Finances et de l'Agriculture qui gèrent la certification selon une norme très contraignante et rigoureuse (NE450011, comme au Portugal). En Allemagne, ils sont plus de 50, d'importance inégale et sans normes ; aux Pays Bas, c'est l'Etat lui même qui s'en charge, etc.

Quant aux importations, elles sont plus ou moins bien contrôlées selon le pays importateur. Ce qui est refusé ici peut très bien revenir dans l'Union européenne en longeant quelques côtes !

Autre problème : les lourdeurs administratives de la commission en matière d'amendements. Un règlement ne peut être parfait dès le départ. Mais quand il faut l'assentiment de 15 pays pour changer une virgule, cela devient un casse-tête. Ainsi le premier règlement parlait de bouillie bordelaise et bourguignonne en lieu de sel de cuivre, il a fallu attendre 4 ans pour obtenir une liste complète des sels de cuivre autorisés...

A contrario, certaines décisions sont prises sans tenir compte des réalités. Par exemple, il est prévu qu'en l'an 2000 toutes les semences doivent être bios. Quand on sait que la bio ne fait

que 0,4 % de la production, comment faire que les obtenteurs — car n'importe qui n'est pas autorisé à reproduire et vendre des semences — mettent sur le marché des productions de semences bios en quantités suffisantes, (sachant qu'il faut 2 ans pour reconverter une terre et produire bio) en nombre suffisant de variétés (sachant que les variétés les plus courantes ne sont pas toujours les mieux adaptées à la bio, qui doit tenir compte des terroirs et climats divers).

L'absence totale de cahiers des charges communautaires en productions animales est un autre obstacle. Sachant l'accroissement exponentiel de la demande de ces produits, vaches folles obligent, le manque d'harmonisation est très préjudiciable. La France a mis en place avec le concours de la profession, des cahiers des charges relativement stricts qui nécessitent des temps de reconversions longs (il faut reconverter le troupeau et les terres, soit en général un minimum de deux ans — sauf la volaille) Certains pays moins regardants que nous reconvertissent à tour de bras dans des délais très courts. D'autres n'ont rien réglementé. Et tout cela arrive sur notre marché. Et l'Union européenne repousse de mois en mois l'adoption d'un cahier européen, faute de consensus et de choix prioritaires.

### Mauvaise information et confusion des consommateurs

Dans bien des cas les produits bios sont mal identifiés par le consommateur. Il y a confusion entre *naturel*, *diététique* et *biologique*, souvent entretenue par certains opérateurs, comme Bjorg ou Céréale, qui ont une partie de leur gamme en bio, communiquent fortement là dessus (spot télé) et par ailleurs une gamme "diététique" non bio, souvent très ressemblante et qui se retrouvent côte à côte dans le rayon de la grande distribution. Dans les magasins dit "diététiques", le consommateur croit aussi que tout est bio : il achète souvent les yeux fermés, au lieu de lire en détail les étiquettes qui l'informent de la qualité et de la quantité (en %) de produits Bio (voir encadré ci-contre).

Le logo AB français devrait permettre une bonne identification, malheureusement sa gestion n'est pas encore effective ni son règlement d'usage totalement établi ; pour le moment il est encore utilisé parfois à tort (par exemple sur des produits laitiers non français alors qu'il n'y a pas de cahier des charges équivalent).

### Obstacle de filière

Un autre frein est la disparité dans l'organisation de la bio (il y a

quelques années j'aurais dit la zizanie). Il n'y a plus 14 organismes pour représenter la profession, mais il n'en reste pas moins que des divergences persistent. Ainsi ceux qui sont majoritairement aux services des transformateurs, stockeurs et emballeurs, n'ont pas toujours les mêmes objectifs ni les mêmes intérêts que ceux qui représentent la production ou les détaillants.

L'intérêt pour la bio des gros groupes agro-alimentaires (Nestlé, Danone) ou celui des grands de la distribution (Auchan, Carrefour) a eu pour effet de nous "resserrer les coudes" pour la survie de nos petites et moyennes unités de production, encore majoritaires dans la filière bio.

Nous assistons aujourd'hui à des rachats par des groupes (tel Sandoz) d'entreprises de transformation, à la mise en place de productions légumières bios par des grands distributeurs (tel Carrefour), à la délocalisation par achats de terres et mise en place de productions bios au Maghreb.

### Les risques de dérives

Ceci nous amène tout naturellement à parler des dérives que risque la bio. Se trouvant dans le même environnement économique, elle risque d'avoir les mêmes déviations que celles du libéralisme sauvage. La **délocalisation** en est une. Car rien de plus facile que de faire venir du Maroc par exemple une tomate bio (hors-saison qui plus est) produite à coup de main d'œuvre surexploitée.

Autre risque de dérive : l'engouement rapide pour la bio a donné à la demande une croissance exponentielle. La tentation est alors grande, pour accroître la production, de **diminuer les exigences des cahiers des charges** ; et l'on assiste dans l'Union européenne à des demandes de diminution du temps de reconversion, ou, en France, à des demandes de grands groupements de producteurs de volailles, d'augmenter la taille maximum des élevages ou l'autorisation d'introduire systématiquement des vitamines de synthèse dans les rations ...

- Un produit est appelé biologique s'il contient + de 95% d'ingrédients bio et que les 5% restants font partie d'une liste positive du règlement.
- Pour les produits entre 70 et 95 % d'ingrédients bio, on peut l'annoncer avec le % et il faut signaler dans la liste des ingrédients ceux qui sont bio.
- En dessous de 70% de produits bio aucune référence à la BIO n'est autorisée.

(1) 700 F l'hectare pour des prairies, 1000 F pour les cultures aidées, (dans le cadre de la PAC, politique agricole commune de l'Union européenne), 1400 F pour les autres cultures annuelles, 1600 F pour la vigne, 4700 F pour les autres cultures pérennes (arboriculture) pendant les deux ou trois ans de conversion.

La photo de couverture et celles des pages 4, 6, 7, 9, 10 sont reprises du livre "L'Atlas de la France Verte" de François de Ravignan et Pierre Roux, paru aux éditions Jean-Pierre de Monza



## TROP CHERS, LES PRODUITS BIOS ?

**L**e produit biologique souffre de l'image de marque de *prix prohibitif* qui lui fut accolé. La fixation d'un prix, dans notre économie de marché, n'est pas chose facile à cerner, tant sont nombreux les paramètres qui interviennent, et dans le cas présent, ceux qui n'interviennent pas, qui sont plus déterminants encore (maintien d'une vie active en milieu rural, préservation de l'environnement et de la qualité de la vie.)

Tout d'abord, s'il est vrai qu'une frange, hélas, de plus en plus importante d'exclus n'est pas en mesure de se nourrir bio, est-il juste d'imputer ces inégalités sociales au débit des agro-

bios ? Pour la majorité de la population, l'accès à une nourriture saine est souvent plus un problème de motivation, d'organisation et de choix de consommation qu'une réelle incapacité financière. La part de l'alimentation basique dans le panier de la ménagère n'a cessé de décroître depuis un siècle, alors que celle des gadgets suivait une courbe asymptotique (la part de compensation affective de cette dernière relève d'un autre débat.) Acheter en circuit court des produits simples, voilà une piste de réponse ; et prendre en compte que sous des aspects peu différenciés, la qualité du produit n'est pas la même (2). A priori, question prix,

Pour le moment, la profession fait front commun pour faire barrage à ces demandes, venant d'opérateurs nouveaux qui cherchent à se diversifier. Mais combien de temps tiendra-t-elle le cap ? Quand on sait qu'elle est largement minoritaire au sein d'instances de consultation du ministère de l'agriculture, comme "la section bio", qui n'est d'ailleurs pas forcément suivie dans ses avis (exemple de l'Apistan autorisé en apiculture bio contre l'avis de la section bio).

La pression de la consommation en grande surface a aussi pour effet une

**chute des prix**, qui n'est pas un mal en soi, s'il correspondait effectivement à une diminution du coût, dû à des économies d'échelle ; mais si c'est **au détriment de la qualité et de la garantie** du produit, la bio est alors en train de scier la branche sur laquelle elle est assise. Nous voyons aujourd'hui apparaître une production bio industrielle en élevage (surtout volaille) qui n'a plus grand chose à voir avec le souci éthologique (2) affiché dans les cahiers des charges. De même en production végétale, le système d'intégration atteint vite ses limites, car la production bio demande une res-

personne ne trouve à redire sur la différence entre une R4 et une R18.

La question posée ici est de savoir si la différence entre le produit bio et ses homologues "chimiques" est justifiée. "Ils n'ont pas besoin d'acheter de pesticides chimiques, ils devraient être moins chers". Cette remarque, entendue (ça ne s'invente pas) méconnaît profondément les impératifs de l'agriculture biologique, que ce soit au niveau des rendements, des pertes par ravageurs et maladies, et surtout du désherbage ; et s'il y a une grande disparité selon les cultures et le niveau de technicité (1), chacun s'accorde à reconnaître le surcoût réel au niveau production (notamment pour la main-d'œuvre). Il faut se dire que les agriculteurs ne se sont pas mis aux engrais et pesticides de synthèse pour le plaisir d'engraisser les actionnaires de Rhône-Poulenc !

Côté transformation et distribution, des volumes plus réduits ont aussi leur influence en terme de charge ; côté marge, il n'y a pas forcément plus d'excès dans le secteur bio qu'ailleurs !

Déterminant est un paramètre dont on parle peu, mais que comprendront bien ceux qui ont réfléchi au prix du kWh nucléaire : le coût induit, dans l'agriculture intensive, en matière de pollution profonde à venir, au niveau des dégâts à l'environnement et à la santé publique (2).

Au lieu de distribuer des dividendes en amont aux pollueurs et en aval aux dépollueurs, qui sont souvent les mêmes (3), éco-taxons le sac d'engrais : les équilibres se rétabliront vite.

Pierre KUNG

(1) la bio à deux vitesses interfère là-aussi, voir édito.

(2) même s'il est interdit de faire de la publicité relative à une meilleure qualité nutritive des produits bios.

(3) il y aurait là aussi matière à long développement.

(2) éthologie : étude du comportement des animaux dans leur milieu naturel.

(3) le 12 décembre 1997, le ministre de l'agriculture a annoncé un nouveau plan de développement de la bio française dans le but de rattraper notre retard. Bien que les risques de dérives soient toujours possibles, nous pouvons espérer que certains des obstacles énoncés ici soit en partie levés.

blics sont prêts à mettre quelques billes dans le développement de la bio (3). Et ne voilà-t-il pas que toutes sortes d'organismes se découvrent des vocations nouvelles pour la bio. Ainsi les chambres d'agriculture qui dans bien des cas se désintéressaient de la bio annoncent aujourd'hui 40 techniciens ! Quel savoir-faire ont-ils ? Pour la plupart, on peut se poser la question, de même que pour la connaissance du milieu. Quel développement veulent-ils initier ? Là-aussi, il y a fort à craindre lorsqu'on voit ce qui est fait (avec l'assentiment silencieux de la profession il est vrai) de l'agriculture traditionnelle !

Le danger est grand qu'à terme le développement de la bio se fasse sans l'avis de ses acteurs. Même dans les instances consultatives (section bio), les professionnels de la bio sont très minoritaires. Au niveau des instances représentatives tels que l'APCA, comités économiques, offices, etc ... ce sont des non-bios qui décident de leur sort, et ils le font avec les schémas qui prévalent dans l'agriculture conventionnelle. D'où la nécessité impérieuse de s'organiser rapidement tout le long de la filière, du producteur d'intrants au

consommateur final, pour dire jusqu'où nous ne voulons pas aller trop loin.

Deux conceptions s'affrontent aujourd'hui :

— Ceux qui ont vu dans la bio une niche intéressante qu'ils veulent exploiter largement et rapidement, tant qu'existe l'effet de peur du consommateur après la crise de la vache folle, et de mode "naturel"

— Ceux qui s'engagent par conviction écologique, et en conséquence par souci de santé à long terme.

Les premiers ont des objectifs économiques (diversification), voire mercantiles.

Les seconds veulent agir dans leur quotidien, en accord avec une prise de conscience profonde, des dérives où nous poussent productivisme et exploitation des hommes et de la terre

Fabienne KUNG



## HISTORIQUE DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN FRANCE

Quatre grandes périodes se dégagent pour relater l'histoire de l'agriculture biologique.

**1 - les décennies précédant 1968 ou l'époque des pionniers.** Ceux-ci battent la campagne pour faire des adeptes d'une autre agriculture face au développement des engrais chimiques, des désherbants et des produits de traitement de synthèse préconisés alors pour augmenter les rendements. On pense à Raoul Lemaire surtout et à André Birre.

**2 - la décennie 70 et l'émergence des idées écologistes (Mai 68, choc pétrolier de 73).** Avec l'arrivée des néo-ruraux, le refus de l'intégration type "Lemaire-Boucher", cette période marque un temps fort pour l'association *Nature et Progrès* et pour la création de nombreux groupements régionaux d'agriculteurs biologistes (GABSO, GAB du Doubs, GAB Vosges-Alsace-Lorraine ...), liant le contrôle, le technique et le commercial.

**3 - la décennie 80 ou la reconnaissance officielle de l'agriculture biologique.** Dans le but de diversifier l'agriculture, le ministère encourage l'organisation de la filière "bio" pour aboutir à la création d'un cahier des charges. C'est l'époque d'une activité débordante au sein des organismes d'agriculture biologique qui veulent rester vigilants et garder la maîtrise dans le domaine de l'élaboration des cahiers des charges et dans celui des contrôles (COMAC, commission mixte d'agrément et de contrôle, incluant localement consommateurs et producteurs, à parité). Un certain essoufflement se fait jour cependant en cette fin de décennie, alors que se créent de nombreux organismes commerciaux.

**4 - la décennie 90 ou l'essor commercial et européen de l'agriculture biologique.** Avec le développement des pollutions dues à l'agriculture intensive, le scandale de la "vache folle", l'agriculture biologique sort définitivement de la marginalité bénéficiant même d'appuis médiatiques et politiques. Néanmoins, la France prend du retard dans le développement des conversions face aux autres pays européens, faute de crédits alloués par notre ministère.

Michel BRUNEAU

Président du Syndicat des Fermiers bios du Sud-Ouest  
Maucoussinat, 33190 BARIE

## AGRICULTURE BIOLOGIQUE

# L'ESSOR DES BIOCOOP

*Biocoop est un exemple de la capacité que des consommateurs ont de modifier les règles du jeu économique et social en agissant au sein de l'entreprise et dans les relations production / distribution / consommation sur la base d'une éthique de coopération. Brève histoire d'une réussite, fragile encore, d'acteurs militants qui ont donné à des projets épars une dimension globale qui concerne à la fois l'environnement, la santé, la vie rurale, l'emploi, la relation équitable avec les pays du Sud.*

**A** la lecture des travaux d'universitaires ou de chercheurs qui se préoccupent de consommation, on apprend que nous sommes entrés dans une ère appelée "post moderne" caractérisée par le fait que "les individus s'échangent de moins en moins de produits et de plus en plus de discours autour de ces produits, c'est-à-dire du sens" (Suzanne Pontier, Université Paris XII). Ce que confirme Robert Rochefort, directeur du CREDOC qui baptise ce nouveau consommateur du nom de "Consommateur Entrepreneur" pour qui, "l'acte d'achat alimentaire prend une dimension symbolique liée à une cause qui prend le pas sur la seule dimension nutritionnelle". En ces dernières années 90, le lien qui unit c'est donc moins la recherche d'une satisfaction individuelle, comme dans les années 80 que le rejet des excès de la société et le désir d'une société plus équilibrée, plus harmonieuse, plus convi-

viale. Et Mme Pontier ajoute que, "le choix d'une alimentation biologique s'inscrit parfaitement dans cette orientation".



Pour en arriver à cette situation, qui reste à confirmer, encore fallait-il que des pionniers, bien avant cette ère post-moderne, anticipent sur cette évolution et en créent les conditions favorables. Dans le domaine de l'agriculture biologique, ce fut le cas de quelques producteurs qui, notamment dans le cadre de l'association *Nature & Progrès* posèrent les bases de l'actuelle réglementation européenne et des Cahiers des charges français. Ce fut aussi celui de nombreux consommateurs, qui, mécontents d'une distribution élitiste et de qualité médiocre, créèrent de nombreuses sociétés coopératives de consommateurs de produits biologiques.

### Un esprit de coopération

L'histoire de Biocoop, ce n'est pas l'histoire d'une entreprise qui serait née de l'imagination et des capacités créatrices d'un ou de quelques individus. Ce qui en fait l'originalité, en a permis le développement et qui, peut-être, en garantit la pérennité, c'est que ce réseau est né de la volonté collective de petits groupes autonomes de consommateurs, en zones rurales ou urbaines très majoritairement provinciales. Animés d'un désir de partage, d'échange, de solidarité, bref d'un esprit de coopération, ils étaient conscients que les techniques agricoles intensives basées sur une utilisation immodérée d'engrais chimiques et de pesticides étaient dangereuses pour l'homme et sources de pollution et de désertification rurale.

La question concrète qui se posait à eux était : comment ne pas être tributaire d'intermédiaires pour s'approvisionner en produits biologiques de qualité, à la fois pour retrouver une re-



lation directe avec la production et parce qu'intermédiaires signifiaient quasiment toujours opacité, et le plus souvent, cherté et qualité incertaine.

C'est ainsi que, vers la fin des années 70, autour de producteurs, de petits transformateurs et de consommateurs se sont constitués des groupements d'achats ou des coopératives dont les principes de fonctionnement étaient réduits à leur plus simple expression : tous bénévoles et tous responsables, c'est le fameux principe coopératif une personne, une voix qui régissait les prises de décisions.

En une dizaine d'années, ces petites unités associatives se sont développées. Après des embauches largement favorisées par des mesures en faveur de l'emploi, des entreprises commerciales coopératives ont été constituées, qui ont abouti à la création, fin 1986, d'un réseau structuré et cohérent.

C'est l'époque des militants purs et durs, de ceux que certains nouveaux venus attirés par un marché "porteur" et, mais cela reste à prouver, rentable appelait il n'y a pas si longtemps "des néo babacool ex soixante huitard écolo barbu attardé qui ont maintenu la bio dans un ghetto au look dépassé, ponctué d'ésotérisme et de parapharmacie".

La deuxième étape fut donc le regroupement et la création de l'association Biocoop autour de deux objectifs : développement de l'agriculture biologique et promotion de l'esprit coopératif.

A l'évidence, cette charte coopérative s'inscrit à contre courant des pratiques managériales de choc modernes qui portent les jolis noms de reengineering, downsizing et autres outsourcing, ce qui se traduit en bon français par licenciements massifs, concurrence féro-



ce et délocalisation. Elle correspond mieux par contre à ce que Frederick Reichheld, un des leaders mondiaux du conseil en stratégie appelle "l'effet loyauté" et qui estime que les entreprises qui prospèrent sont celles qui respectent d'abord les consommateurs, puis les salariés, enfin les associés ou actionnaires de l'entreprise, auxquels Biocoop a ajouté les fournisseurs, producteurs et transformateurs, qui sont

les indispensables partenaires du développement durable recherché.

#### Des engagements précis

Respect et responsabilité des producteurs, des consommateurs, des salariés, et des associés coopérateurs, c'est dans cet ordre et sur ce modèle que Biocoop a rédigé son Cahier des

## La bio, pour préserver l'environnement

Les adhérents de Biocoop favorisent l'essor de l'agriculture biologique parce qu'elle réconcilie l'homme et la nature. Cette forme d'agriculture respecte les équilibres naturels en utilisant des méthodes fondées sur le recyclage des matières organiques et la rotation des cultures. Les produits biologiques se définissent par des conditions de production, de conservation et de transformation excluant l'usage des produits chimiques de synthèse.

Les maints dérapages de l'industrie agro-alimentaire, le veau aux hormones, la pollution des cours d'eau et des nappes phréatiques, les pommes cancérogènes, la "vache folle", les végétaux génétiquement modifiés, permettent a contrario de mesurer la sagesse du mode de production biologique.

## La bio, synonyme de santé et de goût

Sous l'Antiquité déjà, le lien entre l'alimentation et la santé était connu. Hippocrate ne disait-il pas : "Que ton aliment soit ton médicament". Or, il est prouvé que les végétaux issus de l'agriculture biologique ont une teneur plus élevée en matière sèche, de 23 à 26 % selon les légumes. De ce fait, ils possèdent une plus grande densité nutritionnelle en macro et micro nutriments. Selon le Docteur Lecerf, de l'Institut Pasteur : "la grande richesse nutritive des produits issus de l'agriculture biologique est a priori favorable pour la santé".

Par ailleurs, le mode de production biologique respecte la diversité et le terroir du produit qui arrive dans notre assiette. Il préfère une petite pomme goûteuse, sucrée et pleine de vitamines à la belle pomme standardisée mais fade que l'on trouve fréquemment dans la grande distribution.

De grands maîtres de la table ne s'y trompent d'ailleurs pas : Joël Robuchon (restaurant le Jamin), Alain Dutoournier (le Carré des Feuillants) ou encore Jean-Pierre Hachette (le Montjoie) ont opté pour la bio à cause de la qualité gustative de ses produits. Quant à Lasserre, Ducasse ou Le Doyen, ils choisissent leurs vins chez des viticulteurs biologiques.

## Biocoop et transgéniques

**L**es OGM, organismes génétiquement modifiés, ne sont pas autorisés dans le règlement européen relatif à l'agriculture biologique ni dans les Cahiers des charges français.

Pourtant, des dérogations sont admises qui leur ouvrent la porte. Ainsi dans l'alimentation animale où 10% de produits non biologiques sont admises. Ainsi dans les produits transformés (chocolat par ex) où 5% d'ingrédients non bios peuvent être utilisés, dans la mesure où ils n'existent pas en bio ou en quantité insuffisante.

Dans l'attente d'une suppression totale de ces dérogations très clairement exprimées par la FNAB (fédération nationale d'agriculture biologique) et par Biocoop, ces organismes ont entrepris un inventaire systématique, de la production à la transformation où les OGM pourraient être présents.



## Charte Biocoop

L'association nationale **Biocoop** a pour objectif :

- La promotion de l'agrobiologie
- l'esprit coopératif.

### Les biocoops

- recherchent, sélectionnent et distribuent les **produits de l'agriculture biologique** en privilégiant les produits régionaux, frais et de saison,
- participent, par leur présence dans diverses instances nationales et régionales de contrôle et de certification, à l'amélioration des critères de qualité et d'écologie,
- s'engagent à valoriser dans leur fonctionnement :
  - la **transparence** de leurs activités et de l'origine de leurs approvisionnements,
  - l'**équité** dans leurs rapports commerciaux avec les consommateurs et les fournisseurs,
  - la **coopération** comme outil privilégié vis à vis de tous les acteurs impliqués : producteurs, consommateurs, salariés.

Les Biocoops sont des lieux **d'échanges, de participation et de sensibilisation** au service d'un nouveau consommateur

charges dont trois conventions définissent les règles auxquelles doivent se conformer les biocoops

- respect du fournisseur et du consommateur avec la convention distribution .

- respect des salariés, c'est la convention sociale

- respect des associés ou actionnaires, c'est la convention gestion.

Sans entrer dans le détail, un peu technique de ces conventions, il est intéressant de voir comment se traduisent dans la réalité des biocoops, avec difficulté parfois, les grands principes de coopération, d'équité, et de transparence.

La **convention distribution** engage les magasins adhérents à :

- ne vendre que des produits alimentaires biologiques, et par dérogation des produits non bios qui n'existeraient pas sur le marché en bio.
- favoriser la vente de produits frais et de saison, régionaux, si possible.
- promouvoir les produits alimentaires du tiers monde distribués par des associations soucieuses d'établir des relations plus équitables entre les pays du Sud et du Nord.
- favoriser la vente d'éco-produits respectueux de l'environnement à toutes les étapes de leur fabrication et lors de leur utilisation.
- dans les relations avec les producteurs ; s'assurer que les prix négociés garantissent la pérennité de leurs domaines agricoles.
- promouvoir une politique de recyclage des emballages en responsabilisant sur cette question, producteurs, transformateurs et consommateurs.
- pour garantir à ses clients le bon respect de cette convention, tous les adhérents de Biocoop ont accepté de se sou-

## L'étiquetage bio, selon Biocoop

La complexité de l'étiquetage des produits bios ne rend pas facile la lisibilité pour le consommateur : entre le logo national facultatif AB, la mention obligatoire : système de certification CEE, le nom de l'organisme certificateur, français ou étranger... il est difficile de s'y retrouver ! Pour faciliter la tâche aux consommateurs, les **biocoops** ont mis en place un système d'étiquettes de couleurs. Ainsi, tous les produits portant une **étiquette verte** pourront immédiatement être identifiés comme étant **certifiés biologiques**.

mettre à une inspection régulière réalisée par un organisme de contrôle indépendant.

Les conventions gestion et sociale ont pour principaux objectifs :

- d'assurer la pérennité des biocoops en proposant des prix équitables, dans le respect de tous les acteurs de la filière.
- de garantir aux salariés une qualité de travail en accord avec la charte Biocoop (participation aux décisions, corresponsabilité, accès à l'information etc...).
- de privilégier dans la mesure du possible, dans le cadre du recrutement, l'insertion des personnes en difficulté.
- d'assurer la transparence du fonctionnement des magasins auprès des coopérateurs, et donc d'affirmer le caractère coopératif des biocoops.

Quel peut être aujourd'hui l'avenir pour ce type d'entreprises, dans une filière en forte croissance et qui voit apparaître des industriels et des financiers plus soucieux de rentabilité et de profits immédiats que de qualité et de commerce équitable.

Sans conteste la réponse appartient aux consommateurs, qui doivent, autant que faire se peut, mettre leur pratique en conformité avec leurs principes. Il est en effet toujours un peu surprenant de constater, dans les enquêtes publiques, le taux de réponses élevé concernant la sensibilisation aux problèmes d'environnement ou aux problèmes de santé.

Ainsi dans une enquête du CREDOC, qui date de 93, à la question : "êtes vous prêts à payer 10% plus chers des produits de telle ou telle catégorie", les produits qui viennent en tête sont :

- ceux qui sont reconnus comme meilleurs pour la santé 77% des Français,
- ceux qui sont reconnus comme préservant l'environnement 66%,
- ceux qui sont reconnus comme fabriqués en France 58%.

En regard de ces chiffres très élevés quelle est la réalité :

- une consommation alimentaire bio française très faible et en tout cas très inférieure à celle d'autres pays européens. Des raisons objectives expliquent partiellement la modestie, points de vente insuffisants, prix encore trop élevés. Mais pour que ces chiffres, très révélateurs de la distorsion qui existe entre les principes et les pratiques, trouvent une meilleure concrétisation dans la réalité, le consommateur doit surtout devenir consommateur dans ses choix et décisions au quotidien tant dans sa famille que dans son métier.
- une multiplication par quinze des im-



## 25 000 exploitations et un million d'hectares en 2005

Le Ministère de l'Agriculture donnait vendredi 12 décembre dernier à Rambouillet, le signal d'un engagement clair de l'Etat pour le développement de l'agriculture biologique française.

D'après les constats du rapport de M. Riquois, la situation de la production agrobiologique française est préoccupante. Alors que la consommation se développe nettement (évaluée à +20% en 1997), la production reste marginale, les importations de matières premières biologiques en provenance de pays tiers sont croissantes, la France accumule un retard certain sur ses voisins européens. En 1985, la France était premier producteur européen, depuis, elle s'est totalement laissée distancer par l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la Suède et le Danemark.

La France ne compte aujourd'hui que 4000 agriculteurs sur 140 000 hectares, et quelque 800 transformateurs.

C'est donc pour reconquérir ce leadership européen que l'Etat s'engage sur l'agriculture biologique pour cinq ans.

Augmenter la production, organiser les filières et former : l'Etat dégage pour cela dès 1998, 60 millions de francs consacrés aux aides à la conversion (enveloppe multipliée par 4) visant à encourager 2000 conversions supplémentaires par an ; et 30 millions de francs à l'organisation des filières et à la valorisation des produits.

Les organismes de formation et de recherche-développement (ITAB, INRA et divers instituts techniques) sont désormais associés à l'agriculture biologique, son enseignement dans les établissements sera encouragé.

Le but avoué est de "réapprendre à l'agriculteur à travailler sans l'aide des produits phytosanitaires ou des médicaments habituels".

L'Etat s'engage aussi sur la gestion et la promotion du label de qualité biologique : AB, encore méconnu du grand public.

Les objectifs de ce plan sont ambitieux. Un comité de suivi se chargera d'en suivre l'évolution. Et à l'instar de ce qui existe pour les appellations d'origine contrôlée, on envisage même la création d'un "Office national de l'agriculture biologique".

portations de produits bios en France en quatre ans. En effet le nombre de producteurs ne progressera que si des mesures fortes sont prises en faveur de leur formation, si des aides à l'exploitation sont proposées pour compenser le manque à gagner des premières années de pratique culturale bio, et si une véritable politique de recherche est entreprise. C'est en partie le sens des décisions annoncées récemment par le ministre de l'agriculture. Reste à attendre leur concrétisation.

Quant à l'aval de la filière, il est à craindre que le fort développement attendu dans les prochaines années ne produise, par l'arrivée en force de la grande distribution, les mêmes effets pervers qu'a connue la filière conventionnelle. Et que sous l'apparent prétexte de satisfaire le consommateur par des prix toujours plus bas, les petits producteurs et les salariés des hyper, mais aussi la rigueur de la réglementation et la qualité du contrôle et donc des produits ne soient sacrifiés sur

## Le palmarès des régions bio

Midi-Pyrénées avec 14 000 hectares bio détient la plus importante surface agricole en bio devant Pays de la Loire, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes, Bretagne et Bourgogne.

Par contre, c'est la région Rhône-Alpes qui détient le plus grand nombre d'exploitations : 500 devant Midi-Pyrénées 370, Aquitaine 350, Bretagne 330 et Pays de la Loire 315. Enfin si l'on compare cette surface en bio à la surface agricole de chaque région, Languedoc-Roussillon détient le meilleur taux de pénétration, devant Provence-Alpes-Côte d'Azur, Franche-Comté, Alsace et Rhône-Alpes.

En moyenne, les surfaces en agriculture biologique ont progressé de 15% entre 1995 et 1996 sur toute la France. Cette surface est ainsi répartie par production :

- 58% de pâturage et cultures fourragères,
- 25% de céréales, oléagineux et protéagineux,
- 4 % de vignes,
- 4% d'autres cultures pérennes,
- 9% d'autres cultures annuelles.

## Transformation et distribution

800 transformateurs recensés en 1996 soit 20% de plus que l'année précédente.

On en recenserait environ 1000 pour 1997. Entrent dans ce recensement les PME à dominante bio, les multinationales de l'agro-alimentaire, des boulangers (dont les points boulangerie des grandes surfaces).

L'ouverture de magasins bio d'une surface de 200 à 500 m<sup>2</sup>, en libre service est un phénomène largement enregistré par l'observatoire (25 ouvertures en 1997). L'intérêt des grandes et moyennes surfaces pour le produit bio est quasi général.

Les biocoops occupent 7% de ce marché français. Les magasins spécialisés en détiennent 33%, la grande distribution 23 %, la vente directe 20% et l'export 17%.

l'autel de l'efficacité et du libéralisme sauvage.

Pour leur part, le réseau Biocoop, mais aussi la très grande majorité des producteurs regroupés dans la Fédération nationale de l'agriculture biologique (FNAB) qui sont engagés dans la voie d'un développement équilibré, poursuivront avec détermination leur action pour une agriculture biologique de qualité, autant respectueuse de

la terre que des hommes qui la produisent, la distribuent et la consomment.

**Hugues TOUSSAINT**  
Secrétaire national Biocoop

Contact national : *Biocoop*, 22, Cours Gambetta 65000 Tarbes, tél : 05 62 34 10 37, fax : 05 62 34 11 69.

## Le rôle de la Confédération Paysanne

**L**a Confédération Paysanne est un syndicat agricole (le 2ème derrière la FNSEA, avec une représentativité d'environ 20 %) au sein duquel on retrouve des agriculteurs divers dans leurs pratiques agricoles. Il n'y a pas que des agriculteurs bios, loin s'en faut, mais beaucoup de bios s'y retrouvent et s'y sentent à l'aise : il faut savoir que la remise en cause du productivisme y fut un thème fondateur. Il s'exprime aujourd'hui dans le projet d'*agriculture paysanne*.

La Confédération paysanne est issue de divers courants qui se sont démarqués du syndicalisme traditionnel d'abord sur des revendications de statut privilégiant la rémunération du travail par rapport à l'accumulation du capital et, donc, refusant l'engrenage infernal du productivisme.

Les industries agro-alimentaires ont été la cible de nombreuses luttes afin d'obtenir un paiement de la "matière première" plus conforme à l'intérêt des petits producteurs, mais aussi pour contester le type de développement qu'engendraient leurs exigences techniques.

Il est donc logique de retrouver aujourd'hui dans la notion d'agriculture

paysanne des objectifs de qualité, de respect du consommateur et de l'environnement, mais aussi de partage des productions d'emploi et de vitalité du milieu rural.

L'agriculture biologique a toute sa place dans l'agriculture paysanne, même si elle n'est pas la seule. Elle est particulièrement en phase avec les aspects de qualité et de protection de l'environnement du projet. Par contre, sur l'autre partie les agrobios ont pu jusqu'à peu se considérer à l'abri des vents dominants et de la tourmente. C'est de moins en moins vrai. De grands groupes industriels investissent dans le bio et ils ne traiteront pas mieux les agrobios qu'ils n'ont traité les agriculteurs classiques.

La baisse des prix, la dérive productiviste, l'élimination du "petit" en agriculture biologique fait tranquillement son chemin. La Confédération Paysanne a dans ce domaine une expérience qui pourrait être bien utile à la bio.

**Bernard PERE**  
Agriculteur en biologie.  
Sourbe,  
47270 Saint Romain le Noble



**AU PANIER NATUREL**

18 rue Saint Antoine  
02200 SOISSONS  
tél : 03 23 59 6900

**AMARANTHE**

11 place de la Comédie  
03100 MONLUCON  
tél : 04 70 05 91 35

**L'ÉCHOPPE**

Domaine de la Mothe  
03210 ST MENOUX  
tél : 04 70 43 98 73

**CROC BIO**

32 r. de Romainville  
03300 CUSSET  
tél : 04 70 97 04 69

**LE BLE EN HERBES**

7 rue des Marchands  
04100 MANOSQUE  
tél : 04 92 72 79 27

**COOPIRATE**

Imp. Fontauris,  
rue R. Cassin  
04300 FORCALQUIER  
tél : 04 92 75 10 41

**GRENIER**

79 avenue d'Embrun  
05000 GAP  
tél : 04 92 52 34 66

**EPINE VINETTE**

6 mine de Mas de  
Blais  
05100 BRIANCON  
tél : 04 92 21 41 95

**SESAME**

14 rue Théophile  
Bottone  
06540 FONTAN  
tél : 04 92 52 34 66

**BIO CABAS**

44 rue de Tournon  
07100 ANNONAY  
tél : 04 75 33 10 20

**LA MAISON D'OLIVE**

12 rue de l'Eglise  
07200  
PONT D'AUBENAS  
tél : 04 75 75 07 45

**BIO-COUSERANS**

31 r. de la République  
09200 SAINT GIRONES  
tél : 03 61 04 68 88

**TOURNESOL**

8 av. Pierre Sémard  
11000 CARCASSONNE  
tél : 04 68 72 47 62

**FLOREAL**

13 avenue  
Fabre d'Églantine  
11300 LIMOUX  
tél : 04 68 31 05 11

**BIO COIN JOLI**

14 boulevard Ganay  
13010 MARSEILLE  
tél : 04 91 17 04 88

**LA COUMPAGNE**

12 rue de Provence  
13100 AIX EN P.  
tél : 04 42 59 33 43

**CHANTALA**

8 rue Irma Moreau  
13100 AIX EN P.  
tél : 04 42 27 16 95

**COOPELIA**

93 rue Felix Pyat  
13300 SALON  
DE PROVENCE  
tél : 04 90 56 15 29

**BIO ESTELLA**

Pont de Joux ZA B2  
13390 AURIOL  
tél : 04 42 04 75 54

**CIRCUIT BIO LAMBESC**

20 rue Grande  
13410 LAMBESC  
tél : 04 42 92 79 10

**BIOSPACE**

rue Montcaux  
Les Banières  
13800 ISTRES  
tél : 04 42 55 73 25

**JONATHAN**

31 rue de la Seine  
14000 CAEN  
tél : 02 31 34 43 00

**L'ARBRE A PAIN**

14 rue Méallet de Cour  
15000 AURILLAC  
tél : 04 71 63 56 40

**BRIN D'AILLET**

198 r. Alfred de Vigny  
16000 ANGOULEME  
tél : 05 45 92 49 99

**REGAIN**

297 av. des Corsaires  
17140 LAGORD  
tél : 05 46 67 50 23

**RAYON NATURE**

99 rue Saint Amand  
16000 BOURGES  
tél : 02 48 21 19 01

**FLORILEGE**

44 rue D. de Cosnac  
19000 BRIVE  
tél : 05 55 25 75 46

**LE SERPOLET**

215 av. Victor Hugo  
19110 BORT LES  
HORIGUES  
tél : 05 55 96 73 06

**ANTIDOTES**

11 rue de Bellevue  
21000 DIJON  
tél : 03 80 41 65 26

**COCCINELLE**

85 rue de Paris  
29600 MORLAIX  
tél : 02 98 63 42 04

**CIBOULETTE**

La Gare  
29860 PLABENNEC  
tél : 02 98 37 64 40

**MARIGOLLE**

43 rue Saint Rémy  
30000 NIMES  
tél : 04 66 84 92 82

**SOLEIL LEVAIN**

65 bis fg du Soleil  
30100 ALES  
tél : 04 66 52 75 57

**LA FOURMI ET LA CIGALE**

16 bd des Remparts  
30170 ST HIPPOLYTE  
DU FORT  
tél : 04 66 77 99 10

**LA CARDAMINE**

8 place d'Auzertlitz  
30700 UZES  
tél : 04 66 03 00 85

**GRANDEUR NATURE**

21 avenue des Ecoles  
Jules Julien  
31000 TOULOUSE  
tél : 05 61 53 95 63

**BIOASIS**

21 r. des Amidonniers  
31000 TOULOUSE  
tél : 05 61 13 99 67

**BIO COMMINGES**

61 avenue du M. Foch  
31800 ST GAUDENS  
tél : 05 62 00 83 00

**LE GERS AU NATUREL**

33 rue Rouget de l'Isle  
32000 AUCH  
tél : 05 62 60 14 20

**LE VERT LUISANT**

7 rue Raphaël  
32800 FAUZE  
tél : 05 62 09 94 76

**ALPHA**

81 av. M. Berthelot  
33110 LE BOUSCAT  
tél : 05 56 76 86 83

**QUINOA**

24 rue Papon  
33210 LANGON  
tél : 05 56 50 12 16

**BIOCOOP**

2 rue Saint Léger  
27000 EVREUX  
tél : 02 32 31 13 72

**MAISON DE L'ÉCOLOGIE**

2 rue du Grévarin  
27200 VERNON  
tél : 02 32 51 44 75

**BRIN D'AVOINE**

69 route de Bénodet  
29000 QUIMPER  
tél : 02 98 90 53 73

**KERBIO COOP**

3 rue Kerfautras  
29200 BREST  
tél : 02 98 46 45 81

**PRIM'VERT**

13 rue de la Forêt  
35300 FOUGERES  
tél : 02 99 99 31 17

**LA POTION MAGIQUE**

ZAC de la Grassiniés  
35400 SAINT MALO  
tél : 02 99 81 41 28

**SCARABEE**

12 av. des Peupliers  
35510 CESSON  
SEVIGNE  
tél : 02 99 83 09 84

**HERON BLEU**

18 rue du Port  
35600 REDON  
tél : 02 99 72 21 08

**ESPACE BIO**

Centre C. St Jacques  
36000  
CHATEAURoux  
tél : 02 54 27 08 81

**COOP NATURE**

17 rue Chalmel  
37000 TOURS  
tél : 02 47 66 77 77

**CASABIO**

32 rue Nicolas Chorier  
38000 GRENOBLE  
tél : 04 76 48 01 28

**BIOASIS**

rue Berengr  
38500 VOIRON  
tél : 04 76 05 26 34

**SESAME**

18 boulevard Carnot  
40100 DAX  
tél : 05 58 74 55 01

**L'ÉPI VERT**

27 rue des Flandres  
41000 BLOIS  
tél : 02 54 78 13 32

**L'ÉPI VERT**

1 place du Commerce  
41400  
MONTRICHARD  
tél : 02 54 71 31 69

**AIEA LE BARABAN**

26 rue Paul Bert  
42100 ST ETIENNE  
tél : 04 77 41 39 66

**LE CHOU RAVI**

9 bd Etienne Perronnet  
42140 CHAZELLE  
SUR LYON  
tél : 04 77 54 31 87

**LA BOUFFE VERTE**

25 rue de Lyon  
42600 MONTBRISON  
tél : 04 77 58 01 82

**ECHO NATURE**

34 route de Roderie  
43000 AIGUILHE /  
PUY EN VELAY  
tél : 04 71 02 95 81

**BIOSPHERE**

42 rue Michel Grimault  
44110 CHATEAU-  
BRIANT  
tél : 02 40 28 15 40

**AU SERPOLET**

Lot 37 Zone Artisanale  
33470 GUJAN  
MESTRAS  
tél : 05 56 66 51 17

**TERRE D'Émeraude**

19 avenue Albert 1er  
34500 BEZIERS  
tél : 04 67 30 78 48

**GERME DE VIE**

6 bis rue des Pointes  
34920 LE CRES  
tél : 04 67 85 05 88

**SCARABEE**

57 boulevard Voltaire  
35000 RENNES  
tél : 02 99 67 38 63

**FOUGERES BIO**

13 rue de la Forêt  
35300 FOUGERES  
tél : 02 99 99 31 17

**LA POTION MAGIQUE**

ZAC de la Grassiniés  
35400 SAINT MALO  
tél : 02 99 81 41 28

**SCARABEE**

12 av. des Peupliers  
35510 CESSON  
SEVIGNE  
tél : 02 99 83 09 84

**HERON BLEU**

18 rue du Port  
35600 REDON  
tél : 02 99 72 21 08

**ESPACE BIO**

Centre C. St Jacques  
36000  
CHATEAURoux  
tél : 02 54 27 08 81

**COOP NATURE**

17 rue Chalmel  
37000 TOURS  
tél : 02 47 66 77 77

**CASABIO**

32 rue Nicolas Chorier  
38000 GRENOBLE  
tél : 04 76 48 01 28

**BIOASIS**

rue Berengr  
38500 VOIRON  
tél : 04 76 05 26 34

**SESAME**

18 boulevard Carnot  
40100 DAX  
tél : 05 58 74 55 01

**L'ÉPI VERT**

27 rue des Flandres  
41000 BLOIS  
tél : 02 54 78 13 32

**L'ÉPI VERT**

1 place du Commerce  
41400  
MONTRICHARD  
tél : 02 54 71 31 69

**AIEA LE BARABAN**

26 rue Paul Bert  
42100 ST ETIENNE  
tél : 04 77 41 39 66

**LE CHOU RAVI**

9 bd Etienne Perronnet  
42140 CHAZELLE  
SUR LYON  
tél : 04 77 54 31 87

**LA BOUFFE VERTE**

25 rue de Lyon  
42600 MONTBRISON  
tél : 04 77 58 01 82

**ECHO NATURE**

34 route de Roderie  
43000 AIGUILHE /  
PUY EN VELAY  
tél : 04 71 02 95 81

**BIOSPHERE**

42 rue Michel Grimault  
44110 CHATEAU-  
BRIANT  
tél : 02 40 28 15 40

**BIOCOOP MAUGES**

49 rue de Charost  
44150 ANCENIS  
tél : 02 40 83 19 25

**HORIZON VERT**

17 bd Gustave Roché  
44200 NANTES  
tél : 02 40 06 16 16

**HORIZON VERT**

Forum d'Orvault,  
rue Cdt Charcot  
44700 ORVAULT  
tél : 02 40 06 16 16

**TRAIT D'UNION**

ZAC Les Provinces,  
rue de Guyenne  
45160 OLIVET  
tél : 02 38 64 09 02

**HELIOTROPE**

13 rue Michelet  
45400 FLEURY  
LES AUBRAIS  
tél : 02 38 73 20 45

**ALOUETTES**

197 rue des Fouches  
45500 GIEN  
tél : 02 38 67 84 10

**LE TREFLE A 4 FEUILLES**

place de l'Eglise  
46260 LIMOGNE EN  
QUERCY  
tél : 02 53 65 14 65

**COLOQUINTE**

1 boulevard Gambetta  
46400 SAINT CERE  
tél : 05 65 38 33 53

**AU PRE VERT**

Imp Darnalt,  
108 bd de la Liberté  
47000 AGEN  
tél : 05 53 96 42 71

**LE BLE EN BIO**

247 rue Molière  
63110 BEAUMONT  
tél : 04 73 27 09 99

**BIOCOOP BEARN**

19 rue Pasteur  
64000 PAU  
tél : 05 59 27 90 93

**PINDARRA**

2 place Jean Errecart  
64120 SAINT PALAIS  
tél : 05 59 65 61 63

**LES ATELIERS DE SANTE**

boulevard Juanchuto  
64250 CAMBO LES  
BAINS  
tél : 05 59 29 84 33

**A LA BELLE VIE**

2 rue Saint Pierre  
64300 ORTHEZ  
tél : 05 59 69 28 86

**LA CHAYOTTE**

32 rue d'Espagne  
64400 BAYONNE

**BIOCOOP BIGORRE**

58 rue Saint Jean  
65000 TARBES  
tél : 05 62 36 53 10

**COSMOS**

29 av. Marcellin Albert  
66000 PERPIGNAN  
tél : 04 68 56 62 97

**TERRAISOL**

3 avenue du Canigou  
66140 CANET EN  
ROUSSILLON  
tél : 04 68 80 50 11

**LE JARDIN BLEU**

41 av. du Gl Guiffaut  
66300 THUIR  
tél : 04 68 53 38 38

**LE MICKERLE**

Cours du Solciz,  
79160 COULONGES  
SUR L'AUTIZE  
tél : 05 49 06 03 87

**COOPIE**

21 rue du Caizé  
56300 PONTIVY  
tél : 02 97 25 63 73

**SEVE**

9 bd des Carmes  
56800 PLOERMEL  
tél : 02 97 74 34 14

**LABEL VIE**

98 rue de Solférino  
59000 LILLE  
tél : 03 20 30 99 00

**VITAVIE**

centre commercial  
Martin Martine  
59400 CAMBRAI  
tél : 03 27 74 89 07

**SAVEURS ET SAISONS**

route de Sainghin  
59650 VILLENEUVE  
D'ASCO  
tél : 03 20 64 02 00

**LABEL VIE**

101 bd Clémenceau  
59700 MARCQ EN  
BAROEUL  
tél : 03 20 98 98 05

**AU PANIER BIO**

17 rue J.B. Boyer  
60000 BEAUVAIS  
tél : 03 44 45 40 25

**LA SOURCE VERTE**

11 rue de la Harpe  
61100 FLERS  
tél : 02 33 65 14 65

**LE PERCHE VERT**

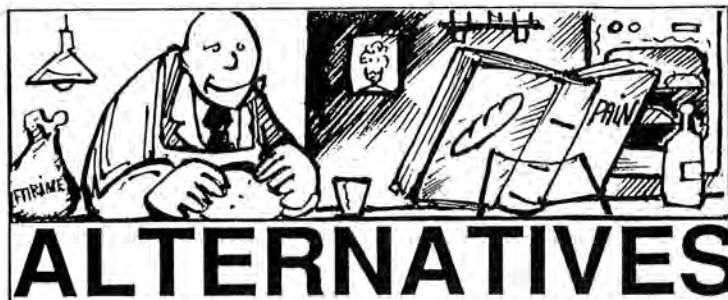
19 rue Notre Dame  
61400 MORTAGNE  
AU PERCHE  
tél : 02 33 25 36 26

**COQUELICOT**

46 bis rd de Bapaume  
62217 ACHICOURT  
ARRAS  
tél : 03 21 50 28 13

**LE BLE EN BIO**

247 rue Molière  
63110 BE



# ALTERNATIVES

## PETITES PHRASES

"L'espéranto est la meilleure solution à l'idée de la langue internationale"  
Albert Einstein.

"A voir ce que l'on fut sur terre et ce qu'on laisse Seul le silence est grand ; tout le reste est faiblesse"  
Alfred de Vigny.  
"La mort du loup", 1843.

## ECHANGES DE PRATIQUES ALTERNATIVES

Une dizaine d'entreprises et d'associations se sont regroupées au sein du Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires (RE-PAS). Elles apportent toutes depuis plusieurs années leurs réponses aux maux de notre époque : désertification rurale, déshumanisation urbaine, chômage, dégradation de l'environnement, iniquité Sud-Nord...

On retrouve dans ce réseau Ambiance Bois (Creuse), Andines (Paris), Ardelaine (Ardèche et Drôme), Eurosylva (Avignon), la Ferme du Vialaret (Aveyron), Les Nouveaux Robinson (région parisienne), Oxalis (Savoie), Pléiades (Creuse), Terre-Ferme (Sud-Est), Le Viel Audon (Ardèche). Estimant qu'il est possible de reproduire leur exemple, qu'il est possible de penser "autrement", elles se proposent d'organiser trois mois de compagnonnage pour des personnes qui veulent monter des projets. Une série de

compagnonnage démarra le 30 mars 1998.

Ceux et celles qui voudraient y participer doivent faire acte de candidature avant le 15 février auprès de Réseau REPAS, Centre de formation, Le Mat, 07120 Balazuc, tél : 04 75 37 73 80.

## INITIATIVES EN ESPACE RURAL

L'association RELIER, réseau d'expérimentation et de liaisons des initiatives en espace rural, organise une rencontre nationale les lundi 2 et mardi 3 février à Die (Drôme) avec la présentation d'un certain nombre d'initiatives concrètes favorisant l'installation et la conduite d'une activité en milieu rural.

Programme complet : Relier, 9, rue de la Poste, 38000 Grenoble, tél : 04 76 43 43 07.

## UN TIPI POUR BIG MOUTAIN

Afin de soutenir la lutte des indiens Dineh (Navajo) de Big Moutain, dans l'Arizona, en lutte contre le gouvernement qui veut les expulser pour exploiter le sous-sol riche en minéraux, dix personnes sont parties de France en mai 1997 pour vivre avec eux dans ces zones semi-désertiques.

A leur demande, une souscription a été lancée pour la réalisation d'un grand tipi cérémonial, lieu de prière pour la sauvegarde de la Terre et de ses habitants. C'est principalement la toile du tipi qui coûte cher (environ 6000 F). On peut envoyer sa participation à : AIDEX, 30120 Mars.

## CONTACT-PANIC

Contact-Panic est un projet de revue qui s'intéresserait à définir ce que peut être un monde ouvert, c'est-à-dire hors de la pensée dominante actuelle. Contact-Panic se propose de mettre en images, fictions, BD, photos... à la fois l'aveuglement du monde de l'argent mais également les possibilités de réfléchir à un monde autrement. Contact-Panic, au delà d'une revue, aimerait pouvoir ensuite s'élargir dans toutes les formes d'expression comme les travaux sonores ou filmiques. En attendant, ce projet de revue recherche toutes formes d'expression pouvant d'adapter à un support noir et blanc de format A4, avant fin février 1998... pour une parution... avant la fin du monde.

Contact : Contact-Panic, 2 rue des Trois Rois, 69007 Lyon, tél : 04 78 61 30 65.

## FERME D'ACCUEIL DE VISARGENT

Dans le dossier "Vivre ensemble" nous indiquions ne pas savoir si cette ferme de Saône-et-Loire existait toujours. Nous avons reçu un courrier explicatif : après 4 ans de vie communautaire à l'Arche et à Camphill Village, Josy et Willy et leurs cinq enfants se sont installés dans cette ferme avec l'espoir de développer autour d'eux un hameau ou un village. Suite à des annonces dans Silence et ailleurs, il y avait eu des réunions avec plus d'une dizaine de familles pendant deux ans, mais quand il a fallu vraiment se lancer, les peurs et les réticences sont apparues et de fait, la ferme a démarré avec une seule famille et une association qui a maintenant plus pour vocation de maintenir les liens, de faire des choses ensemble (achats de produits bio, entraide, action pour l'environnement...). Cette association s'appelle "Le senevé" du nom d'une petite graine capable de germer et de donner des fruits. Une fois par an, elle organise, lors de son assemblée générale, une réunion à thème : la paix

(1995), la biodiversité (1996), le verger familial (1997). Elle compte une cinquantaine d'adhérents. Donc la ferme existe, mais le projet communautaire n'a pas débouché. Contact : Josy et Willy Waber, Visargent, 71330 Sens sur Seille.

## OASIS EN TOUT LIEU

Les "oasis en tout lieu" sont des endroits qui peuvent permettre à des personnes même aux revenus modestes, de démarrer une activité de vie simple en milieu rural. Sous la conduite de Pierre Rabhi, un séminaire sur ce thème se tiendra dans l'Ardèche du vendredi 27 au dimanche 28 mars. Au programme, la présentation de l'expérience de "module optimisé de production alimentaire familiale" menée par Alain Catherine depuis cinq ans au CIEPAD (comment faire vivre une famille sur un hectare), "comment construire autrement" en s'appuyant sur les énergies renouvelables, les matériaux

## SEL ARIEGE : L'ENTRAIDE ILLEGALE ?

Le 6 janvier, le tribunal correctionnel de Foix a rendu son jugement concernant l'affaire de la charpente réalisée dans le cadre d'un SEL de l'Ariège (voir Silence n°226-227). Les trois personnes impliquées ont été condamnées à 2000 F d'amendes avec sursis pour "travail clandestin" ou "emploi de travailleurs clandestins" et à verser 1 F de dommages et intérêts à la Chambre artisanale des petites entreprises du bâtiment et à la Fédération ariégeoise du bâtiment et des travaux publics. Si le jugement est assez clément, il n'est pas satisfaisant car il crée un précédent en faisant passer l'entraide comme illégale.

Les trois personnes ont fait appel et les SEL invitent les gens qui se sentent concernées à écrire à leur député pour leur demander à ce que la loi évolue pour définir un cadre légal au développement des SEL... Un petit procès qui a déjà pris une grande importance quand on sait que des débats ont eu lieu entre les ministères concernés (Aubry, Strauss-Kahn...) à la demande des Verts.

Contact : SEL'idarité, Canterate, 09600 Montbel, tél : 05 61 68 17 44.



**"BÉBÉS ÉCOLOS"**  
Une vraie alternative  
au gaspillage et à la pollution

*couches en coton lavables  
et réutilisables  
avec attaches velcro*

Demandez notre brochure contre 3 F en timbre.

**"BÉBÉ ÉCOLOS"**  
B.P. 11  
34380 ST MARTIN DE LONDRES  
Tél. et Fax : **04.67.55.08.78**

## PETITE FOURMI

Les Editions de la Fourmillière qui édite déjà "La fourmi verte", excellente revue mensuelle pour les 8 à 88 ans, vient de lancer "Petite fourmi", la version pour les 4 à 7 ans. Le premier numéro porte sur l'écureuil et comporte en pages centrales un petit livre à détacher.

Elle est disponible contre 25 F (235 F les 11 numéros) auprès de *Distri-abonnements Fourmi Verte*, BP1121, 31036 Toulouse cédex 1.



de récupération..., comment utiliser son argent de manière éthique (avec la NEF), comment créer une "oasis en tout lieu" (avec quelqu'un du REAS), des expériences de vie en communauté (avec des gens de l'Arche, de Ruralls, etc...). Seul problème : alors que ces "oasis" sont destinées à des personnes en difficulté économique, le prix est de 500 F pour le séminaire (350 F pour les moins de 26 ans) + 300 F pour la nourriture + 400 F de logement ! Programme complet : *Terre du Ciel*, BP 2050, 69227 Lyon cédex 02, tél : 04 72 77 63 88.

### CEVENNES : CARAPA

On s'est trompé dans l'adresse dans le dossier "Vivre ensemble" : c'est Château de Vaugran et non de Vigan. Par ailleurs, les animateurs nous signalent que s'il y a bien de la place pour 4 ou 5 familles, les maisons restent à construire.

### NORD : PANIER SOLIDAIRE

Depuis un an, l'association Sainte-Catherine essaie de mettre en place un système de distribution de produits issus de fermes bio-dynamiques de la région Nord-Pas-de-Calais sous forme de panier légume : les gens s'engagent sur des parts annuelles d'achat et les "paniers" sont ensuite distribués régulièrement. Ceci permet aux producteurs de diminuer sensiblement les pertes au niveau de la production... et au consommateur de man-

ger bio en ne payant pas trop cher.

Contact : *Association Sainte-Catherine*, 25 rue Victor Hugo, 59233 Maing. (source : *Blodynamis*, décembre 1997)

### LOT-ET-GARONNE : STAGES RURALIS

L'association Ruralls s'est constituée pour mettre en place le Domaine de Bous-sac (voir Silence 226-227). Ceci étant fait, l'association a choisi de mettre en place des activités pour répondre aux multiples demandes qu'elle reçoit. Elle a embauché un permanent et commence donc à proposer des stages sur le thème "ouverture à une approche dynamique et sensible des sites bâtis et naturels". Un stage aura lieu les 21 et 22 mars avec Luc Labat, de Barka Architecture, sur le thème de *l'architecture naturelle et de la géobiologie*. Les 18 et 19 avril, un stage aura lieu sur le thème *gestion écologique de l'eau* (valorisation des eaux de pluies, lagunages, toilettes sèches, compostage du fumier humain, valorisation des eaux usées) avec Anne Rivière, de l'association Eau Vivante. Des journées d'auto-construction sont prévues par la suite. Programme complet : *Ruralls, Hamiau de Boussac*, 47130 Bazens, tél : 05 53 47 61 80 (lundi 16 à 20h, mercredi 9 à 13h et vendredi 14 à 17h).

### PARIS : MICROCLIMAT

Perline, animatrice de l'émission Microclimat, sur Radio-Libertaire, (89.4 FM, jeudi 20h30 à 22h) recevra le 29 janvier Medhi Ba, auteur du livre *"Rwanda : un génocide français"*, le 5 février Michèle Lion sur *les suites de Tchernobyl*, le 12 février Christophe Renard de l'Aspas sur la question des renards, le 19 février, Thierry Meyssan du Réseau Voltaire sur *les libertés individuelles*.

### RHONE : HABITER LE TEMPS

Le centre Thomas More organise une session sur le thème "Habiter le temps" les 21 et 22 février avec comme intervenants Jean Chesneaux, Régis Debray, Jean-Claude Schmitt, Paul Virilio. Programme complet : *Centre Thomas More, La Tourette*, BP 105, 69210 L'Arbresle, tél : 04 74 26 79 71.

### LYON : KOTOPO

Depuis quelques années, les Jeunes Espérantistes de la région lyonnaise mènent une activité débordante. C'est donc tout naturellement

## LYON : PRIMEVERE 98

Primevère 98 est devenu le "salon-rencontres" (au lieu de salon). C'est en effet sans doute le rendez-vous annuel écolo où l'on peut suivre le plus d'animations culturelles : conférences, expositions, ateliers... L'édition 98 se tiendra à la Halle Tony Garnier les 27, 28 février et 1er mars et propose en deux jours et demi, aux côtés de 300 stands (dont la moitié sont des associations), 50 conférences, 20 ateliers pratiques, 8 expositions, 500 m2 pour les enfants... Le thème de l'année sont les transports qui donne lieu à une quinzaine de conférences et quatre expositions. Comme il n'est pas possible de vous lister tout le programme, voici une sélection (sur cinq salles, avec A pour ateliers pratiques, C pour conférences et F pour forums).

#### Vendredi 27 février

- 18 h : C 150 ans après l'abolition de l'esclavage... (SCD)
- 18 h : A Faire son repas végétarien (Regard et Lumière)
- 18 h : A Plantes sauvages comestibles (Les Fureteurs)
- 20 h : C Le mercure dans les dents (Jean-Jacques Mellet)
- 20 h : C Notre ville sans voiture (Rassemblement Ville sans voiture)
- 20 h : C L'enjeu de la terre au Brésil (Frères des Hommes)

#### Samedi 28 février

- 11 h : C Ya-t-il une contraception naturelle ? (Planning Familial)
- 13 h : C La Hague : le retraitement en question (Greenpeace)
- 14 h : C Comment nous conduirons-nous au XXIème siècle (Jean-Paul Bardeau)
- 14 h : C La marche, la vie, le silence (David Le Breton)
- 14 h : A Cours d'espéranto (Centre Espéranto)
- 16 h : C L'auto-partage (Auto-Partage Lyon)
- 16 h : C Agriculture : les semences du progrès (Ligne d'Horizon)
- 17 h : F Eco-village et village coopératif (Ardelaine, Cun du Larzac, Ruralls, Biolopin)
- 18 h : C Voitures et dictatures (Survie)

#### Dimanche 1er mars

- 11 h : A Réglage et réparation de son vélo (RVV)
- 11 h : C Destruction de l'environnement au Tibet (Lyon des Neiges)
- 11 h : C Le mythe de la voiture propre (Philippe Lebreton)
- 11 h : C Bio industrielle contre bio conviviale (Biocoop)
- 13 h : C L'homme en voie de disparition (Claude Aubert)
- 14 h : A Construire un cuiseur solaire (ALEDES)
- 14 h : C L'après-Moruroa (Stop-Essais)
- 14 h : C Internet, communication miracle (Nadine Richard)
- 15 h : C Un pas de plus pour notre santé (Françoise Desailly)
- 16 h : F SNCF, service public (SNCF, Darly, FNAUT)
- 16 h : A Radioactivité, mesures au quotidien (CRIL-Rad)

Côté exposition, signalons une exposition de dessins humoristiques sur le thème "aux victimes du harcèlement économique, les profiteurs reconnaissants" par trois des dessinateurs qui avaient illustré notre numéro spécial Alsace, ce printemps ; l'excellente expo photo de Sebastiao Saigado sur les *Sans-Terre au Brésil* ; l'originale expo "comment nous conduirons-nous au XXIème siècle" qui nous arrive du Danemark.

Le programme complet est disponible sous forme d'un numéro spécial de la "Fourmi Verte". Il suffit d'en faire la demande à : *Primevère*, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 86 92 48.

qu'ils ont eu l'idée d'ouvrir un lieu de rencontres autour de l'idée de l'espéranto. C'est au pied de la Croix-Rousse que doit s'ouvrir au printemps, un local de 160 m2 qui se veut un "espace culturel international". Cet espace dénommé "Kotopo" ("etc" en espéranto) est gérée par une association "Mille et une langues" et aura trois fonctions : un espace pour des soirées à thèmes, des conférences, des expositions, des cours de langues avec comme priorité la découverte des langues et cultures minoritaires ; un centre d'information et de documentation sur la langue internationale espéranto ; un bar associatif. L'association cherche des adhérents et des fonds pour finir de restaurer les lieux.

On peut prendre contact avec elle : *Mille et une langues*, 14, rue René-Leynaud, 69001 Lyon, tél : 04 78 25 30 71.

**Pour découvrir la**  
**LANGUE INTERNATIONALE**  
**ESPERANTO**  
*Lisez le bulletin trimestriel*



**en français**  
abonnement simple **25<sup>F</sup>**  
abonnement de soutien **35<sup>F</sup>**

**ESPERANTO - info**  
Hortensias II - 121 bis Bd Napoléon III  
06200 NICE - Tél. **04 93 83 08 73**  
CCP Marseille 11 901 46 B



# ENVIRONNEMENT

## JOUETS EN PLASTIQUE DANGEREUX

La firme américaine "Toys @ US" a dû retirer de ses rayons les jouets en plastique PVC destinés aux moins de trois ans dans plusieurs pays européens : Danemark, Pays-Bas, Belgique. Cette décision fait suite à une campagne de Greenpeace qui avait montré que lorsque ces jouets sont portés à la bouche par les jeunes enfants, ceux-ci ingèrent des produits toxiques. Les jouets dangereux sont ceux en plastique souple : c'est l'assouplissant (à base de phtalate) qui migre dans

la salive et qui s'avère dangereux (accumulation dans les reins, risque pour l'appareil reproducteur). Une autre étude parue au Canada montre que ces jouets contiennent également du plomb et du cadmium dans le plastique. Ces deux métaux lourds sont également dangereux et des analyses montrent qu'ils peuvent être libérés par le jouet. Si vous en avez chez vous, le mieux est de le ramener à un magasin de jouets en leur expliquant pourquoi vous ne voulez plus ce jouet chez vous.

(source : Greenpeace-France, tél : 01 53 43 85 85)

## PREVENTION DE L'EAU

Les Amis de la Terre-Belgique viennent de publier un dossier sur les enjeux de l'eau et sa gestion durable. Les Amis de la Terre proposent une politique de prévention qui consiste à éviter de polluer l'eau sur la base de trois grands principes : le traitement sélectif des eaux usées, l'usage de la toilette sèche et l'utilisation de l'eau de pluie.

La brochure est disponible contre 22 FF (par mandat postal avec mention "campagne eau") ou contre 60 FB auprès des Amis de la Terre-Belgique, place de Vingeanne 1, B 5100 Dave, tél : (32) 81 40 14 78.

## ALLEGREMENT ALLEGREMENT...

Dans une chronique scientifique parue dans "Le Point" du 8 mai 1995, Claude Allègre déclarait que l'effet de serre était une *fausse alerte, une véritable mystification entretenue par des lobbies scientifiques en mal de crédits et des groupes industriels*. C'est le même Claude Allègre qui, pour le compte du lobby amiante, déclare que ce revêtement n'est pas dangereux. C'est encore lui qui s'occupe de l'éducation de nos gosses comme ministre de l'Éducation nationale.

## TEMPERATURE RECORD

L'année 1997 aura été la plus chaude depuis que la météorologie fait des mesures au niveau mondial, c'est-à-dire depuis 1860. A noter que les quatre autres années les plus chaudes suivantes ont toute eu lieu dans la dernière décennie. Et comme le rappelle Stephen Schneider dans le livre "Où va le climat ?" (aux excellentes éditions Silence !) : le climat a déjà subi des modifications de climat aussi rapide, mais jusqu'alors la nature pouvait s'adapter en partie en se déplaçant. Mais aujourd'hui les écosystèmes sont tellement mor-

## CLIMAT

celés par suite de l'urbanisation et des réseaux routiers qu'il est presque impossible pour une plante de migrer vers le nord ou le sud en fonction des variations de température.

## EFFET DE SERRE ET NUCLEAIRE

Alors qu'aucune des 350 organisations non-gouvernementales présentes à Kyoto pour le sommet sur le climat ne demande le recours au nucléaire pour lutter contre l'effet de serre, le représentant de la France n'est autre que Jean Jouzel... directeur de recherche au CEA : le CEA, commissariat à l'énergie atomique, y défendra comme d'habitude que la France est un pays propre grâce à ses 56 réacteurs nucléaires. Dominique Voynet a-t-elle son mot à dire dans le choix des représentants du pays ?

## KYOTO : DEMI ECHEC OU DEMI SUCCES ?

L'accord finalement obtenu entre les nations industrialisées à Kyoto est plutôt meilleur que ce que l'on pouvait craindre : les États-Unis et le Japon ont fini par

accepter une réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre. L'Europe, qui avait une plus grande ambition, a ainsi réussi à entraîner au moins partiellement les autres. Reste que l'on est très en deça des demandes des pays du Sud et des grandes associations qui demandaient une réduction de 20 % pour les pays riches d'ici 2005 par rapport au niveau de 1990. Les États-Unis se sont engagés sur 7 %, le Japon sur 6 %, l'Europe sur 8 %. Tout cela est insuffisant. Car pendant ce temps, les autres pays ne s'étant engagés à rien, les projections faites par les spécialistes prévoient que les émissions de gaz continueront à augmenter. Alors que l'on émet annuellement 6 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> aujourd'hui, on aurait atteint 9 milliards en 2010 en ne faisant rien. Avec ces mesures, on devrait être encore entre 7 et 8 milliards. Or il semble que l'équilibre se situe autour de 5. De plus, les engagements des États ne sont pas une garantie : la plupart des compromis adoptés à Rio en 1992 ne sont toujours pas appliqués aujourd'hui et l'interdiction des CFC prise depuis quelques années s'est surtout traduite par la mise en place d'un vaste marché de contrebande.

## VALLEE D'ASPE : MANIFESTATION 2 ET 3 MAI 1998

Annoncée depuis quelques mois pour le printemps, la grande manifestation contre l'autoroute dans la vallée d'Aspe se tiendra finalement les 2 et 3 mai prochain à l'initiative du collectif Alternative Somport. Cette manifestation demandera qu'après la fin du tunnel, le reste des travaux soient abandonnés et que, si possible, soit étudiée une remise en fonction de la ligne de chemin de fer qui passe dans la vallée. Le seul tunnel aura coûté 520 millions de francs (contre 370 prévus) alors que la SNCF a chiffré la restauration de la ligne de chemin de fer à un milliard. Selon les responsables du chantier, les actions écologistes leur ont déjà coûté entre 12 et 15 millions. Une somme qui ne peut que croître puisque les "aspaches" de la Goutte d'eau appelle à un mois d'action avant la manifestation.

Renseignements : La Goutte d'Eau, 64490 Cette-Eygun, tél : 05 59 34 78 83.

## VINGRAU : OCCUPATION DU SIEGE DES VERTS

Après les déçus du socialisme en 1981, les déçus des Verts en 1997. Le 3 décembre dernier, des habitants de Vingrau se sont rendus à Paris et ont occupé le siège du PS et celui des Verts pour rappeler que le projet de carrière de marbre de la société suisse Omya menace toujours leur village. Les habitants de Vingrau, dans les Pyrénées Orientales, résistent depuis maintenant sept ans à l'implantation d'une carrière de marbre au milieu des vignobles. Ces derniers assurent aujourd'hui la richesse de la commune. Malgré de multiples négociations d'élus et de services administratifs, malgré le classement de la zone en site naturel, la firme Omya est restée... de marbre et continue à multiplier les coups de force, à chaque fois stoppée par les recours en justice ou les manifestations de la commune. Excédée, la société suisse demande réparation : elle estime avoir déjà perdu plus de 4 millions de francs dans cette histoire et souhaite être dédommagée par les opposants !



## DECHETS : LA FRAPNA DERAPE !

La Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, FRAPNA, organise les 7 et 8 février prochain à Lyon un stage sur la gestion des déchets. Ce stage est organisé pour le réseau Education à l'environnement de France Nature Environnement pour que les animateurs nature se mettent à niveau. Jusque là tout va bien. Mais en lisant le programme, on découvre que ce stage est financé par le groupe SITA et que celui-ci intervient dans la formation. Or ce groupe SITA est la branche de la Lyonnaise des Eaux qui vend des incinérateurs ! Voilà qui laisse augurer d'une certaine orientation du stage. Suggestion pour les prochains stages : "le maïs transgénique" financé par Novartis, "les déchets nucléaires" financé par l'ANDRA...

On peut protester auprès de : FRAPNA, 32 rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 19 99.

## Auvergne : Vulcania ILLEGAL

Le 8 décembre dernier, la cour administrative d'appel de Lyon a ordonné l'arrêt des travaux du Vulcania — surnommé le Giscardoscope — et a condamné l'Etat à verser 5000 F aux associations plaignantes. Ce "sursis à exécution du permis de construire" vient infirmer la décision du tribunal administratif de Clermont-Ferrand du 5 septembre 1997. Ce sursis a été accordé

## ADIEU VEAUX, VACHES, COCHONS, COUVEES...

**A**près l'affaire de la vache folle partie de Grande-Bretagne, les affaires dans le domaine de l'élevage intensif se multiplient.

Aux Pays-Bas, la peste porcine a déclenché une épidémie sans précédent qui s'est étendue en partie à la Belgique et à l'Allemagne et qui a nécessité l'abattage rapide de millions de cochons.

Aux Etats-Unis, les intoxications alimentaires provoquées par l'ingestion de viande de bœufs élevés à partir de produits divers dont les fientes de poulet provoquent une remise en cause des fast-food : 80 millions d'intoxications annuelles dont 900 mortelles rien que pour les USA (voir Silence de décembre 1997).

En Asie, un virus a atteint l'ensemble des élevages de poulets sans qu'on en con-

naisse la cause actuellement. Plusieurs millions de volatiles ont été abattus fin décembre à Honk-Kong après le décès d'au moins quatre humains.

En France, les abeilles meurent en grand nombre. Là le produit responsable semble être un insecticide, le Gaucho, commercialisé par Bayer AG destiné à l'origine à détruire les pucerons.

Dans toute l'Europe, les élevages de lapins connaissent des pertes énormes (jusqu'à 80 %) suite à une maladie non-identifiée pour le moment qui provoque des ennuis intestinaux mortels.

Chèvres et moutons développent depuis de nombreuses années la "tremblante", une maladie dégénéralrice du cerveau. Depuis l'affaire de la vache folle, de plus en plus de spécialistes avancent l'idée qu'il pourrait s'agir de la

même maladie et qu'elle est peut-être transmissible à l'homme.

En Grande-Bretagne, 32 personnes au moins sont déjà mortes de la maladie de la vache folle et de nouvelles interdictions concernant la viande de bœuf ont été prise pendant le mois de décembre.

Bref, alors que l'élevage hors-sol s'est surtout développé depuis les années 60, il semble aujourd'hui se heurter aux mêmes problèmes que n'importe quelle monoculture : les épidémies sont foudroyantes.

**Réponse officielle** : on va développer les bio-technologies. *Fuite en avant.*

**Réponse des consommateurs** : l'agriculture biologique et le végétarisme se développent fortement en Europe depuis deux ans. *Principe de précaution.*

MB

après que le commissaire du gouvernement ait reconnu que le projet ne respectait pas le règlement protégeant le parc naturel des Volcans d'Auvergne... ce que disent les associations de protection de la nature depuis le début ! Giscard va-t-il respecter la justice ? Il demande des indemnités pour les frais engagés par la région ! Depuis quand indemnise-t-on les personnes qui violent la loi ?

Contact : Puy-de-Dôme Nature Environnement, tél/fax : 04 73 63 09 75.

## ARIEGE : CONTRE LES LIGNES HAUTE TENSION

EDF envisage de faire passer une ligne très haute tension dans la vallée de la Leze, à 50 km au sud de Toulouse, pour vendre de l'électricité à l'Espagne. Evidemment les gens du coin dénoncent les nuisances visuelles et pour la santé et proposent comme solution alternative celles de l'Inestène : économiser l'énergie plutôt que de tou-

jours vouloir consommer plus d'électricité. Une marche de protestation a eu lieu le 14 décembre.

Contact : Collectif Anti-IHT, BP 2, 09210 Saint-Ybars, tél : 05 61 69 72 47.

## FONTAINEBLEAU : ECO-GUERRIERS

Au début des années 90, l'ONF constate que ses plantations de résineux en forêt de Fontainebleau sont détruites, et en grand nombre. Les actes sont revendiqués par un groupe d'Eco-Guerriers qui dénoncent la gestion économique de l'ONF en contradiction totale avec ce que devrait être une gestion écologique. Après une longue enquête, la police intervient le 19 décembre 1994 pour arrêter trois personnes : Samuel Baunée, François Guyot et Christian Peccoud. Ceux-ci ne nient pas les faits. Ils passent quinze jours en préventive et sont jugés fin 1996. Ils sont condamnés à 3 mois de prison avec sursis ou 240 heures de travail d'intérêt général et à rembourser à l'ONF pour plus de 70 000 F. Depuis, malgré une surveillance policière des trois personnes, les actes de sabotage ont repris (destruction des bougeons terminaux des pins, arrachage des jeunes plants) et la justice n'a toujours pas notifié la décision de justice ce qui fait que les indemnisations n'ont pas été versées.

## PETITES PHRASES

"Dominique Voynet, ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement se réjouit que Toyota ait choisi Valenciennes pour l'implantation de sa nouvelle usine. (...) La production de l'usine sera portée à 200 000 voitures (...) L'inauguration de la Smart, il y a quelques mois, Toyota aujourd'hui témoignent de ce succès remarque Dominique Voynet".

Extrait d'un long communiqué de presse du 9 décembre 1997, totalement tourné vers la croissance économique, la compétition internationale... et pas un mot sur les conséquences sur l'environnement !

## LUTTER CONTRE LES AVIONS

Les Amis de la Terre ont lancé, au niveau international,

## TRANSPORTS

pendant le sommet de Kyoto, une campagne contre l'explosion du trafic aérien. Cette campagne sera animée en France par Hans Valkhoff que l'on peut joindre aux :

Amis de la Terre Midi-Pyrénées, 10, rue d'Auriol, 31400 Toulouse, tél : 05 61 53 23 21.

## GRENOBLE-SISTERON : L'ALTERNATIVE

Après l'annonce de la suspension des travaux de l'autoroute A51, les élus du collectif opposé à ce projet ne sont pas restés inactifs : ils ont poursuivi la réalisation d'un contre-projet d'aménagement des RN75 et RN85. Le résultat est aujourd'hui disponible. Il s'est appuyé sur des documents officiels disponibles et sur des

comparaisons avec d'autres aménagements similaires. Plusieurs options ont été retenues : création de zone de dépassement en passant les nationales à 3 voies par secteur, ou plus large encore 2 x 2 voies et réaménagement de la ligne ferroviaire pour permettre une augmentation du trafic fret. Le résultat est un coût au kilomètre de 18 à 25 MF pour les deux nationales et de 2,5 MF par kilomètre pour la voie ferrée. Au total, ce projet alternatif coûterait un peu plus de 2 milliards... contre plus de 5 milliards pour le projet autoroutier. Il aurait l'avantage d'éviter l'invasion des camions sur cet axe et d'améliorer les dessertes locales. On peut découvrir l'étude complète dans les locaux de la

FRAPNA-Isère, MNE, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.

# ANNONCES

## EMPLOIS - OFFRES

• L'association l'Atelier, 17, rue Paul Bellamy, 44000 Nantes, tél : 02 40 20 02 48 embauche un-e formateur-trice en mécanique automobile ayant pour travail d'initier les adhérents de l'association à la mécanique automobile et de participer au développement et à la gestion de la vie associative. Profil : CAP ou BEP ou expérience en mécanique auto exigés. BP souhaité. Expérience associative ou alternative souhaitée. Envoyer CV et lettre.

• Jean-François Moyné, Saint-Baudille-de-la-Tour, 38118 Hières-sur-Amby, tél : 04 74 83 86 17, agriculteur bio, 51 ans, cherche une personne pour prendre sa succession. Travail en commun pendant quelques années pour une meilleure transmission avec basculement progressif du temps de travail.

• Cherchons enseignants ou futurs enseignants en IUFM pour des écoles dans les villages amérindiens de la forêt amazonienne dans le département français de Guyane. Motivés pour mettre en place une ethno-pédagogie respectueuse des enfants indiens : instruire sans détruire, éduquer sans ethnocider, enseigner sans déstabiliser ces peuples facilement trompés par le mythe du progrès. Compétences en "français langue étrangère" souhaitées. Long séjour préalable pour devenir bilingue. Salaire éducation nationale augmenté de 40 %. Aimer vie simple et rustique. Pour avoir une idée de ce qui vous attend, lire la BD "Tallko" (album du Père Castor) et l'album des enfants du volier-école Fleur de Lampaul (Gallimard jeunesse 1994) ou leur vidéo "Jeunes marins reporters" vendue par "La cinquième". Ecrire longue lettre de motivation à BVSA, BP106, Matoury, 97351 Guyane française et joindre enveloppe timbrée pour la réponse.

• Dans le cadre de la fabrication et de la diffusion de son magazine vidéo mensuel, Télé-Millevaches recherche trois personnes (contrat Emplois-Jeunes) : moins de 26 ans, motivés par les actions d'animation et de développement en milieu rural, aptitudes en animation, contact avec le milieu associatif, conception et réalisation de reportages et enquêtes, techniques vidéo (cadre, montage, son...). Envoyer candidatures à : Télé-Millevaches, 23340 Faux la Montagne, tél : 05 55 67 94 04.

## EMPLOIS - DEMANDES

• JF, 26 ans, BEPA agricole polyculture élevage, expérience en laiterie, fromage de chèvre, souhaiterais travailler à la ferme et partager les tâches agricoles. Intéressée par toutes les activités liées à la terre (et à son respect). Secteur 65, 12, 32, 64. J. Ducarneau, cité Besque, Bât A, 65400 Argelès-Gazost, tél : 05 62 97 58 48.

## CONTACTS

• Je souhaite connaître des lecteurs de Silence habitant dans ma région (Ain, Jura, Haute-Savoie). J'habite en pays de Gex,

entre Genève et le col de la Faucille. M'écrire : Yves Renaud, 35 chemin des Combes, 01170 Gex, tél : 04 50 42 38 64.

• Face à tous les errements de la société, la désinformation des médias, la politique fausement démocratique, le pouvoir des grands monopoles, il faut agir. Oui, mais comment ? Il faut regarder du côté des marginaux, pas du côté de ceux qui sont tombés dans la délinquance ou qui ne révent qu'à reprendre du galon, mais du côté de ceux qui refusent d'adhérer à cette civilisation, ceux qui osent déployer leurs ailes au-dessus des intérêts obscurs, dans la lumière de l'idéal. Idéalistes ayant les pieds sur terre, ensemble, donnons-nous les moyens d'œuvrer pour un monde meilleur (projets) et ceci en le vivant pleinement. Alain Martelli, Quartier "le Cerise", 06830 Gilette.

• Famille avec trois enfants cherche lieu de vie convivial, style éco-village. Tél au 05 53 80 77 63.

• Je cherche des personnes de la région de Montpellier qui seraient intéressées par une co-location ou une vie communautaire. Tél : 04 67 79 60 80.

• Comme je désire changer ma vie pour ne pas être citoyen du monde du travail et reprendre du pouvoir sur ma vie, je souhaite pratiquer l'auto-organisation des nécessités vitales : vie simple, proche de la nature, en redéfinissant mes besoins : autonomie alimentaire et énergétique, partage et troc... Alors, si vous vivez en "semi-autarcie", en auto-subsistance seul-e ou à plusieurs dans l'Ardèche, la Creuse, la Lozère ou la Drôme, j'aimerais entrer en contact avec vous. Franck Buendia, 18 rue de Normandie, 41100 Vendôme, tél : 02 54 77 44 95.

• Recherche personnes motivées par le choix d'une vie autonome à la campagne. Mamans seules qui galèrent parfois, enfants bien-venus. Pour ceux qui ne veulent pas totalement crever actuellement, pourquoi ne pas en discuter au 04 92 35 44 18 (Colette).

• Evelynne, 49 ans, son père, 69, libertaires athées, qui disposent d'une maison de campagne, très bien située sur une petite propriété boisée avec grand potager, écart du village, limitrophe Pyrénées/Landes, proposent à une ou deux femmes vie communautaire conviviale, en harmonie avec la nature. Mêmes critères appréciés : santé satisfaisante, non-fumeur, bon caractère. Evelynne et Roland Delorme, 64450 Lalouquette, tél : 05 59 04 32 63.

• Nous disposons de plus ou moins 6 hectares de terre et d'une petite maison et nous recherchons un couple ou une personne désirant vivre de l'agriculture biologique (maraîchage et élevage selon vos goûts).

Nous souhaitons une personne très proche de la nature pour qui le but est le respect maximum de la vie et non l'argent. Nous sommes maraîchers, nous souhaitons de l'entraide mais pas être associés. Nous pouvons prêter du matériel, donner des "conseils" si vous en souhaitez. Il n'est pas nécessaire d'avoir une formation, mais beaucoup de motivation, d'enthousiasme et de courage, le goût d'une vie simple mais passionnante à la campagne. Gilles et Françoise Pénin, Montalchier, 23270 Lada Peyre, tél : 05 55 80 85 58.

## RENCONTRES

• Réf 228.1 Pré-retraité de l'éducation nationale attend compagnie esprit "silence" (écologie, alternatives et non-violence) pour vie simple dans la campagne roannaise.

• Réf 228.2 Dépt 26. Femme 40 ans aimerait rencontrer homme lucide et utopiste. Triste sire et homme parfait s'abstenir.

## RECHERCHES

• Végétarienne de naissance, aimant la nature, l'équitation, la natation, Maud, 9 ans, cherche pension, colonie ou équivalent (vie communautaire) pour ses vacances. Pâques ou été, une semaine ou quinze jours. Etudie toutes les propositions. Maud Sarkissian, 55260 Lignières-sur-Aire.

• Trois jeunes se battent pour reprendre la filature de laine de Belves (Dordogne). Cette filature tournait bien jusqu'au décès de son propriétaire, il y a deux ans. Agnès, Jeff et Fred veulent sauvegarder ce patrimoine en voie de disparition pour revitaliser la filière laine de la région, et pour leur réinsertion. La filature se visite. Si vous êtes intéressé pour soutenir le projet, vous pouvez les contacter au 05 53 59 66 08.

• Manu aimerait rencontrer les abonnés du Lot-et-Garonne et de la région. Tél : 05 53 36 97 98.

• Jérémie, 5 ans, et sa grande sœur Camille, 10 ans, souhaiteraient partager moments de tendresse et de loisir avec un papa et une mamie esprit "Silence". Département 34, secteur Montpellier-Lunel. Tél : 04 67 70 36 63.

• Maraîchers bio, nous avons en projet, dans la région de Concarneau (29), la création d'un jardin paysager associatif, ouvert au public, dont le thème serait la plante comestible rare ou curieuse et qui aurait pour finalité première de constituer un lieu d'insertion. Tout conseil est bienvenu et les personnes intéressées, surtout si elles œuvrent dans le secteur social ou horticole, peuvent nous contacter au 02 98 59 51 46.

• Recherche, pour enfants et ados, stages d'équitation alliant la pratique du cheval à l'apprentissage d'un art martial tel que le judo ou l'aïkido, de façon à savoir non seulement monter à cheval, mais savoir en tomber sans risque ! Tél : 03 86 27 11 31 Delphine et Philippe Perrot.

• Afin de concrétiser un projet de lieu d'accueil pour les jeunes en difficultés (18-25 ans), l'association La Traverse cherche une maison avec terrain à louer sous bail emphytéotique de vingt ans, contre remise en état, dans un rayon de 20 km autour d'Aubenas (Ardèche). Tél : 04 75 37 51 38.

• Je suis une formation de charpentier bois jusqu'au 10 juillet et je cherche pour une période d'application, du 4 au 15 mai, et aussi pour l'après-formation, une entreprise "différente" (SCOP, SAPO ou autre) fonctionnant réellement de manière alternative et réalisant charpentes et habitat bioclimatique, moitié sud de la France de préférence. Patrick Urlacher, AFPA Saint-Hilaire, 86120 Roiffé.

• Association nature Nord-Isère, membre de la FRAPNA, s'occupant plus spécialement de la protection des milieux naturels, cherche un(e) bénévoles ayant des notions de comptabilité-gestion

pour participer à la fonction de trésorier. Contact : Lo Parvi (l'épervier), Maison pour tous, 38890 Saint-Chef, tél : 04 74 92 48 62.

• Cherche témoignages, infos sur possibilité de recours face aux suppressions ou suspensions éventuelles du RMI ou d'allocations ASSÉDIC et diverses stratégies face au fléage social et politiques dites d'insertion (contrôles, obligation de participation à des modules, chantiers dits d'insertion, contrats d'insertion, etc.), tout ce qui concerne résistances, recours, alternatives... Patrick Coquard, 5 Impasse Pichault de la Martinière, 79100 Thouars.

• Quelqu'un peut-il me renseigner sur le concept de SCI, GFA, coopératives ou associations acquérant des terrains agricoles pour les relouer à des paysans écolos n'ayant pas d'argent ou refusant d'être propriétaire de la terre. Joël Munnier, 4 rue Principale, 39570 Gevingey, tél : 03 84 24 93 60.

## OFFRES

• J'offre, à une association écolo, diverses revues liées à la protection de la nature : "Panda" du WWF, "L'oiseau magazine" de la LPO, "Terre sauvage", "Science et Nature" etc. Je souhaite aussi offrir une banque de données pouvant être utile pour protéger et préserver tel site sauvage ou telle espèce animale ou végétale. Didier Legall, 13, rue du Haut-Four, 83440 Sellans.

## ECHANGES

• Donne deux réhausseurs enfants avec dossier pour siège arrière de voiture, revêtement abîmé à recouvrir. Cherche un gros radio-cassette avec prise extérieure et bonne réception radio. Ph. Bozeau, Voillans, 25110 Baume-les-Dames, tél : 03 81 84 41 34.

## A VENDRE

• Vend maison T5 refaite à neuf + jardins dans village région Larzac (Aveyron) ainsi qu'un garage de 28 m<sup>2</sup> à Millau. Prix à débattre. Tél : 05 65 62 78 26.

• Nous vendons notre maison, 500 m<sup>2</sup> habitables, dans les Pyrénées audoises, 700 000 F. Convientrait à grande famille. Possibilité chambres d'hôtes et gîte. Prix et modalités de paiement à négocier. Descriptif sur demande. Seyfried, 11140 Les Couloubre-les-Bains, tél : 04 68 20 44 23.

• Vends purificateur d'eau à osmose inverse, neuf, garanti un an. Mr Le Gall, 13 rue du Haut Four, 83440 Sellans.

**Gratuites** : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

**Domiciliées** : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 30 F en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

**Sélection** : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

# SILENCE

## Qui sont les écologistes ?

**F**in novembre 1998, Silence organise, avec le Centre de sociologie des recherches et des pratiques sociales de Grenoble, l'Institut d'études politique de Grenoble, les éditions Atelier de création libertaire de Lyon, un colloque qui aura pour titre "Ecologie : du mythe à la récupération ?". Dans le cadre de la préparation de ce colloque, différents travaux sont envisagés dont la réalisation d'une enquête autour du lectorat de Silence et de quelques autres réseaux. Cette dernière sera réalisée par Mimmo Pucciarelli, auteur du livre "Le rêve au quotidien" et d'un chapitre du livre "La culture libertaire". Ce questionnaire fera également le lien avec les deux enquêtes précédentes réalisées en 1988 et 1993.

**Pour avoir un portrait aussi exact que possible, il est important pour nous que vous preniez le temps de répondre à ce questionnaire. Merci de nous le renvoyer avant FIN AVRIL 1998.**

- Si vous êtes plusieurs, photocopiez le document avant d'y répondre et faites une réponse par personne.
- Si vous ne disposez pas d'assez de place pour répondre à une question, n'hésitez pas à répondre sur une feuille libre en indiquant au début des paragraphes le numéro de la question.
- Si vous ne souhaitez pas répondre à une question, passez à la suivante.

### A - Facultatif

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal..... Commune .....

Tél : ..... Cochez si vous souhaitez recevoir le résultat de cette étude

### B - Qui êtes-vous ?

0 - Où avez-vous trouvé ce questionnaire ?

#### 1- Votre identité

- moins de 16 ans
- de 16 à 20 ans
- de 21 à 30 ans
- de 31 à 40 ans
- de 41 à 50 ans
- de 51 à 60 ans
- plus de 60 ans

- Femme
- Homme

- Seul-e
- Union libre
- Marié-e
- Communauté

Nombre d'enfants :

#### 2 - Parents

- Profession
- de votre père
  - de votre mère
- Engagement politique
- du père
  - de la mère
- Religion
- du père
  - de la mère

#### 3 - Vos activités

Formations (de la plus ancienne à la plus récente) :

Métiers exercés (du plus ancien à l'actuel) :

Religion :

#### 4-1 Vous avez été élevé :

- en milieu rural
- en milieu urbain
- à l'étranger

#### 4-2 - Vous habitez une commune de

- moins de 2000 h
- 2 à 10 000 h
- 10 à 30 000 h
- 30 à 100 000 h
- Région parisienne
- Paris
- à l'étranger

## **C - nous aimerions savoir...**

- 5 - Comment avez-vous **connu** les idées écologistes ?
- 6 - Quel est l'**événement** qui vous a poussé à devenir actif au sein du mouvement écologiste ?
- 7 - Depuis **quand** participez-vous à ce mouvement ?
- 8 - Dans quels groupes que vous estimez **écologistes** avez-vous été actif ? (indiquez le nom du groupe, les dates de participation, les responsabilités éventuelles que vous y avez exercées)
- 9 - Dans quels groupes que vous estimez **non-écologistes** avez-vous été actif ? (indiquez le nom du groupe, les dates de participation, les responsabilités éventuelles que vous y avez exercées)
- 10 - Quels sont les **livres** qui vous ont le plus marqué-e ?
- 11 - Quelles sont les **revues** qui vous ont le plus marqué-e ?
- 12 - Quels sont les **films** qui vous ont le plus marqué-e ?
- 13 - Quelles sont les **manifestations** qui vous ont le plus marqué-e ?
- 14 - Quelles sont les **émissions** (radio ou télévision) qui vous ont le plus marqué-e ?
- 15 - Quelles sont les **musiques** qui vous ont le plus marqué-e ?

16 - Quels sont les **souvenirs** (lectures, événements...) dont vous pensez qu'ils ont été déterminants dans vos choix écologistes ?

17 - Quelle est pour vous la définition du mot **écologie** ?

18 - Quels sont les derniers livres **écologistes** que vous avez lus ?

19 - Quels sont les derniers livres **non-écologistes** que vous avez lus ?

20 - Quels sont les périodiques **écologistes** que vous lisez ? Indiquez ceux pour lesquels vous êtes abonné-e.

21 - Quels sont les périodiques **non-écologistes** que vous lisez ? Indiquez ceux pour lesquels vous êtes abonné-e.

22 - Quelles sont les émissions (télévision, radios) ou films (cinéma) que vous avez vus ou entendus récemment et qui vous ont parus intéressants ?

23 - Quelles sont les dernières manifestations (de rue, débats, colloque, expos...) auxquelles vous avez participé ?

24 - Quel est le groupe écologiste dont vous vous sentez le plus proche ?

25 - Quels sont les groupes politiques, les mouvements sociaux **non** écologistes dont vous vous sentez proche ?

26 - Quel événement est selon vous le plus représentatif de l'histoire du mouvement écologiste ?

27 - Quel est selon vous la personne qui incarne "l'idéal type" de l'écologiste ?

28 - Quels sont les **moyens individuels** qui vous paraissent le mieux aptes à permettre le développement du mouvement écologiste ?

29 - Quels sont les **moyens collectifs** qui vous paraissent le mieux aptes à permettre le développement du mouvement écologiste ?

30 - Comment se manifestent les idées écologistes dans votre **vie quotidienne** ?

31 - Comment percevez-vous la revue **Silence** dans le débat écologiste ?

32 - Quel rôle devrait avoir la revue **Silence** selon vous ?

33 - Je voudrais ajouter que...

**A retourner à Silence, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, avant le 30 avril 1998**



# SOCIÉTÉ

## DU CÔTÉ DES RICHES

Au cours de la seule année 1996, la fortune des 500 Français les plus riches est passée de 527 milliards de francs à 675 milliards de francs soit une hausse de 28 %.

Ces personnes détiennent de quoi payer 87 000 siècles de SMIC !

La seule fortune de Liliane Bettencourt, la personne la plus riche, à la tête des laboratoires L'Oréal, est de 42 milliards.

A titre de comparaison, la dernière campagne électorale, de juin 1997, a été estimée à 500 millions de francs. Calculez combien ces personnes peuvent acheter de candidats. Sachant qu'il y a moins de 600 députés, calculez la probabilité pour que des mesures contre le grand capital soient prises par le Parlement.

Pour ceux qui veulent en savoir plus, la liste des personnes les plus riches a été publiée dans le n°116 bis de *Challenges* d'août 1997.

## BOURSES EN LARMES ?

Le patron de Yamaichi, la quatrième plus grande société de courtage japonais, en larmes devant les caméras de télévision.

Les pertes dans le Sud-Est asiatique représenteraient plus de 2000 milliards de francs pour le seul dernier trimestre 1997.

La Corée du Sud qui plonge dans les délices de la dette, C'est la magie de l'économie ! De l'illusionnisme de première : est-ce qu'un immeuble a disparu ? Une cohorte de voitures ? Des villes entières ? Non ? Alors, ça représente quoi cet argent ? Et la bourse de Paris termine l'année 97 à +27 % ; sommes-nous 27 % plus riches ? Foutaises de la finance qui ne représente plus qu'elle-même.

## PRUD'HOMALES : ELECTION ANNULEE

La coordination française nationale des travailleurs (sigle

CFNT) avait réussi à avoir 7 élus dans le département du Rhône (sur 200 environ). CFDT, CGT, FO et CFTC attaquaient cette élection en justice pour les liens existants entre ce nouveau syndicat et un parti politique, le Front National. Le 6 janvier, le tribunal d'instance de Lyon a rendu son verdict en le justifiant par une cinquantaine de pages sur le fond et sur la forme : il annule l'élection des sept personnes au motif que de multiples preuves indiquent que les candidats CFNT étaient tous liés au Front National. Les preuves sont les suivantes : les candidats ont été recrutés par des annonces passées dans la presse du Front National, les 144 candidats présentés dans le département avaient tous comme mandataire financier un salarié du parti. Enfin, "les candidats qui limitent leur champ d'intérêt à certaines catégories de justiciables ainsi privilégiés en considération du sexe, de l'origine nationale ou sociale, de la naissance ou de toute autre situation adoptent une attitude qui s'avère radicalement incompatible" à la fonction d'un juge.

## BELGIQUE : PUBLICITE GENANTE

50 personnalités de l'art, du barreau, de la politique ainsi que des parents des enfants assassinés dans l'affaire Dutroux, ont acheté une page entière du *Soir* dans l'édition du 18 octobre avec comme titre : "Nous ne laisserons pas passer" pour rappeler leur ras-le-bol de voir la procédure ne déboucher sur rien. Le grand quotidien belge n'a rien trouvé de mieux que de rajouter au dessus "ce texte n'engage pas la rédaction du *Soir*". Le même quotidien publie de nombreuses publicités pour le tabac, la chasse, les autos, les alcools... sans jamais pourtant mettre cet avertissement. On peut donc en conclure que les autres publicités engage la rédaction du média. (source : Tam-Tam, novembre 97)

## VAL-DE-MARNE : DROITS SOCIAUX OUBLIES

En mars 1993, Françoise Cendrier, sans travail et enceinte, demande à bénéficier de l'Allocation Jeune enfant. Refusée. En novembre 1993, elle demande l'allocation parent-isolé, refusée dans un premier temps puis accordé avec effet rétroactif mais avec 600 F de pénalité par mois. Elle demande alors le RMI, refusé. Le 29 octobre 1997, Françoise Cendrier, sa fille et son ami Claude Dupin, bénéficiaire de la somptueuse allocation spécifique de solidarité de 2000 F par mois, sont violemment expulsés de leur appartement, à Ivry, où ils vivaient sans chauffage, sans électricité et sans eau chaude. C'est la lente descente aux enfers quand on n'arrive pas à suivre le labyrinthe des démarches administratives. La CNT, la Fédération anarchiste, le MEI, les Verts, la CAP, Droit au logement et Droits Devant ont créé un collectif demandant la régularisation de la situation : reversement de 4 ans d'allocations familiales et de

RMI en retard, le relogement, et une somme pour le préjudice subit.

Contact : Renaud Kraal, 74 av. Pierre Sernard, 94200 Ivry-sur-Seine.

## GRASSE : MORT EN PRISON

Le 13 avril 1997, Thierry Cecchi, 32 ans, détenu en préventive, est retrouvé mort dans la cellule pénitentiaire de la maison d'arrêt de Grasse. Officiellement, il s'est suicidé avec ses lacets. Une mort plutôt étrange quand on sait que les lacets sont systématiquement confisqués en prison pour éviter justement les suicides. Ce "suicide" fait suite à de multiples mutations entre établissements pénitentiaires (dix en un an et demi), ce qui est le lot des "fortefête". Les parents ne croient pas au suicide. D'autant plus que le jour même les détenus ont manifesté dans la prison pour protester contre ce qu'ils accusent d'être un tabassage trop poussé. La famille et l'avocat ont demandé les résultats de l'autopsie, en vain pour le moment.

Contact : Commission Prison-Répression, CDR, BP163, 75463 Paris cédex 10.

## LE REVEIL DES CHOMEURS

Profitant des fêtes de fin d'année, les mouvements de chômeurs ont multiplié les actions d'occupations symboliques : de la pyramide du Louvres en passant par les antennes des ASSEDIC. Ils demandent une hausse des minima sociaux. A Paris, le DAL en a profité pour occuper, le 22 décembre, un nouvel immeuble. A Marseille, huit agences ont été occupées du 15 décembre au 12 janvier. La CGT a soutenu massivement le mouvement.

On s'intéressera particulièrement aux actions qui touchent du doigt là où ça fait mal : lorsque les riches sont obligés de dialoguer. Ce fut le cas le 31 décembre dernier quand des groupes de chômeurs ont envahi un hôtel de luxe à Paris ; le gérant leur a proposé 10 000 F en liquide pour qu'ils quittent les lieux. Les chômeurs lui ont jeté son argent à la figure. Un autre groupe a occupé un restaurant de luxe des Champs Elysées, lequel a finalement offert 40 repas gratuits pour le réveil aux occupants du Centre d'Action social de Paris.

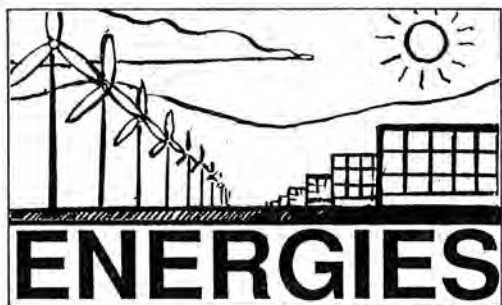
Le 10 janvier, Jospin a annoncé le déblocage d'un milliard de francs pour les chômeurs. Une goutte d'eau face aux problèmes de ces derniers. En réponse à cela, des occupations d'agence du Crédit Lyonnais ont été faites (à Lyon et Montpellier) pour rappeler que le gouvernement a déjà trouvé 140 milliards pour venir en aide à cette banque.

Les chômeurs disposent d'une arme redoutable : le temps libre. Souhaitons qu'ils multiplient les initiatives pour mettre des bâtons dans les roues de ceux qui s'enrichissent.

Rappels :

- la Bourse de Paris a clôturé l'année 1997 en hausse de 27 %.
- les 358 familles les plus riches du monde possèdent autant d'argent que la moitié la plus pauvre de la population mondiale.
- en 1997, les 500 plus grosses fortunes de France ont augmenté leur capital de 28 %.

A quand une hausse des minima et du SMIC de 28 % ?



## ENERGIES ET EFFET DE SERRE

Dans des publicités scandaleuses, EDF nous affirme que le nucléaire est la source d'énergie la plus propre au monde puisqu'elle n'émet pas de gaz carbonique. Une étude réalisée en Allemagne par l'Öko-Institut de Darmstadt pour le compte du WWF (Fonds mondial pour la nature) vient contredire cette belle affirmation. EDF ne prend en compte que le réacteur nucléaire. Si l'on prend l'ensemble de la filière depuis la mine jusqu'au retraitement, l'étude arrive au résultat suivant par tranche de 1000 MW et par an (en milliers de tonnes de gaz carbonique) :

- 230 pour l'énergie nucléaire
- 78 pour l'énergie hydraulique
- 54 pour l'énergie éolienne
- 52 pour l'énergie marémotrice.

## L'AVENIR EST AU SOLEIL

Intervention remarquée de Michael Meacher, ministre de l'environnement britannique, dans une tribune publiée dans *The Guardian*, à l'occasion du sommet de Kyoto : pour lui, l'avenir est du côté de l'énergie solaire. Rappelant que le Soleil fournit actuellement à la Terre plus de 50 000 fois notre consommation d'énergie et que le prix des photovoltaïques a été divisé par 250 en quarante ans, il prédit que l'avenir est à l'installation de vastes champs de photovoltaïques pour répondre à nos besoins. Si le prix de l'électricité solaire est encore de sept fois celui des centrales classiques, il prédit son arrivée rapide : le nucléaire n'est pas satisfaisant et le pétrole sera épuisé dans une trentaine d'années (source : *Courrier International*, 11 décembre 1997)

La même étude montre que le nucléaire produit jusqu'à trois fois plus de gaz carbonique qu'une installation de cogénération au gaz si cette dernière dispose d'une production de gaz locale (utilisation de lisiers, de déchets agricoles, ménagers...). (source : *Le Monde Libertaire*, 4 décembre 1997)

## EOLIENNES : DE MOINS EN MOINS CHERES

L'actuel appel d'offres lancé dans le cadre de Eole 2005 fixe déjà une limite supérieure du prix du kWh à 38 centimes soit sensiblement le même prix que celui d'origine nucléaire. L'ADEME estime que la baisse des prix va se poursuivre du fait de l'amélioration rapide des techniques et de l'augmentation du nombre d'engins produits. Elle estime que le prix du kWh ne sera plus que de 26 centimes en 2005 soit sensiblement le prix du kWh provenant des barrages hydrauliques. Comme parallèlement le prix du nucléaire ne fait que grimper, l'avenir est bien à l'éolien. Mais la France n'en sera qu'à ses balbutiements en 2005 alors que le reste de l'Europe est en pleine croissance. L'association européenne de l'énergie éolienne annonce que l'on devrait atteindre les 7000 MW installé en l'an 2000 et les 90 000 MW en 2020... soit l'actuel niveau de la production électro-nucléaire. (source : *La Recherche*, octobre 1997)

## EOLIENNES : RENDEMENT AMELIORE

Des Néo-zélandais, se souvenant d'essais fait avec des tunnels pour accélérer le vent, ont mis au point des entonnoirs qui se fixent autour des pales des éoliennes, créant une importante dépression. Le calcul théorique et les essais en soufflerie ont montré que pour un vent équivalent, la pose de cet entonnoir peut permettre d'augmenter jusqu'à six fois la puissance électrique four-

nie. Des prototypes sont actuellement mis en place en Nouvelle-Zélande et en Australie avec cette nouvelle technique. Si la pratique confirme les essais en laboratoire, cela permettrait de diviser le prix de l'énergie éolienne par 5 environ et donc rendrait cette énergie la moins chère de toute. (source : *Tam-Tam*, octobre 97).

## EUROPE : COGENERATION

La Commission européenne souhaite doubler d'ici 2010 la part d'électricité produite par la cogénération (production combinée d'électricité avec utilisation de la chaleur) qui passerait ainsi de 9 % à 18 %. La plupart des cogénérateurs fonctionnent au gaz et permettent d'obtenir des rendements éner-

## BILL GATES ET LES MICRO-TURBINES

L'homme le plus riche du monde, Bill Gates, le patron de Microsoft, qui a fait fortune dans la micro-informatique, vient de décider d'investir dans les micro-turbines : il est persuadé que ces installations hydrauliques de petites tailles vont être un moyen de production décentralisé de l'électricité dans les années à venir. (source : *La Recherche*, janvier 1998)

gétiques excellents. La cogénération peut être développée partout où l'on a besoin simultanément de chaleur et d'électricité (industrie de la chimie, hôpitaux, résidentiels groupés...)

## TOITS SOLAIRES : UNE VOIE D'AVENIR

La question des toits solaires semble pleine d'avenir : poser des capteurs photovoltaïques sur les toits en ville a de multiples avantages : pas de perte d'électricité dans le transport puisque les consommateurs sont juste en dessous, pas d'occupation de surface supplémentaire au sol, production électrique en journée quand les besoins sont les plus forts, pas de production de déchets, etc. Un calcul savant sur l'ensemble de la Suisse, montre que le pays dispose ainsi



de 2,7 milliards de m<sup>2</sup> de toitures. Chaque mètre carré orienté vers le sud peut fournir environ 900 kWh par an. En concevant des toits entièrement orientés vers le sud, on pourrait alors atteindre... 5 fois la consommation totale du pays, industries comprises ! Fin 1996, il existait déjà 820 toits solaires en activité en Suisse, appartenant pour la plupart à des particuliers. Le gouvernement suisse accorde une prime de 3000 FS (soit plus de 12 000 FF) pour une telle installation. En Allemagne, une prime similaire existe et plus de 2500 installations ont déjà vu le jour.

Au Japon, en 1996, plus de 1600 toits ont été installés et en 1997, il y en a eu 9400 (de 4 kW chacun) : avec un taux de croissance annuel de 600 %, cela devient un enjeu industriel important.

L'Union Européenne a prévu des subventions pour la mise en place d'un million de toits solaires d'ici 2010 : la moitié en Europe, l'autre moitié dans des pays en développement. Ce programme permettra d'éviter entre 3 et 5 réacteurs nucléaires.

En France, l'association Phébus développe ce concept et une trentaine de toits ont ainsi vu le jour, avec des aides européennes, mais aucune politique d'incitation n'a vu le jour si ce n'est au niveau des régions du fait de la présence d'élus écologistes.

Contact : Phébus, Les Nioules, 69170 Les Sauvages, tél : 04 74 89 10 26.



# SCHONAU TOURNE LE DOS A L'ATOME

**L**e 2 juillet, les Elektrizitätswerke Schönau, créés en janvier 1994 par une association de citoyens en vue de l'acquisition du réseau électrique communal ont signé avec la compagnie Kraftübertragungswerke Rheinfelden le contrat d'exploitation et avec la municipalité celui de la concession. Les embûches, comme le rappellent Ursula et Michael Sladek, les artisans de ce projet a priori utopique, n'ont pas manqué. Après la catastrophe de Tchernobyl, le 26 avril 1986, des "parents pour un avenir sans atome" décidèrent d'agir pour se rendre indépendants de l'industrie nucléaire qui représente 40 % de la consommation locale.

20 novembre 1995, les partisans du statu quo ne désarmèrent pas. Lors de la consultation qu'ils avaient réclamée, ils ne s'inclinèrent que de justesse, le 10 mars 1996.

Grâce notamment à l'installation de micro-centrales dans des caves, la cogénération satisfait d'ores et déjà une partie des besoins de la bourgade à 50 kilomètres de Mulhouse et permet d'emmagasiner des réserves tout en mettant un terme aux gaspillages d'antan. "Avec des appareils identiques répartis sur tout le territoire, nous pourrions, en moins de quinze ans, surseoir totalement au nucléaire", estime le docteur Michael Sladek, désigné par le magazine économique *Capital* comme

*motif de gêne*". Le mot "Störfall" signifie aussi "accident dans une centrale nucléaire"...), un slogan qu'arborèrent sur le tee-shirt ces contestataires pragmatiques. La fondation récolta en onze mois les 2 millions de marks manquants pour régler, le 1er juillet, aux KWR la somme de 5,8 millions de marks (20,3 millions de F). Les experts de BET à Aix-la-Chapelle ayant évalué le réseau à 3,9 millions de marks, les EWS esteront en justice dans l'espoir de récupérer la différence.

Non seulement ils promeuvent un courant produit par des sources non polluantes (solaire, éoliennes, hydraulique, pompes à chaleur...), mais de plus ils fixeront à leurs clients des tarifs "décent" et rembourseront au juste prix les kilowatts-heure achetés aux particuliers équipés d'une micro-centrale dans leur cave. Ils ont soumis à la municipalité un contrat sur 15 ans, au lieu des 20 habituels, et lui reconnaissent un droit de cogestion par le biais d'un comité consultatif paritaire qui se prononcera sur toutes les questions déterminantes. Les 10, 11 et 12 octobre 1997, les habitants fêtèrent l'événement. "A Schönau, beaucoup d'individus sont devenus plus critiques et plus conscients... Ils ont plus confiance que jadis en leurs propres capacités" affirme Ursula Sladek qui précise que les directives de l'Union européenne priorisent l'électricité issue de centrales de cogénération ou produites à partir de sources renouvelables...

Le 24 novembre dernier, Horst Radny, le gérant du réseau, a réceptionné à Bonn, des mains de Rita Süßmuth, la présidente du Bundestag, le parlement allemand, le prix d'encouragement "Vivre la démocratie" qui a récompensé 35 projets (sur 700 en lice) se caractérisant par "leur remarquable engagement citoyen". Les contestataires pragmatiques formulent le vœu que "l'esprit de Schönau" se propage.

René HAMM

Contact : Bureau des initiatives énergétiques, Ledergasse 5, D 79677 Schönau, tél : 00 49 76 73 931 578.

*Après moult péripéties et l'engagement inlassable d'une poignée d'irréductibles, la commune de 2 500 âmes en Forêt-Noire a connu cet été une première mondiale.*

Les KWR, sentant sans doute le vent tourner, avaient proposé en 1991 au maire Richard Böhrer (CDU) de prolonger le contrat quatre ans avant l'expiration du délai, le 31 décembre 1994, en consentant des conditions financières avantageuses. Pour contre-carrer cette manœuvre dilatoire, l'association gagna à sa cause 280 donateurs et paya aux édiles les 260 000 marks (910 000 F) que la firme aurait versés en cas d'acceptation de l'offre d'anticipation. Le premier référendum lancé par les "rebelles" se solda, le 27 octobre 1991, par la victoire de ceux-ci : la majorité des habitants de la bourgade située au pied du mont Belchen dans le Wiesental (Forêt-Noire) approuvèrent le principe d'octroyer à des administrés la distribution de courant. Après un vote in extremis du conseil municipal en ce sens, sous la houlette du nouveau bourgmestre Bernhard Seger (CDU), le

le "manager écologique" de l'année 1996. Mais pour le "visionnaire" à la barbe noire fleurie, "il n'existe aucune technologie absolument sûre". La plupart des importants mouvements environnementalistes comme Greenpeace, le BUND, le World Wide Fund for Nature s'investirent. L'été dernier, les militants alternatifs de Schönau engendrèrent la Fondation "Energies nouvelles", coordonnée par le philosophe Carl Amery, Ernst-Ulrich von Weizsäcker, le directeur de l'Institut pour le climat, l'environnement, l'énergie à Wuppertal et Hartmut Grassl, celui de la conférence onusienne pour le climat mondial à Genève. La Banque communautaire GLS de Bochum ouvrit deux fonds à hauteur de 2,4 millions de marks. L'agence de publicité DMB & B de Francfort-sur-le-Main a conçu, gracieusement, la campagne "Ich bin ein Störfall" (Traduction : "Je suis un



## STOP MELOX

Le combustible MOX, mélange d'uranium et de plutonium, a été conçu pour essayer de diminuer les stocks de plutonium dont on ne sait que faire. Il est utilisé dans les réacteurs nucléaires classiques. Aussi bien au niveau de sa fabrication que de son utilisation, il augmente les risques de contamination radioactive. Quant aux déchets qu'il produit, ils sont plus dangereux que les déchets simplement issus de l'uranium. Ce combustible est actuellement fabriqué à Marcoule (usine MELOX, dans le Gard) et à Cadarache (Bouches-du-Rhône).

Dans l'accord Verts-PS, il était prévu un "moratoire sur la fabrication du MOX"... ce qui n'a pour le moment pas été appliqué. Le collectif Stop-Mélox lance une pétition pour demander au gouvernement de faire cesser cette production particulièrement dangereuse et inutile.

On peut obtenir des feuilles de pétition auprès de : Stop Mélox, Marc Falvet, Quartier Saint-Hilaire, 84560 Ménerbes, tél : 04 90 75 85 44.

## SUPERPHENIX : DIFFICILE ARRÊT

"Superphénix sera arrêté" a déclaré Jospin le 19 juin der-

## LE NUCLEAIRE, C'EST PROPRE !

19 septembre, **Le Blayais** (Gironde), rejet incontrôlé d'eau radioactive dans la Gironde lors d'une vidange. 12 milliards de becquerels de tritium dans l'eau. Incident classé niveau 1. 26 novembre, **Saint-Laurent-des-Eaux** (Loir-et-Cher), baisse de puissance du réacteur suite à une panne d'un circuit d'appoint en eau borée. Arrêt d'urgence. Incident classé au niveau 1.

28 novembre, **Cattenom** (Moselle), fuite sur le circuit primaire du réacteur 1 lors d'un test d'étanchéité. Réacteur à l'arrêt. Sans conséquence.

29 novembre, **Civaux** (Vienne), première réaction nucléaire du réacteur 1.

2 décembre, **Golfech** (Tarn-et-Garonne), rejet incontrôlé d'effluents gazeux dans l'atmosphère. 4,3 milliards de becquerels relâchés dans l'air. Incident classé au niveau 0. Le niveau zéro signifie en principe qu'il n'y a pas de radioactivité qui mette en danger qui que ce soit. Ce qui signifierait que, par un miracle que nous n'expliquons pas, le nuage radioactif serait resté sagement derrière le grillage de la centrale. Cela signifie, plus malheureusement, que les autorités de sûreté estiment cette radioactivité comme négligeable.

15 décembre, **Civaux** (Vienne), rejet d'eau incontrôlé dans la Vienne. Heureusement, le réacteur venant de démarrer, cette eau n'était pas radioactive.

15 décembre, **Golfech** (Tarn-et-Garonne), nouveau rejet incontrôlé de gaz radioactifs (iode) suite à la reprise de l'opération arrêtée le 2 décembre : décidément la soupape ne fonctionne pas et 1,3 million de becquerels ont été arrêtés miraculeusement par le grillage puisque que l'incident est encore classé au niveau zéro.

17 décembre, **Cadarache** (Bouches-du-Rhône), les animateurs d'une expérience se font peur en s'apercevant qu'ils ont rapproché un peu trop quatre masses d'oxyde de plutonium ce qui aurait pu provoquer une explosion nucléaire non-souhaitable. Tout finit bien, mais l'incident est classé au niveau 1.

24 décembre, **Civaux** (Vienne), couplage au réseau du premier réacteur. Joyeux Noël pour les élus du département qui vont enfin toucher la taxe professionnelle.

## RESEAU "SORTIR DU NUCLEAIRE"

La mise en place d'un réseau "Sortir du nucléaire" initié par une quinzaine de groupes démarre très fort : plus de 120 groupes étaient déjà adhérents au 1er janvier 1998. Une assemblée générale se tiendra à Nantes le week-end du 31 janvier et 1er février avec plusieurs objectifs :

- finaliser la première campagne autour du thème des déchets nucléaires, campagne qui durera jusqu'au **rassemblement prévu à la Pentecôte dans la Meuse** (30 et 31 mai) pour protester contre le projet d'enfouissement. Une présentation de la problématique des déchets sera faite à cette occasion.
- faire se rencontrer les groupes pour mettre en place des groupes de travail sur les thèmes suivants : "stratégie, choix des campagnes", "action : animation de ces campagnes", "international : lien avec les autres coordinations antinucléaires", "finances : comment assurer les rentrées financières pour avoir des permanents"...
- mettre en place des structures régionales par zones géographiques et mettre en place le premier conseil d'administration.

Autre rendez-vous déjà mis en place : un stage de formation au Cun du Larzac du 4 au 10 juillet. Celui-ci sera animé par André Larivière (auteur du livre "carnets d'un militant") et par Michel Bernard (de Silence). Ce stage s'adresse plus particulièrement à des moins de 30 ans et est destiné à former des personnes aux **techniques d'actions non-violentes** pour qu'elles puissent ensuite transmettre ce savoir dans leur groupe. De nombreuses personnes viendront raconter leurs expériences durant cette semaine.

Le Réseau prépare également une brochure de 8 pages pour **contrer les publicités d'EDF** qui devrait sortir au plus tard pour le rassemblement de Pentecôte (et être incluse dans des médias alternatifs comme Silence).

Pour en savoir plus : Réseau Sortir du nucléaire, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22.

nier. Oui, mais quand ? Actuellement le réacteur consomme autant qu'une ville de 40 000 habitants pour maintenir le sodium à une température suffisante pour qu'il reste liquide. Et du côté officiel, les décisions sont régulièrement reportées : mi-août, mi-septembre, mi-décembre, mi-janvier... et maintenant d'ici l'été 1998. Raison invoquée : la difficulté de mettre en place un décret de "mise à l'arrêt définitif" de Superphénix. Le 6 janvier, le gouvernement a toutefois rappelé qu'il n'avait pas modifié sa position et qu'il sera à même d'annoncer le calendrier du démantèlement dès qu'il aura pris connaissance du rapport économique et social clos fin décembre.

Ce discours officiel cache les multiples pressions qui continuent à s'exercer au sein des ministères par des pro-nucléaires qui ne veulent pas lâcher le morceau... et font tout pour gagner du temps. Du côté de la DSIN, direction de la sûreté des installations nucléaires, son directeur André-Claude Lacoste a précisé ce même jour que le déchargement du plutonium pourrait commencer début 1999 et que cela prendra 18 mois. Les assemblages seront alors stockés dans l'APEC

(atelier pour l'évacuation du combustible) un bâtiment qui jouxte le réacteur. La vidange du sodium ne commencerait qu'ensuite (soit à mi-2000) et pour cela il sera nécessaire de construire sur place une usine capable de détruire le sodium radioactif. Cette destruction prendra plusieurs années. Le démantèlement du réacteur ne commencera alors véritablement qu'après ces deux étapes. Ce n'est qu'alors que le processus deviendra irréversible...

Il faudra donc encore un long travail pour maintenir la pression politique sur ce point.

(Source : Européens contre Superphénix)

## TOULON : PAS DE DANGER ?

Suite à l'annonce de la distribution de pastilles d'iode autour du centre de recherche de Cadarache, le MEI, mouvement des écologistes indépendants, a demandé aux autorités d'en distribuer à Toulon où stationnent six sous-marins nucléaires et où l'armée gère un dépôt de déchets radioactifs. Le préfet n'a pas répondu. Nous ne sommes pas censés savoir qu'il y du nucléaire à Toulon.



## FEMMES

### COLOMBIE : GREVE DU SEXE

Le chef des forces armées de Colombie a proposé de lancer une grève du sexe pour essayer d'endiguer la violence qui agite le pays. Il a lancé un appel aux compagnes des trafiquants de drogue, des guérilleros et des groupes paramilitaires pour qu'elles remettent au goût du jour ce que les femmes de Péloponnèse avaient fait dans l'antiquité : se refuser aux hommes tant qu'ils ne s'engagent pas à renoncer à la violence. Très bien, mais pourquoi ne pas en demander autant aux femmes des militaires et des membres du gouvernement ?

### SALIMA GHEZALI PRIX SAKHAROV

Journaliste algérienne, Salima Ghezali a reçu le 17 décembre dernier, au Parlement européen, à Strasbourg, le Prix Sakharov destiné, depuis 1988, à honorer une personne ayant œuvré pour la défense des droits de l'homme. Salima Ghezali était rédactrice en chef du journal algérien La Nation qui n'a plus paru depuis fin 1996 ailleurs que sur le site internet de Reporter sans Frontières. Elle milite depuis un an pour obtenir l'envoi en Algérie d'une commission d'enquête internationale sur les massacres actuels.

### SUISSE : REPARTITION DU TRAVAIL

En Suisse, comme ailleurs, le chômage frappe les populations de manière inégalitaire et parmi les personnes salariées, les femmes ont à leur charge la majorité des tâches ménagères non-rémunérées. L'ARET, association pour une répartition équitable du travail, demande la mise en place d'un salaire qui soit versé à toute personne salariée ou non et la prise de mesures incitant à un meilleur partage des tâches, salariées ou non. Contact : ARET, case postale 7236, 8023 Zürich (source : Bulletin Vert, novembre 1997)

### BANQUE DE TALENTS

Le Lobby européen des femmes, financée par l'Union européenne, qui représente plus de 2700 organisations de femmes, lance une Banque des talents des femmes européennes. Cette banque de données espère regrouper les références des "expertes" dans un peu tous les domaines. Ceci afin de pouvoir répondre aux nombreuses demandes provenant aussi bien des associations locales que

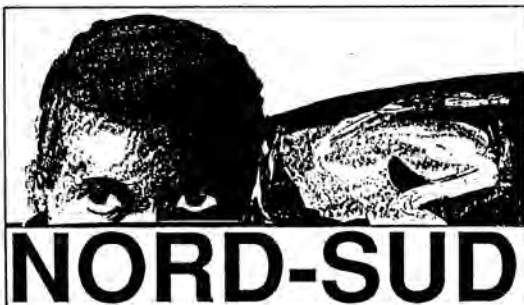
des institutions ou des médias. Un questionnaire circule actuellement que l'on peut se procurer à l'adresse suivante : CLEF 100, rue de Rennes, 75006 Paris, tél : 01 64 94 29 24.

### PROCHOIX

C'est un nouveau mensuel féministe qui entend défendre le droit des femmes à choisir (leur boulot, leurs enfants, leur sexualité...). Contact : Prochoix, 14 rue Saulnier, 75009 Paris, tél : 01 44 83 01 28 (source : La Vache Folle, décembre 1997)

### FINISTERE : ENTRAIDE FEMMES

Des femmes quimpéroises s'organisent associativement pour faire vivre un groupe d'entraide, groupe de paroles et d'écoute, au sein duquel s'offrir les unes les autres la possibilité de rechercher et trouver un accomplissement, un épanouissement personnel ; perfectionner les moyens d'exprimer nos idées, nos sensations et nos sentiments ; nous déconditionner pour nous ouvrir à l'apprentissage de nouvelles libertés. Contact : Saga Mackeprang, tél : 02 98 70 69 85.



## NORD-SUD

### CONGO : PLAINTE CONTRE ELF

L'ex-président du Congo, Pascal Lissouba a décidé de porter plainte contre Elf à Paris, pour complicité de destructions et d'homicides, actes de terrorisme et association de malfaiteurs. Il accuse Elf d'avoir financé une guerre civile à hauteur d'au moins 100 millions de dollars et demande l'examen de la comptabilité d'Elf, mais également de sa banque privée la Fiba. La plainte a-t-elle une chance d'aboutir ? (source : Billets d'Afrique, janvier 1998)

réaliser une revue de presse sur ce sujet qui pose de nombreuses questions intéressantes. Au moment où l'on parle de plus en plus de "tourisme durable", d'"éco-tourisme", une compilation d'une trentaine d'articles sur le sujet qui montre que le chemin à parcourir est encore long. A lire avant de choisir le lieu de destination de vos vacances. 60 FF + 16 F de port auprès de : CDTM, 20, rue de Rochechouart, 75009 Paris, tél : 01 42 82 07 51.

### CHANGEMENT DE POLITIQUE ?

Lors de sa tournée en Afrique occidentale, en décembre dernier, Lionel Jospin a annoncé la fin des charters pour les Maliens, la nécessité de passer de relations de "paternité" à des relations

## MARCHE INTERNATIONALE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS

Une marche dénonçant le travail des enfants est organisée par SACCS, South coalition against child servitude — coalition d'Asie du Sud contre la servitude des enfants, sur tous les continents. C'est la suite d'une campagne lancée en 1996 par une marche en Inde. Cette année, une première branche commence la marche à Manille à partir du 14 janvier, puis une autre branche prend le départ pour l'Afrique depuis l'Afrique du Sud, une troisième marche traversera l'Amérique du Sud. Ces marches traverseront la France du 18 au 27 mai prochain et feront étape à Toulouse (le 18) Poitiers (le 20), La Rochelle (le 22), Paris (du 23 au 25) et Lyon (le 26). Elles dureront jusqu'à la fin juin. Elles ont comme objectifs de sensibiliser la public sur le problème du travail des enfants, inciter les Etats à signer les conventions internationales existantes, mobiliser des ressources pour favoriser l'éducation des enfants, dénoncer les injustices les plus flagrantes causées par le travail des enfants, encourager des actions positives de la part des consommateurs et des employeurs. Les marches sont coordonnées depuis Delhi (Inde) et des relais ont été mis en place sur chaque continent. Ces marches ont reçu le soutien financier de l'Unicef et du Bureau international du travail. La coordination européenne est assurée par NOVIB dont le secrétariat est à Amsterdam. Elles seront relayées par des associations comme Orcades à Poitiers et Peuples Solidaires à Lyon. Contact : Michel Bonnet, 8, rue Lafayette, 31190 Auterive, tél : 05 61 50 02 42.

de "fraternité" et que c'est dans un cadre de coopération égalitaire que devrait se passer la réflexion sur l'immigration. Un discours qui nous

satisfait tout à fait. Reste à voir ce que cela donnera concrètement : les multinationales vont-elles accepter de fraterniser ?

### TOURISME ET TIERS MONDES

Le Centre de documentation Tiers Monde de Paris vient de



## ON NE TUE PLUS : ERRATUM

Le projet d'affichage des feuilles blanches "on ne tue plus" (voir n° de décembre) est prévu à partir du 21 décembre 1999 (et non du 21 septembre).

## BELGIQUE : UNIVERSITÉ DE PAIX

L'université de paix de Namur vous propose des sessions de formation sur les sujets suivants : "la médiation de quartier" (30 et 31 janvier), "découverte de notre système de pensée" (15 et 16 février), "six facettes de la personnalité pour mieux communiquer" (14 et 21 mars), "initiation à la médiation" (19 et 20 mars), "introduction à la communication non-violente" (1er et 2 avril), "l'intelligence du cœur" (24 avril), "base de grammaire émotionnelle" (25 et 26 avril), "communication non-violente" (1er au 10 mai), "responsabilité de groupe et gestion situationnelle" (16 et 17 mai)...

Programme complet : *Université de Paix, 4, boulevard du Nord, 5000 Namur, tél : 081 22 61 02.*

## OBJECTER A L'ESPRIT DE DEFENSE

Plusieurs associations pacifistes organisent les 21 et 22 mars prochains, une rencontre pour mettre en place une plate-forme de campagne sur le thème "objecter à l'esprit de défense". Il s'agit de dénoncer les méthodes de l'armée maintenant que celle-ci devient "professionnelle" en rappelant que la fin de la conscription ne signifie pas la fin des critiques que l'on peut faire à l'armée. Un collectif s'est mis en place pour dénoncer la présence accrue de l'armée dans les médias ; la militarisation de l'enseignement : accords Défense nationale-Education nationale de 1982, 1989 et 1995, Journée "défense nationale" prévue dès 1998, visites de casernes et autres animations organisées par les militaires, présence sous forme "humanitaire" ; maintien des ordonnances de 1959 qui prévoient toujours la réquisition de l'ensemble de la population en cas de "menace" ; la tenue de l'"appel de préparation à la défense" cette journée concernant les jeunes de 16 à 18 ans, garçons et filles, qui permettra de ficher tout le monde ; la possibilité d'objecter à cette journée sans encourir ce qui est actuellement prévu : l'interdiction de tout examen ou concours administratif quels qu'ils soient. Enfin, le collectif souhaite mener campagne pour la reconnaissance du droit à l'objection dans la Constitution.

Contact : *Collectif pour objecter à l'esprit de défense, c/o Union Pacifiste, BP196, 75624 Paris cédex 13.*

## JEAN-PIERRE LANVIN

Jean-Pierre Lanvin est décédé brutalement le 31 décembre 1997 à l'âge de 73 ans. Fils de la famille des chocolats du même nom, il s'était engagé à 16 ans dans la Résistance puis dans l'armée de libération. C'est là que, vers la fin de la guerre, il occupe un poste de mitrailleur. Un jour de combat, il blesse son homologue allemand au même moment où celui le blesse et les deux se retrouvent côte à côte à l'hôpital. Ils commencent à dialoguer et comprennent l'absurdité de la guerre. C'est de là que viendra son engagement dans le pacifisme et dans le refus de la violence. Pendant sa convalescence, son frère lui adresse un livre étrange : "Le pèlerinage aux sources" de Lanza del Vasto dans lequel il découvre la rencontre de l'auteur avec Gandhi. Etudiant à Paris à la Libération, il va suivre les discussions que Lanza del Vasto anime sur la non-violence. Ce sont les débuts du mouvement de l'Arche. Le 31 janvier 1948, lorsqu'il apprend l'assassinat de Gandhi à la radio, il se rend auprès de Lanza del Vasto pour lui signifier son engagement dans le mouvement non-violent. Il négociera alors une place de représentant de commerce dans la société Lanvin pour pouvoir se déplacer plus facilement et commencera ce qu'il fera pendant près de 50 ans : la liaison entre les groupes militants.

Pendant la guerre d'Algérie, il est de toutes les actions contre la guerre et la torture. Il milite au côté de Louis Massignon, un spécialiste du monde islamique et cela l'amènera à militer pour le dialogue entre chrétiens et musulmans.

En 1963, il est parmi les premiers manifestants à Marcoule contre la bombe atomique. Installé à Lyon, il milite au sein du GARM, groupe d'action et de résistance à la militarisation, et multiplie les actions spectaculaires dont la plus connue est l'occupation de la salle de contrôle de la base secrète de commandement construite sous le Mont Verdun, à 10 km de Lyon, base prévue pour servir en cas de guerre atomique... si le poste de commandement de Taverny en région parisienne est détruit. Les militaires annonçaient que cette base était inviolable !

Il est l'un des animateurs des "Artisans de paix" qui dans les années 80 participent à la campagne contre l'installation des missiles soviétiques et américains en Europe.

Il s'investit au côté de la Cimade, dans les luttes contre le racisme et pour la reconnaissance des droits des immigrés.

Dans les années 90, il se lance dans l'humanitaire en participant à des convois en Bosnie, à Gaza, en Irak...

Fin décembre, il manifestait encore contre la violence dans les rues de la Duchère, ce quartier de Lyon où un jeune a été abattu d'un coup de fusil dans un commissariat.

Eternel "ouvreur de frontières" entre les associations. Il a souvent collaboré à la revue, mais discrètement, comme tout ce qu'il faisait.

Couverture de la revue de l'Union Pacifiste de janvier 1998



## MEDIATION SCOLAIRE

Le MIR, mouvement international de la réconciliation, anime depuis maintenant quatre ans des formations sur le thème de la médiation scolaire. Les prochaines sessions auront lieu les 6-7 mars à Paris, 13 au 15 avril à Vazillac (82), du 2 au 4 juillet à Celles-sur-Belle (79).

Pour en savoir plus : *MIR, 68 rue de Babylone, 75007 Paris, tél : 01 47 53 84 05.*

## PARIS : GANDHI L'INSURGE

Jean-Marie Muller animera une conférence-débat autour de son livre "Gandhi l'insurgé" le 10 février à 20h30 au CICP 21 ter rue Voltaire, dans le 11ème arrondisse-

ment. Cette soirée est organisée par le Mouvement pour une alternative non-violente (même adresse) avec le soutien des revues Non-violence Actualité et Alternatives Non-violentes.

## BORDEAUX : OBJECTION ET RESISTANCE CIVILE

L'ACAT, association des Chrétiens pour l'abolition de la torture, en liaison avec des groupes espagnols, organise à Bordeaux, les 7 et 8 mars 1998, un colloque sur le thème "objection de conscience et résistance civile". Programme : *ACAT, Isabelle Fesser, 11 place des faons, Bât. D 154, 31200 Toulouse, tél : 05 61 47 28 08 (source : Réseaux Espérance, automne 97)*



## PETITES PHRASES

*"Que l'on ne compte pas sur moi pour faire des effets d'annonce sans lendemain"*  
Dominique Voynet, journée d'été des Verts, août 1997.

*"L'écologisme de gauche est-il soluble dans le socialisme de droite ?"*  
"petit aspache illustré", automne 97.

*"Voynet est très discrète. Quand elle l'ouvre, c'est pire"*.  
Reçue sur un bulletin d'abonnement.

## CORNELIUS CASTORIADIS

Cornélius Castoriadis est mort le 26 décembre dernier à l'âge de 75 ans. D'origine grecque, il fut l'auteur de nombreux ouvrages critiques sur les idéologies de gauche, affirmant qu'*"il faut accepter de tâtonner et de se tromper"*. Il a écrit également sur la critique de la modernité, sujet au centre de son avant-dernier livre : *"La montée de l'insignifiance"* paru en 1995.

## MEXIQUE : MASSACRE D'INDIENS

Refusant d'appliquer l'accord conclu difficilement en février 1996 avec les représentants des zapatistes — lequel prévoyait une réforme de la constitution permettant la reconnaissance des droits des Indiens — le gouvernement mexicain joue le pourrissement de la situation. Les forêts occupées par les zapatistes sont encerclées par des forces militaires et les gros propriétaires terriens ont monté des milices qui multiplient les provocations. Fin novembre, six indiens ont été massacrés. Régulièrement des maisons sont incendiées. Le 22 décembre, des troupes paramilitaires sont arrivées en camion dans un village indien et ont tué 45 personnes. Le maire de la commune a été arrêté après que le camion ait été identifié comme appartenant à la commune. Les Etats-Unis ont bien demandé que les coupables soient arrêtés et punis, mais ils ne prendront pas

le risque de se fâcher avec un gouvernement qu'ils contrôlent. Une pétition a destination de l'ambassadeur du Mexique à Paris est actuellement diffusée par : *Collectif Ya Basta*, 22 rue Rosenwald, 75015 Paris.

## PARIS : L'ECHO DES PLATANES

Depuis maintenant deux ans, les Parisiens peuvent lire une revue écolo qui ne s'intéresse qu'à la vie de la capitale. En 16 pages pour 10 F seulement, elle présente une belle maquette et des articles sur les problèmes écolos de la ville. Elle est éditée par un col-

lectif "L'Ecologie pour Paris" qui regroupe des écolos de tous bords.

Contact : *Ecologie pour Paris*, 31 rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris.

## LYON : JOURNEES DE REFLEXION LIBERTAIRE

La librairie la Gryffe, pour fêter son vingtième anniversaire, organise les 8, 9 et 10 mai prochain des "journées de réflexion libertaire" avec au programme concert, cinéma politique, et de multiples débats. Elle lance dès aujourd'hui un appel à contribution pour ces journées.  
Contact : *La Gryffe*, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon, tél : 04 78 61 02 25.



## PETITES PHRASES

*"Je ne garantis rien, je ne suis pas fou ! Je garantis que des expertises ont été faites, mais qu'elles devront être renouvelées en permanence"*.  
Bernard Kouchner, au lendemain de l'annonce de l'autorisation du maïs transgénique. Responsable, mais pas coupable.  
(source : *La Vie naturelle*, janvier 1998)

## MAÏS TRANSGENIQUE : L'ALTERNATIVE

Les producteurs biologiques de maïs dénoncent l'hypocrisie du gouvernement qui autorise le maïs transgénique pour soi-disant lutter efficacement contre la pyrale du maïs. Ils rappellent qu'il existe un procédé biologique qui donne entièrement satisfaction : le trichogramme, un petit papillon qui dévore le

ver qui se trouve dans la tige du maïs. Cette lutte biologique développée par certaines coopératives agricoles donne de bons résultats et ne fait pas peser sur la population le risque d'une transmission génétique.

Contact : *Harmonie, environnement, progrès*, Château des Princes d'Orange, 71480 Cuisseaux, tél : 03 85 72 71 27.

## TRANSGENIQUE : MANIF CONTRE VOYNET

Le 17 décembre, des membres du MEI, mouvement écologiste indépendant, ont déployé une banderole devant le ministère de l'environnement pour dénoncer la caution apportée par Voynet à l'autorisation de cultiver le maïs transgénique. Des sachets de maïs non-transgénique ont été offerts aux

personnes qui rentraient dans le bâtiment. Une lettre ouverte a été remise posant les questions de responsabilités en cas de problèmes ultérieurs.

Contact : *MEI*, 7 rue du Vertbois, 75003 Paris, tél : 01 40 27 85 36.

## TELEPHONES PORTABLES ET CANCERS

Une étude australienne ayant mis en évidence une corrélation entre l'usage des téléphones mobiles et le cancer du cerveau, le CIRC, centre international de recherche contre le cancer, service dépendant de l'ONU, a mis en place une étude épidémiologique sur le sujet dont les résultats seront connus... dans une dizaine d'années. Et en attendant ? Le principe de précaution, oublié... Ne brisons pas le marché !



## VIVRE ENSEMBLE

# PAULIANNE

*Des écologistes britanniques engagés veulent créer un éco-village qui soit la base d'expériences concernant "l'écoulement d'énergie entre la biosphère et l'économie humaine", et qui créera des réseaux d'entraide, pouvant amorcer un autre fonctionnement de la société. Une expérience pour "marcher légèrement sur la planète". Ambitieux.*

**P**aulianne est le premier groupe que nous rencontrons qui soit accessible par le train. Il est en effet bien rare que les groupes isolés à la campagne soient installés près d'une gare. Paulianne se situe à 4 km seulement de celle de Lucen-Diois, dans la Drôme, une gare où s'arrête, quatre fois par jour, le Paris-Briançon. Celui qui arrive par le train, aura pu découvrir, juste avant d'arriver, le site de Paulianne puisque le chemin de fer trace sa route au milieu de l'exploitation. Paulianne est ainsi à 4 heures de Paris ou 7 de Londres.

Paulianne est un site communautaire qui existe sous différentes formes depuis de nombreuses années et qui a connu plusieurs histoires successives. Il est aujourd'hui le site d'un nouveau projet animé par un groupe formé principalement d'Anglais, mais aussi d'un Français, un Chypriote, une Américaine et une Sud-Africaine. Cette ferme, située au bord de la Drôme, qui comprend 89 hectares dont 24 labourables et le reste en forêt, a en effet été achetée, sous forme de GFA, groupement foncier agricole, permettant la propriété collective, par un groupe de 25 associés en 1995.

La Ferme de Paulianne est située en bordure d'une ancienne voie romaine et une fontaine, située à l'entrée, porte des décorations qui remontent au Moyen-Age. Il existe pour le moment un important corps de ferme pouvant héberger les premières familles, et il est prévu que, au fur et à mesure des arrivées, chacun construise sa maison la plus écologique possible.

Le projet de départ est d'essayer de reconstituer un village dont le fonctionnement soit en cohérence avec l'écologie : maisons bioclimatiques, agriculture biologique, entraide entre les habitants, activités militantes à l'extérieur dans un certain nombre de domaines...

### Les associés

Une première famille est installée depuis le début. Robin, qui a une formation initiale en psychologie et en sociologie, a déjà participé à plusieurs expériences alternatives : une ferme laitière en Pays de Galles puis d'autres lieux au Portugal et en Espagne. Il est même passé à l'Arche de Lanza del Vasto... en 1963 ! C'est lui qui a fait l'essentiel de la recherche du lieu. Pendant 4 ans, il a visité plus de 300 fermes, entre Perpignan et Cherbourg. Le groupe s'était fixé de trouver un lieu à l'abri des pollutions. La Drôme les a séduits par la variété de ses paysages, son histoire "rebelle" et par la présence de nombreux agriculteurs bios.

Le groupe de base est constitué surtout d'universitaires qui sont actifs dans la mouvance verte et rouge britannique, dans des domaines comme l'agriculture biologique, la lutte pour des aliments sains et diversifiés, la lutte contre l'abus des organismes génétiquement modifiés, etc...

Robin Jenkins est un ancien animateur de mouvements verts d'Angleterre et il a travaillé avec Greenpeace et les Amis de la Terre. Il est président du GENET, coordination de groupes européens sur les problèmes des organismes génétiquement modifiés. Il bénéficie aujourd'hui de contrats de recherches avec l'Union Européenne sur le développement de biopesticides, ce qui assure un revenu extérieur important en phase de démarrage. Il est l'ancien animateur de la revue en anglais "Splice" sur le génie génétique et il a écrit, entre autres, des livres sur l'économie politique de la vie paysanne et des aliments humains, traduits en espagnols, portugais et italien, mais pas en français !

Michel Pimbert, agronome, a été directeur du WWF-Suisse, il est aujourd'hui directeur du GRAIN, Genetic Resources Action International, à Barcelone. Il est expert pour les problèmes touchant à la biodiversité auprès de la FAO, organisation des Nations-Unies s'occupant de la sécurité alimentaire. Ses livres les plus récents sont "The life Industry" et "Social Change and Conservation".

Teresa Hayter est l'auteur de six livres sur l'économie politique. L'un d'entre eux, "Exploited Earth" — la Terre exploitée — traite de la destruction des forêts et a été publié par les Amis de la Terre britanniques.

Heather Hunt a été candidate des Verts britanniques et a obtenu le plus grand nombre de voix aux dernières élections britanniques pour le Parlement européen.

Andreas Michaelides a été trésorier du Parti communiste britannique. Il a été candidat communiste aux mêmes élections et dans la même circonscription que Heather !

Tim Lobstein est l'auteur de livres sur l'alimentation des enfants et éditeur d'une revue anglaise : "The food magazine". Son livre le plus récent est "The Nursery Food Book".

Bill Brown, architecte, est l'ancien directeur du logement public au conseil municipal d'Oxford.

Nathalie Whitfield est une avocate française qui travaille sur les questions juridiques des brevets concernant les organismes vivants.

Chris Park est architecte et ancien responsable de "Wind and Sun", une compagnie anglaise qui promeut le développement des énergies alternatives.

Richard Kuper est l'ancien directeur d'une maison d'édition à Londres "Pluto Press".

Il y a également trois agriculteurs dans le groupe initial.

Cinq des vingt-cinq personnes du début ont été fonctionnaires à la mairie de Londres à une époque où celle-ci était très radicale, dans les années 81-86. Confrontée à cette équipe très revendicative de l'autre côté de la Tamise, en face du Parlement, Margaret Thatcher a purement et simplement supprimée la mairie de Londres !

Parmi les autres associés, on trouve des professeurs, un médecin, un psychanalyste et un astronome. Cette homogénéité culturelle est d'ailleurs un problème dont ils sont bien conscients. Robin définit ainsi les problèmes rencontrés : "trop d'Anglais, trop de vieux, trop de classes moyennes" et ils cherchent actuellement à ouvrir le groupe à des personnes ne rentrant pas dans ces catégories.

Sur les 25 associés, 3 sont installés et 4 sont en cours d'installation, au fur et à mesure qu'ils trouvent le moyen de se défaire de leurs engagements professionnels. Les 18 autres associés viennent pour aider mais ils n'ont pas l'intention de vivre de façon permanente à Paulianne. Enfin, il y a le passage de nombreux visiteurs attirés par des articles vus dans la presse.

#### Réflexions sur un éco-village

Le GFA actuel se réunit quatre fois par an. Les militants à l'origine du projet savent qu'il faut faire très attention à la question de la propriété pour éviter les conflits futurs. Au sein du GFA, les décisions se prennent au consensus, sans vote. L'objectif est, qu'à terme, la ferme dispose de 12 habitations pour les agriculteurs et 8 autres pour des visiteurs. La ferme ini-



tiale devrait rester la maison commune avec la cuisine, la salle à manger et des chambres pour les visiteurs, qui peuvent éventuellement devenir des habitants par la suite.

Le projet agricole, déjà commencé avec une SCEA, société civile d'exploitation agricole, doit servir de bases au développement de nouvelles activités plus spécialisées : transformation des produits, commercialisation. De même, la construction des maisons puis leur entretien doit déboucher sur des métiers dans l'éco-village (charpentier par exemple). Dans les discussions, ils réfléchissent sur les moyens d'éviter que ces métiers ne deviennent



trop figés et il est souhaité que chacun ait plusieurs activités et que, dans la mesure du possible, ces activités soient tournantes.

Actuellement, les premières personnes présentes ont presque toutes des ressources économiques venant de l'extérieur, mais le but est de développer toutes les possibilités pour réaliser de la valeur ajoutée sur la ferme, et développer une affaire agricole qui permette de subvenir aux besoins de 12 familles.

Tous, avec leurs expériences diverses, ont toutefois bien conscience qu'il y a souvent des difficultés entre le discours et la pratique. Le choix de vivre ensemble ou à part existe pour chaque associé, c'est pourquoi il y a des espaces en commun et des habitations privées.

### Entrer dans le projet

Sur l'espace disponible, on peut prévoir la construction d'une douzaine de maisons bioclimatiques et l'aménagement des bâtiments existants en 8 habitations. Comme tous les associés ne veulent pas s'installer et parce qu'ils ne veulent pas que cela devienne un village de retraités, d'autres personnes sont espérées.

Pour entrer dans le groupe, il faut d'abord rencontrer le maximum d'associés, puis il est demandé de prendre au minimum une part dans le GFA et de rester quelque temps. Si le feeling est bon et mutuel, alors la personne devient porteuse du projet et, pour s'installer définitivement, va construire sa propre habitation.



### Rapport avec le voisinage

Dès le début l'accueil de la mairie a été assez chaud. Le projet amènera plus d'habitants dans le Haut-Diois dépeuplé et menacé d'exclusion, et plus d'enfants à l'école de Luc. Mais les gens des environs ont catalogué les habitants au mieux comme des écolos, au pire comme une secte. Le fait, pour l'équipe actuelle, d'avoir assez peu de personnes capables de parler en français n'a pas facilité le contact.

Le seul enfant du groupe intallé, 8 ans, a ainsi la lourde charge d'être l'ambassadeur de Paulianne au sein de l'école de Luc-en-Diois. C'est par lui que des contacts ont eu lieu avec

d'autres parents d'élèves... dont une bonne partie sont des néo-ruraux venus également s'installer dans la région pour tenter une activité rurale. Ces néo-ruraux, surtout français, sont souvent majoritaires dans les communes alentours et sont les parents de la moitié de la centaine d'enfants scolarisés à Luc-en-Diois.

Cela a permis à la nouvelle équipe de Paulianne de prendre contact avec des associations locales et d'entrer dans le SEL — système d'échanges local — de Die (dont la monnaie est le Ra-Die). L'activité de recherche et les activités militantes permettent aussi de lier des contacts, mais plus au niveau européen que local. De même, un bulletin destiné aux amis de Paulianne existe, mais pour le moment... en anglais.







### La concentropie (contraire d'entropie)

Les associés de Paulianne ont été fortement influencés par les écrits de Nicholas Georgescu-Roegen, auteur de "La décroissance" récemment republié en France.

Celui-ci, d'origine roumaine, a montré que les lois de la physique sur l'entropie pouvaient s'appliquer à la société. L'entropie est la tendance naturelle des choses à se dégrader. En physique, cela signifie par exemple que lorsque de l'électricité donne de la chaleur, on ne peut plus produire la même quantité d'électricité à partir de cette même chaleur (il y a des pertes en route, deuxième principe de la thermodynamique découvert par Sadi Carnot). Pour que le système énergétique se maintienne, il faut en permanence lui fournir de l'énergie qui vienne de l'extérieur ; c'est grâce au rayonnement solaire que l'énergie se maintient sur Terre. Il n'est pas possible d'éviter l'entropie, mais en pratique, les plantes vertes (et seulement les plantes vertes) font une pause dans le processus de dégradation, et c'est dans cette pause que nous vivons avec tous les autres animaux de la planète.

D'après cette théorie, une agriculture durable doit être à la base de la vie humaine. C'est le contraire de ce qu'est l'agriculture aujourd'hui où l'on doit utiliser au moins 20 calories d'énergie fossile ou nucléaire pour mettre une calorie d'aliment dans l'assiette d'un habitant urbain.

Le projet de Paulianne est d'essayer de montrer qu'un groupe restreint, qui pratique l'entraide en réseaux concentriques, peut produire un enrichissement global du groupe et aussi de la Terre.

Une association spécifique "l'association concentropique de Paulianne" a vu le jour pour débattre de cette démarche politique.

### Les projets immédiats

Si l'équipe actuelle est végétarienne, le projet n'a rien fixé sur ce sujet. Il est possible de venir comme visiteur sur les lieux et de bénéficier de repas et de logement, comme "touriste". On peut alors demander à bénéficier d'une nourriture végétarienne ou végétalienne. Il est également possible d'acheter sur place des légumes et des fruits de saison. La diversité est destinée à augmenter chaque année. En 1997, on a pu manger 47 variétés de pommes de terre ; en 1998, 60 variétés seront plantées.

La commune de Luc-en-Diois n'a pas pour le moment de système général d'assainissement des eaux... et Paulianne se trouve à 4 km en aval du village. Une étude d'épuration par lagunage a vu le jour et Robin, constatant le peu de développement de cette méthode en France, a proposé à l'Union Européenne de faire une étude sur les contradictions observées entre trois pays qu'il connaît : la France, l'Espagne et la Suède.

Directement au niveau de Paulianne, il a été proposé de mettre en place des toilettes sèches (toilettes à compost) mais les autorités sanitaires, la DDASS, refusent cette technique et exigent des toilettes à eau avec des fosses septiques.

Plusieurs projets dans le domaine des énergies renouvelables sont en cours d'étude. Concernant l'éolien, il n'existe pas de carte des vents, mais il y a un club de parapentes pas très loin et des contacts ont été pris pour mettre en place une campagne de mesures. Il existe sur le site un pylône d'une ancienne ligne EDF qui

n'a pas été démonté et qui pourrait servir pour cela. Concernant le solaire, les futures maisons bioclimatiques seront chauffées en grande partie par du solaire passif et des recherches sont menées actuellement sur le photovoltaïque : non pas sur la technologie solaire mais sur les moyens de stocker de l'électricité sans passer par des batteries qui sont des moyens technologiques polluants.

Une étude hydroélectrique qui utilise des pompes béliers a été envisagée, mais la Drôme, à ce niveau-là de son cours, a un comportement de torrent avec un débit extrêmement fluctuant qui entraîne des variations importantes de son lit (pendant l'hiver 1996, Paulianne a perdu un demi-hectare de champ rongé par une crue).

Autre objectif : obtenir la mention bio. Au moment où l'on parle de l'Europe, les premiers arrivants anglais ont découvert que pour obtenir les papiers nécessaires, il leur fallait... une carte de séjour ; et pour obtenir une carte de séjour, il leur fallait s'inscrire à la Mutualité sociale agricole, et pour cela... la démarche a pris deux ans. Pour le moment la ferme est classée "en reconversion"... alors qu'elle est en bio depuis 1994 mais qu'aucune régularisation n'avait été faite.

Par rapport à d'autres projets visités, celui de Paulianne s'affirme comme très politique, avec de nombreuses passerelles vers l'extérieur. Si le lieu arrive à s'internationaliser — avec l'arrivée de plus de Français — cela peut devenir, du fait des nombreuses ressources intellectuelles présentes autour de ce projet, un lieu de vie et d'expérimentation tout à fait passionnant.

**Michel BERNARD**

Contact : Paulianne, 26310 Luc-en-Diois, tél : 04 75 21 37 43.



# LIVRES

**FEMMES ET SANTE**  
**Redynamisons**  
**nos ressources personnelles**  
**et communautaires**  
 de Françoise Desailly  
 Ed. Chronique Sociale  
 1997 - 252 p. - 128 F

Celles et ceux qui voudront lire de manière plus détaillée les écrits de Françoise Desailly que nous avons commencé à publier depuis avril 1997 dans Silence, pourront se plonger dans ce livre, résultat d'un travail de longue haleine dans le domaine de la santé des femmes, à travers l'implication de l'auteure dans de nombreuses associations. Elle y retrace la reconquête par les femmes de leur regard sur leur santé, à travers des redécouvertes indivi-



duelles et collectives et retrace ainsi une bonne partie de l'histoire du féminisme français. Aujourd'hui active dans l'association Réseau Santé, Françoise Desailly continue à favoriser le dialogue entre les femmes et à leur faire découvrir les possibilités d'auto-santé dont elles disposent pour éviter de se laisser manipuler par un milieu médical encore très masculinisé. MB.

**LES BONNES ADRESSES**  
**1998 DE LA BIO**  
 de Nature et Progrès  
 Ed. Utovie (40320 Bats)  
 1997 - 200 p - 79 F (+11 F de port)

Alors que la bio se diversifie, pas toujours dans le bon



## TOUT NUCLEAIRE, UNE EXCEPTION FRANÇAISE

de Perline  
 illustrations de Tignous  
 Ed. L'Esprit frappeur/Dagorno  
 1997 - 110 p. - 10 F

**P**erline, collaboratrice à Silence, vient de publier un petit livre qui dans un style pour le moins décapant règle ses comptes au lobby nucléaire. Ce pamphlet démonte mot à mot le discours de ces têtes pensantes qui aimeraient bien que nous ne pensions pas. Et Perline n'y va pas avec le dos de la cuillère. Son arme, un humour féroce et des petites phrases qui font mouche : "les nucléocrates ont inventé le crime parfait : le crime est commis mais les cadavres n'apparaîtront que plus tard" (p.28). Et les déchets ? "Le nucléaire ou la bougie, disiez-vous ? Si vous nous aviez écoutés, il y a vingt ans, vous n'auriez pas ce problème. J'assume les déchets de la bougie, assumez ceux du nucléaire, assumez vos responsabilités" (p.32). Ce ne sont pas aux opposants à trouver des solutions. Ne retournons pas le problème. "Le nucléaire peut donc se prévaloir de tant de qualités sans aucun défaut et nous serions quasiment les seuls au monde à persister dans cette voie ?

sens, voici un livre qui rappelle ce que sont les chartes sérieuses de la bio (Nature & Progrès, Demeter, Bio-Franc, Simples, Bio-coop) et qui donne la liste de plus de 1500 producteurs, transformateurs et distributeurs. Un travail salubre. MB.

**LE DEVELOPPEMENT,  
 HISTOIRE D'UNE  
 CROYANCE  
 OCCIDENTALE,**  
 de Gilbert Rist  
 Ed. Presses de Sciences Po,  
 1996 - 426 p. - 80 F

La première chose qui surprend dans ce livre, même si l'on n'a jamais entendu parler de l'auteur, c'est le sous-titre. Une "croyance occidentale", le développement ? Il est donc possible de croire en autre chose ? Cette expression laisse envisager que l'approche de l'auteur promet d'être originale, ce qui est amplement confirmé par la lecture de l'ouvrage.

Si l'on connaît l'auteur, on sait qu'il est professeur à l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement (IUED) de Genève et qu'il n'est pas étonnant qu'il nous offre, avec ce livre, la première somme historique sur la question. L'Histoire, en effet, imprègne tout l'ouvrage, à travers une reconstitution minutieuse de tout ce qui a amené à la situation actuelle, à la faillite du développement. Dès le chapitre 2, Rist trouve les sources conceptuelles du développement dans la définition de la Nature chez Aristote, puis chez Saint Augustin. L'auteur retrace ensuite, dans le détail, l'histoire du développement lui-même, répartie sur plusieurs chapitres passionnants ; la colonisation et le système des mandats (Ch. 3), les conséquences de la seconde guerre mondiale que sont l'invention du "sous-développement" en 1949 par le président étatsunien Truman, puis la conférence de Ban-

### Le livre du mois

dation publiée en 1958 par l'OMS, organisation mondiale de la santé, liée aux nucléocrates par divers liens qu'on vous laissera découvrir en lisant le livre : "Deux écueils sont à éviter : d'une part éveiller l'anxiété par la publicité et, d'autre part, imposer des précautions en dépit des déclarations officielles assurant que les risques sont négligeables" (p.68). Ou encore : "Il ne saurait être question d'imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés" (p.84). C'était Giscard en janvier 1978, six mois après avoir provoqué la mort de Vital Michalon devant le futur site de Superphénix. Il faut croire qu'on n'est toujours pas complètement informés puisqu'aujourd'hui 85 % des Français sont contre la construction de nouveaux réacteurs.

Bref, ça déménage. Le démantèlement des réacteurs, on ne sait pas encore faire, mais le démantèlement du lobby, Perline s'y attaque. Sa conclusion : "la démocratie est, sans aucun doute, soluble dans le nucléaire. Exiger la première, c'est résister au second". La note (de conclusion) : au prix du livre (c'est bien 10 F seulement), vous pouvez l'acheter en quantité et le diffuser autour de vous. MB.



doeng en 1955 (Ch. 4). Les chapitres suivants traitent de toute l'histoire des rapports Nord-Sud depuis l'indépendance, à travers les années 1960 (l'espoir), les années 1970 (la Révolution et les désillusions), puis les années 1980 ("la décennie perdue"). Nouvelle originalité, l'évolution du concept et des pratiques de développement est souvent montrée par l'analyse de rapports internationaux, généralement produits de compromis et donc révélateurs.

Le chapitre 10 est consacré à la tarte à la crème du développement "durable". Rist démonte le concept, de la manière nette mais non polémique qu'il utilise dans tout le livre, en précisant que "développement durable" constitue un "oxymore", c'est-à-dire une contradiction dans les termes. Il écrit : "(...) le développement durable apparaît comme une opération de camouflage ; il apaise les craintes provoquées par les effets de la croissance économique pour empêcher sa radicale remise en question. Même si le leurre est séduisant, il ne faut pas s'y tromper : ce que l'on veut faire durer, c'est bien le "développement", non pas la capacité de l'écosystème ou des sociétés à le tolérer".

Après avoir constaté l'échec du développement, la fin du livre tente de réfléchir à ce qu'il est possible de faire, en ces temps de globalisation triomphante, pour aller "au-delà du développement". Trois pistes sont proposées, que je ne résumerai pas car ça me paraît impossible, tant la réflexion sur ce sujet ne fait que commencer. Qu'il me suffise de dire que celle de Rist me semble l'une des plus avancées.

Je voudrais insister, pour conclure, sur le fait que ce livre est très facile à lire, ce qui est étonnant sur un sujet aussi complexe. Il est également très complet et fait déjà, à mon avis, office d'ouvrage de référence. Et son prix est plutôt raisonnable. J.-M.L.

## LE GUIDE DES RESTAURANTS VEGETARIENS

Ed. La Plage  
BP150 75562 Paris cédex 12  
1997 - 126 p. - 89 F

Ce guide présente de manière détaillée et par département les restaurants, tables d'hôtes et pensions végétariens ou qui pensent aux végétariens en France. Environ 150 adresses ont été recensées pour cette première édition et l'éditeur lance un ap-



pel pour repérer de nouvelles adresses. Celui-ci publie aussi des livres de cuisines végétariennes comme "cuisine végétarienne du monde entier" et des fiches de recettes à petits prix (25 titres). Annoncé pour la fin de cette année : "les meilleures recettes végétariennes des restaurants". Bref, tout ce qu'il vous faut pour découvrir cette alimentation respectueuse des animaux, de votre santé, de la planète. FV.

## LE LAGUNAGE NATUREL

15 ans de pratique en France  
Ed. Cemagref (diff. Lavoisier)  
1997 - 60 p. - 95 F

Le lagunage naturel, généralement à trois bassins, permet le retraitement des eaux usées provenant des petites communes. Il est particulièrement intéressant entre 500 et 2000 habitants. Ce livre, extrêmement technique, s'adresse à des personnes déjà confrontées à cette pratique : l'absence de définition des unités utilisées est un obstacle certain pour le grand public. De même, si cette méthode est présentée comme naturelle, on regrettera notamment les conseils pratiques en matière de pesticides. Un ouvrage qui peut servir si vous voulez introduire cette technique dans votre commune. MB.

## Le Lagunage naturel

Les leçons tirées de 15 ans de pratique en France



## THIBAUD AUTOUR DU MONDE

Corbeyran, Yatmaka et Théau  
Ed. Orcades (Poitiers)  
1997 - 48 p. - 64 FF  
A partir de 10 ans.

Cette bande-dessinée décrit à travers trois exemples (cacao, banane, thé) comment fonctionne le commerce inégal. A chaque fois un récit sur la filière à partir d'histoires vécues. Un dessin agréable, avec des situations différentes en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie... et dans ce dernier cas, pour le thé, l'amorce d'un commerce équitable et plus respectueux de l'environnement (thé bio). Une réussite. FV.



## MANDELA

de Viot, Blondel et Chaubet  
Ed. Orcades (Poitiers)  
1997 - 60 p. - 72 FF  
A partir de 14 ans.

L'histoire de l'Afrique du Sud autour de la vie de Nelson Mandela réalisée en bandes dessinées par trois amoureux du pays. Les dessins sont magnifiques, mais pour celui qui ne connaîtrait pas l'histoire du pays, il peut être bon de commencer par les notes situées en fin de livre et qui la retracent brièvement.

Le choix de la bande dessinée favorise l'esthétique mais ne permet pas de rendre vraiment compte de la durée de l'histoire. C'est un regret, mais cela n'enlève rien à la qualité de l'ouvrage. FV.

## NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

### REFRACTIONS N°1

Les Amis de Réfractions,  
BP 33, 69571 Dardilly Cédex.  
Hiver 1997 - 200 p. - 80 F

Cette revue théorique de haut niveau, présentée sous forme de livre vient de sortir son premier numéro. Elle est le fruit d'une réflexion engagée après le colloque sur la "culture libertaire" dont nous avons déjà parlé. On y retrouve de nombreux participants de ce colloque pour un débat de haut niveau. Une marque particulièrement soignée aide le lecteur à franchir des lectures parfois ardues.

### LE BILAN DE LA PLANÈTE

Hors-série Alternatives  
Economiques (21 Quétingny)  
Hiver 1997 - 84 p. - 30 F

Une trentaine d'articles de lecture facile avec une large place accordée aux visions du développement par des acteurs du Sud... Si l'environnement ouvre le dossier, on s'étonnera de l'absence dans la dernière partie consacrée aux "nouveaux acteurs" aussi bien des écologistes que des non-violents. Si une bonne place est accordée aux femmes, les tentatives d'alternatives concrètes sur le terrain sont absentes : place à l'Etat-providence, aux grandes organisations internationales (les gentils) en lutte contre les institutions financières et les multinationales (les méchants). Une vision de gauche un peu trop simplifiée.

### DIS-MOI COMMENT TU DORS

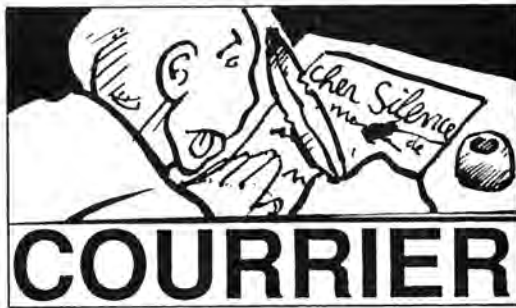
de Maurice Ohayon  
Ed. Synthélabo  
1997 - 160 p. - 59 F

Les résultats d'une enquête sur 12 000 personnes et leur sommeil. Un Français sur cinq dort mal. C'est pire pour les femmes que pour les hommes. C'est pire en vieillissant. Vieillesse, solitude, pauvreté et inoccupation sont des risques d'insomnie. Une personne sur dix prend un médicament pour dormir. La moitié des insomnies sont liées à un trouble mental. Ce sont surtout les hommes gros et buveurs de café qui ronflent. Les femmes font plus de cauchemars, sont deux fois plus dépressives. Les obèses ont tendance à halluciner, les jeunes à somnambuler. L'alcool provoque des réveils confusonnels. Enfin presque tout le monde se pose des questions sur son sommeil, ce qui devrait assurer le succès de ce livre facile à lire.

### ACCOMPAGNER L'ENFANT TRISOMIQUE

de Denis Vaginay  
Ed. Chronique Sociale (Lyon)  
1997 - 240 p. - 125 F

L'auteur, docteur en psychologie, psychanalyste, travaille depuis une quinzaine d'années dans un service de soins pour trisomiques 21. Il donne ici de précieux conseils aux parents qui ont un enfant présentant ce handicap.



## INCONDITIONNELLEMENT LIBERTAIRE

**J**e reconnais que votre revue fournit des informations intéressantes et quelques bons articles "de fond" (essentiellement des traductions). Mais le ton général inconditionnellement libertaire et anarchisant, m'indispose vraiment. Ce n'est pas avec moins d'Etat que nous pourrions résister à l'ultra-libéralisme planétaire !

En outre, vous me semblez un peu intolérants vis-à-vis des "réformistes" de mon genre. Seriez-vous de ces gens qui prétendent posséder la Vérité et qui me font peur, autant que Le Pen. J'espère que non ?

Si vous étiez un peu plus modérés, votre diffusion pourrait s'accroître et vous pourriez diffuser les idées écologistes et non-violentes dans le grand public — gardons-nous de le mépriser — généralement mal informé et plein de préjugés serinés par les grands "médiats". Ce serait du bon travail

pour les générations futures.  
François CHARPENTIER  
Bouches-du-Rhône

Silence : *vous nous voyez noir, d'autres nous voient verts, ou rouge... C'est précisément parce que nous n'avons pas de vérité à proposer que nous faisons cette revue : afin de permettre la confrontation entre des démarches différentes. De ce fait nous sommes effectivement en opposition avec la ligne des partis politiques qui, au contraire, cherchent à réunifier les idées autour d'un seul programme. Nous sommes pour la biodiversité des idées et non pour la monoculture intensive. Enfin, nous ne méprisons pas le grand public : celui-ci n'est pas atteignable, à notre sens, par une revue au risque, une nouvelle fois, de faire de la monoculture : c'est à chacun de nous d'aller dialoguer avec son voisin.*

## HUMOUR SAIGNANT

**E**n lisant la page 13 de décembre "accords Verts-PS", je pense que la politique africaine a changé ! Pour le reste, je ris bien de votre humour saignant concernant bien des questions vitales. Merci aussi pour les dossiers sur les SEL, Gandhi, les groupes Femmes en France, et pour la publication de textes d'Anil Agarwal dont j'avais déjà lu des textes super dans le livre blanc des ONG en 92 pour Rio. Héliène SAUSSOL  
Essonne.

## DE L'INFORMATION A LA PRATIQUE

**C'**est une lettre mûrie de beaucoup de réflexions que nous décidons, enfin, de vous faire parvenir. Cette lettre est une réaction à l'article paru dans Silence de septembre intitulé "Gard : expulsion d'un berger" dans lequel est racontée l'histoire de Sylvain Dworcjak.

Nous avons nous-même pu partager, en juin 1996, pendant seulement deux semaines la vie de ce berger, éleveur "bio" de brebis, chèvres, vaches et chevaux. C'est d'ailleurs suite à une annonce concernant cet élevage passée dans Silence que nous avons pris contact avec Sylvain Dworcjak afin d'organiser ce séjour, pavé de bonnes intentions... Malheureusement, l'idéal de vie bio, l'utopie du berger, respectueux de ces animaux et de la vie en générale, n'a pas persisté très longtemps. L'état de santé des animaux du troupeau, que ce soient les vaches bien maigres, patageant dans un enclos de bouses, que ce soient les chèvres souvent atteintes de mammites, dormant sur une litière douteuse ou les cadavres "anciens" des chevaux, que ce soient les brebis aussi atteintes de mammites et autres infections peu ou pas soignées, supportant en plein soleil des heures durant une toison qui aurait dû être tondue depuis longtemps ; bref un troupeau bien triste et loin du mythe "bio" pourtant revendiqué à grand renfort de discours philosophiques par le formidable arcteur qu'est Sylvain Dworcjak. Il ne s'agit pas ici de jouer les délateurs, ni d'assouvir une vengeance personnelle, mais de poser une simple question : qu'en est-il de la crédibilité de Silence et des mouvements éco-alternatifs en général si des informations de ce type, appelant à soutenir l'action d'une personne a-priori en accord avec la

philosophie défendue par Silence, ne sont pas un minimum vérifiées.

Bien sûr, cela demanderait beaucoup de temps, beaucoup de déplacements et même on pourrait se demander si procéder à de telles vérifications ne serait pas le début d'une "dérive autoritaire". Mais on ne peut s'imaginer quel plaisir auraient tous les détracteurs du courant "écologico-alternatif" s'ils venaient justifier leur désaccord profond et viscéral en s'appuyant sur de tels exemples.

Nous ne nous targuons pas d'être de grands penseurs, ni surtout d'avoir suffisamment de connaissances pour nous permettre de juger de la validité "biologique" d'un élevage du type ovi-capridé, ni de sa bonne "conscience", mais nous avons estimé que d'après notre expérience chez Sylvain Dworcjak et d'après nos propres convictions, notre modeste connaissance de l'agriculture biologique, et d'après notre simple "bon sens" en quelque sorte qu'il était très utile de vous soumettre notre point de vue, celui de deux jeunes garçons de 23 ans, sans connaissances bien fondées des idées que nous qualifions ici d'"écologico-alternatives", mais qui nous paraissent justes ou dans "la bonne voie".

Il n'est pas facile de retranscrire sur ce papier ce qui a motivé cette lettre, il n'est pas facile de trouver les bons termes pour rendre le plus clairement possible nos sentiments.

Cette lettre se veut le reflet de notre inquiétude de voir des tels ouvrages que Silence, si précieux, si riche d'enseignements d'une possible vie "autrement", de voir que cette formidable utopie puisse être discréditée et fatalement oubliée, à cause d'un certain manque de vigilance de notre part à tous. Nous

devons absolument éviter de devenir de simples "soixante-huitards", ce terme laissant souvent penser à de braves naïfs qui ont cru, et semblent bien croire encore que le monde peut évoluer vers un idéal de tolérance, de respect, d'amour ! Cruelle farce avons nous envie de dire quand on se borne à cette appellation. Nous n'avons pas nous-mêmes connus 68 et pourtant on nous surnomme parfois ainsi !

(...) Nous serions évidemment très intéressés de connaître votre avis, mais nous sommes conscients de l'énormité des réponses que vous devriez apporter. Ce qui d'ailleurs n'est que la preuve de l'engagement provoqué par ce courant de pensée ! Avec tous nos remerciements pour votre travail. Sylvain et Yannick  
Mayenne

Silence : *dans chaque numéro, il y a quelques articles signés qui relèvent directement de notre travail de rédaction. A côté de cela, il y a la multitude de petites informations regroupées dans les rubriques que nous appelons les "brèves" et qui sont soit la reprise des informations que les lecteurs ou les associations nous envoient, soit la reprise d'informations lues dans d'autres revues (avec la source alors indiquée) soit un mixte entre les deux... et effectivement nous ne nous déplaçons pas pour ces dernières (il y a une seule personne salariée pour coordonner la rédaction). Dans le cas de Sylvain Dworcjak, c'est lui qui nous a écrit en nous joignant des articles de la presse locale. C'est sur la foi de ces articles que nous avons fait la brève en question, brève dont le contenu n'est pas faux mais qui n'aborde pas les mêmes points que vous.*

*Il va de soi que nous pouvons fai-*

*re des erreurs. La plus grosse reste à ce jour la présentation du groupe Ecoovie dans notre numéro 42... qui s'est avérée être une secte masquant les activités d'un gourou trafiquant d'armes, arrêté par la suite pour cela en Belgique et libéré sous caution, laquelle a été payée par un groupuscule belge d'extrême-droite !*

*Heureusement, les lecteurs — beaucoup plus nombreux que nous — sont là pour corriger le tir et nous publions bien volontiers des "errata" voir des débats.*

*"Cerner" l'information n'est pas facile. Nous avions présenté un groupe indien pacifiste "Friends of all" et des lecteurs partis en Inde sont revenus en nous disant que c'était un groupe religieux insupportable. Depuis, nous avons rencontré d'autres personnes ayant participé à des activités de ce groupe qui nous ont dit qu'ils étaient tout à fait exemplaires, qu'il n'étaient pas spécialement religieux mais tournés vers une spiritualité auménique comme bon nombre de groupes indiens. Les premiers lecteurs, athées, n'avaient pas supporté. Autre exemple : nous connaissons bien le Cun du Larzac. Certains lecteurs y ayant fait un stage nous ont fait remarquer le côté "rustique" des lieux... alors que d'autres jugent qu'ils se sont "embourgeoisés".*

*La réalisation d'un dossier comme "Vivre ensemble" demande d'une part beaucoup de temps — les rencontres ont été faites en juin pour un dossier paru en janvier — mais également une certaine ouverture d'esprit car la plupart de ces groupes ne se connaissent pas entre eux, ayant des approches différentes. Si nous sommes parfois intolérants sur la critique ("le nucléaire c'est de la merde"), nous sommes beaucoup plus ouverts sur les alternatives et c'est à chacun d'y aller voir.*

## NAUSEE DES VERTS

Un lecteur irrité, de la Gironde, suspend son abonnement parce qu'il est adhérent chez les Verts et qu'il trouve Silence trop critique...

Outre en effet que cette attitude est inquiétante par sa tendance à vouloir censurer l'expression démocratique (Staline est-il bien mort ?), il faut dire qu'il y a de quoi s'interroger sur le pourquoi de la présence des Verts au gouvernement.

Dominique Voynet a donné son accord :

- pour le démarrage de la centrale de Civaux,
- l'utilisation de la culture du maïs transgénique,
- la non-fiscalisation du diesel,
- la construction de nouvelles pistes à Roissy
- l'abandon du moratoire autoroutier,
- etc... et on ne connaît pas

toutes les trahisons.

Mais Dominique Voynet dit qu'être au gouvernement, c'est être "responsable" (RTL dimanche 30 novembre, 18h30). Autrement dit, être responsable, c'est trahir son idéal. Rester au pouvoir dans ces conditions, en fait, c'est tourner le dos à ses convictions, c'est obéir au système, aux impératifs de la divine "croissance", c'est donc l'acceptation de tout ce que les Verts de 1989 à 1993 avaient rejeté et que les électeurs appréciaient. J'étais adhérente de ces "Verts" d'hier et j'ai la nausée de voir ce qu'ils sont devenus aujourd'hui. Continuez à être vous-même sans démagogie. Cette fidélité est nécessaire dans la gadoue généralisée.

P THIRRIOT  
Haute-Garonne

## DEFENSE DES VERTS

L'article intitulé "Accords Verts-PS" dans Silence n°225 de décembre

montre que vous n'avez pas ou mal lu le texte politique commun Verts-PS signé avant la campagne des élections législatives.

Ces deux partis ne se sont pas engagés sur "35 heures payées 39" mais sur "une loi-cadre sur les 35 heures sans diminution de salaires". Ils n'ont pas annoncé "la non privatisation de France-Télécom" mais "renforcer les services publics par une mobilisation budgétaire importante pour l'école, la santé, la justice, la ville".

Ils n'ont pas parlé de moratoire sur les incinérateurs mais affirment que "la loi sur les déchets sera réorientée en limitant la part de l'incinération à 50 % en 2005 puis en baissant progressivement, tout en incitant à la réduction des déchets à la source, à la collecte sélective et au recyclage".

L'accord ne parle pas de Roissy et que cet accord commence à être appliqué concernant (non mentionnés dans votre papier) : "le décalage du financement de la protection sociale vers la fiscalité" (CSG élargie remplaçant les cotisations salariales), l'abolition des "privilèges sur la fiscalité de

l'épargne", un "programme national pour l'emploi des jeunes", augmenter "les crédits pour les économies d'énergie et les énergies renouvelables", "la priorité aux transports collectifs", "le rééquilibrage des comptes de la SNCF", "la directive Natura 2000 sera mise en œuvre", "le non-cumul des mandats", "examiner les situations des sans-papiers sur la base des propositions du comité des médiateurs", "coupure du lien entre le Garde des Sceaux et le Parquet".

En outre, la législation n'étant pas terminée, il est impossible d'affirmer aujourd'hui que c'est perdu concernant "les 32 heures", "le MOX", "la Hague", "l'écotaxe sur le Diesel". Ainsi, des acquis (Superphénix et Le Carnet) sont "à confirmer" mais pas des "échecs" ! Quant à la remarque sur les échéances électorales (le moratoire autoroutier... jusqu'aux prochaines élections ?), doit-on vraiment regretter qu'en démocratie (formelle direz-vous) le suffrage permette aux citoyens de sanctionner les élus ?

Eric MARQUIS  
Membre des Verts  
Paris.

## EN AI-JE VRAIMENT BESOIN ?

Après avoir un peu hésité, car je m'étais posé la question "en ai-je vraiment besoin ?" (voir Silence de novembre), je me réabonne à Silence pour un an de plus. Simplifier sa vie n'est pas si simple et si le fond du dossier me paraît important, voire même vital, la forme m'a un peu fait sourire. Les "recettes" proposées m'ont fait penser à de la psychologie de bazar pour inclus (l'opposé des exclus) en recherche de néo-snobisme.

Je vis à la campagne et, hélas, la voiture m'est indispensable si je veux avoir un minimum de vie sociale (ce dont tout individu a besoin). Pour ceux de mon entoura-

ge qui essayent de rester dans le système ou qui vivent dans sa marge (ceux qu'on appelle marginaux) et qui souvent n'ont que de faibles revenus, la question est plus souvent "comment je vais faire pour payer ma bagnole" que "en ai-je vraiment besoin ?". Quant au titre "Les vraies richesses", il a déjà été utilisé par un certain Jean Giono chez qui la référence aux grandes valeurs de la vie est un thème récurrent. C'est beau et ça remue les tripes, c'est ça qui est important. Pour le reste, chacun a sa vie pour soi et n'a pas besoin de professeur de simplicité.

Jean-Marie STIEN  
Lot-et-Garonne.

salon  
**VIVRE**  
autrement

travailler  
se soigner  
s'habiller  
marcher  
jardiner  
manger bio  
vivre nature

19 - 23 MARS 1998

11h - 19h30 nocturne 21h les 20 et 21

ESPACE AUTEUIL  
métro porte d'auteuil sortie SNCF

SPAS organisation 86 rue de Lille 75007 Paris  
Tél. 01 45 56 09 09 Fax. 01 44 18 99 00

## RWANDA ET AMNESTY

Dans la rubrique Nord-Sud de décembre, vous avez fait paraître un écho venant de l'association Franco-Rwandaise de Montpellier parlant d'un dérapage d'Amnesty International.

Membre de longue date d'Amnesty International et ayant dû répondre à cette attaque qui avait choqué des amis, je vous apporte les précisions suivantes. Amnesty International s'élève depuis longtemps contre les "disparitions" forme de plus en plus fréquente de violation des droits de l'homme. En l'occurrence, Agnès Ntamabyaliro a bien disparu de l'endroit où elle s'était réfugiée. Si Amnesty International a lancé une action urgente à son sujet, ce n'est pas pour la faire libérer parce qu'elle serait innocente, mais pour qu'elle soit retrouvée et jugée conformément aux règles normales. Or, la plupart du temps, les personnes "disparues" sont exécutées sans procès ; ce que refuse Amnesty International.

Je n'ose croire à la malveillance de l'association Franco-Rwandaise vis-à-vis d'Amnesty International ; la méconnaissance de sa façon de traiter les dossiers peut

désorienter certaines personnes. Michel BRIANÇON Hérault

Silence : *une autre lectrice (Catherine Renard, Hautes-Alpes) a également réagi en nous envoyant le texte de l'appel urgent et une réponse d'Amnesty sur les critiques faites autour de la question du Rwanda. Amnesty rappelle qu'il faut distinguer :*

- *d'une part l'adoption de prisonniers d'opinions par l'association ; ceux-ci ne peuvent avoir ni utilisés ni préconisé la violence, et Amnesty International en demande la libération pure et simple*

- *d'autre part toutes les personnes pour lesquelles Amnesty International intervient pour dénoncer les mauvais traitements, les "disparitions", etc. et pour lesquelles l'association demande simplement le respect des droits de l'Homme. Ceci étant dit, la présentation d'Agnès Ntamabyaliro dans le texte de l'Action urgente laisse rêveur : on a l'impression qu'il s'agit d'une mère de famille victime du génocide alors qu'elle est responsable du génocide... c'est au moins en ça qu'Amnesty fait une faute.*

## MORUROA

Dans Silence, vous avez l'habitude d'écrire Moruroa. Hors, dans mes dicos, l'on trouve Mururoa. est-ce volontaire de votre part ? est-ce que j'ai loupé un épisode ? Jean-Pierre TRAVERS Essonne

Silence : *avant la colonisation, l'île s'appelait "Moruroa" qui signifie en langue locale "le grand secret"... mais quand les militaires sont arrivés, ils ont trouvé qu'un mot qui commence par "mort" pouvait nuire à leur image et c'est devenu Mururoa. Nous reprenons donc simplement l'écriture civile.*

## VOITURES ET MARGINALITE

J'apprécie beaucoup votre revue et vos positions radicales. Une remarque cependant : la voiture est certes écologiquement non correcte, mais malheureusement indispensable (ne serait-ce que pour se rendre aux manifs). Dénoncer à 100 % la voiture, qui est aussi un mode de communication parfois convivial risque de situer le discours écologique comme trop passéiste et nous marginalise davantage. Par contre, tout à fait d'accord pour dénoncer la stupide politique autoroutière, le ratisseur des talus par les broyeuses de la DDE qui supprime toute biodiversité et l'en-

combrement des villes : je circule à vélo à Dijon. Roland ESSAYAN Côte d'Or.

Silence : *l'avenir vient des marges ! Si à la campagne, les alternatives sont difficiles, en ville, on peut louer une voiture quand c'est nécessaire. Cela oblige à chaque fois à se poser la question : est-ce que je ne peux pas faire autrement (aller en manif en train ou en car). Le prix d'entretien d'une voiture permet d'en louer une environ 50 jours par an : en avez-vous besoin plus souvent ? Nous sommes nombreux à Silence à avoir supprimé la nôtre.*

## PSYCHIATRIE

Après vos études fort intéressantes sur les essais alternatifs de notre fin de siècle, pourquoi Silence n'ouvrirait-il pas le dossier de la psychiatrie en France aujourd'hui, pour faire un point des connaissances et des pratiques où le point de vue des médecins et des institutions qui détiennent le pouvoir ne serait pas le seul à être médiatisé ?

L'impatient a déjà tenté l'expérience dans un dossier en novembre 1994.

Le pouvoir des psychiatres fait peur à beaucoup d'entre nous. D'où vient l'argent, où va-t-il et qui en fait usage, sous le contrôle de qui ? Comment la société alimente-t-elle l'institution ? A qui profite le secret médical ? Que deviennent les dossiers des patients ? La folie est-elle contagieuse ? Quel en est le vecteur ? Nous pourrions à cette occasion parler de l'égalité, de la liberté, de la responsabilité et de la violence dans la dépendance imposée. De la justice aussi et de ses deux aspects souvent contradictoires : la vertu et l'institution. Le comportement des protagonistes, vu par René Girard ou Serge Morgeau, ne pourrait que compléter le regard sans complaisance que portait déjà Ivan Illich, en 1975, dans son essai sur la Némésis médicale.

Pour ma part, j'ai l'histoire d'une femme mise en dépendance pendant 34 ans, un an de plus que Camille Claudel, et dont personne ne peut aujourd'hui expliquer l'hébergement forcé. Est-ce le progrès ?

Faut-il attendre 50 ans pour que les crimes commis sous l'égide de l'administration puissent être dénoncés ?

Jean REVENAZ  
Tarn

J'habite depuis quelque temps au hameau du Viel Audon, en Ardèche, sur lequel vous avez rédigé un article dans un ancien numéro. Abonné à Silence, je vous contacte aujourd'hui par rapport à un problème que nous rencontrons.

Il s'agit du traitement de nos déchets. Je vous résume la situation : outre les cinq personnes qui vivent ici, le Viel Audon gère un gîte de 20 places et un centre d'accueil de 30 places (destiné aux classes découvertes, formations...), de plus c'est un lieu de passage pour de nombreux promeneurs... et tout cela produit beaucoup de déchets. Le hameau est situé dans une gorge et n'est accessible que par un chemin muletier de 300 mètres qui descend de la falaise ce qui rend l'acheminement des déchets difficile. Actuellement, nous fonctionnons avec trois poubelles : poubelle bio destinée aux poules ; poubelle verre : n'ayant pas de gravier disponible, nous broyons le verre et l'utilisons à la place du gravier dans la confection du mortier ; le reste des déchets est incinéré et les métaux et les cendres sont ensuite transportés à la déchetterie. Nous essayons de trier également les plastiques divers qui ne sont pas incinérés. Nous sommes conscients que

## DES DECHETS...

l'incinération et un certain nombre de déchets constituent une pollution importante. Ma question est donc : possédez-vous des informations ou avez-vous traité de ce problème dans un de vos numéros ? Par exemple, existe-t-il un travail sur les déchets que nous pouvons incinérer ? Pour les déchets restant, existe-t-il un travail qui pourrait nous aider à mettre en place un tri qui réponde à notre situation ?

En gros, donc, y a-t-il des déchets que nous pouvons recycler de façon simple sur place ; y a-t-il des méthodes pour réduire le volume de nos autres déchets ? Cédric DUBLO  
Ardèche

Silence : *Il n'y a qu'une solution qui marche à 100 % : c'est de ne pas produire de déchets. Mais c'est évidemment plus facile à dire qu'à faire. Nous avons rencontré à la ferme de la Batailleuse (voir Silence 226) un problème bizarre : alors que les permanents produisent une partie de leur alimentation, pour respecter les normes d'accueil, ils doivent acheter des produits bien déterminés en magasin. Il y a donc deux démarches différentes à envisager : les déchets des permanents et ceux des visiteurs.*

Un moyen de régler ceux des visiteurs, serait de les associer au problème en prévoyant par une forme ou une autre qu'ils repartent avec leurs déchets (en les avertissant à l'avance qu'ils auront à regrimer la falaise, cela devrait les inciter à prendre leurs précautions).

Pour ce qui concerne les permanents, en achetant sur les marchés du coin et non dans les magasins, il est souvent possible d'employer des emballages réutilisables du style boîtes en plastique pour transporter les framboises, sacs en coton pour charger les légumes, bouteille en verre pour acheter le lait... Concernant des déchets plus complexes (hulles usagées, produits d'entretien, piles), il faut chercher le moyen de s'en passer car il n'y a aucun recyclage propre possible. Votre réutilisation du verre est originale, si d'autres ont des idées dans ce genre, on est prêt à en parler.

Il y a quelques années Greenpeace avait publié un dépliant "Sans laisser de traces" qui donnait des idées. Il est aujourd'hui introuvable, mais nous avons entendu dire que le CNIID, centre national d'information indépendante sur les déchets, créé par un ancien de Greenpeace, envisageait une telle publication. On vous l'annoncera quand elle sera disponible.

## HANDICAP INTERNATIONAL

Deux courriers - l'un agressif (Pascal Ziegler de Meurthe-et-Moselle), l'autre gentil (Pascal Jouquet de Seine-et-Marne) - nous demandent ce que nous reprochons à Handicap International. C'est l'implication presque systématique aux côtés d'Handicap International de l'armée française et sa dépendance financière du ministère de la coopération (de la colonisation serait plus juste) ; pour nous il s'agit d'une organisation plus gouvernementale que non-gouvernementale. Comme nous ne pouvons pas toujours redire la même chose, nous vous renvoyons à l'article "Mérieux reprend l'initiative" (Silence n°205), au témoignage dans le courrier des lecteurs de J.P. Dalbard (Silence n°208) et enfin au dossier "L'équivoque humanitaire" (Silence n°211).

# FAUSSE INFORMATION

**V**ous citez souvent vos sources et c'est très bien, mais pas toujours et c'est un tort, car dans ce cas, quel crédit pouvez-vous avoir auprès de vos lecteurs si les infos données ne sont pas vérifiables, en particulier quand elles sont erronées. C'est le cas quand on lit que Christian Perret "avait dû démissionner de son poste de député en 1993 à la suite d'un scandale lié à l'automobile dans les Vosges". Or M. Perret n'a jamais démissionné de son poste de député, il a été battu par la droite (Cherplion) aux législatives de 1993. Je serais curieux de savoir qui est

à la source de cette info tendancieuse.  
Pierre FETET  
Vosges

**Silence : la source est le Réseau Voltaire signalé en bas de l'ensemble des portraits, mais comme on a laissé par erreur cette référence une deuxième fois au milieu de l'encadré, on pourrait croire qu'il y a plusieurs sources. De manière plus générale, les sources de Silence qui ne sont pas référencées sont des infos que nous avons collectées nous-mêmes... comme le fait n'importe quelle revue.**

# L'IMPOSTURE DU COMPTE-RENDU

**L**es deux colonnes — je n'ose appeler cela un "compte-rendu" — consacrés dans le numéro 225 de Silence au colloque de "La ligne d'Horizon" des 18 et 19 octobre derniers à Lyon comportent des lacunes si grosses et des silences si inexplicables qu'ils sont choquants. Il n'est pas, en effet, journalistiquement concevable que l'on laisse ignorer aux lecteurs de Silence que certaines interventions — sur le Chili, sur l'Afrique, ou celle de F. Clairmont — ont été faites dont l'auteur de ce "compte-rendu" ne souffle mot. Il aurait pu en effet laisser aux lecteurs, s'ils les estimant adultes, le soin d'apprécier si lesdites interventions étaient pertinentes ou non. Il est également maladroite — sauf si l'on veut entretenir délibérément l'opacité de l'information sur ce qu'est l'association "La ligne d'Horizon" — de ne pas consacrer quelques lignes à rappeler ses objectifs (...). Sans doute a-t-je trop le respect des lecteurs et suis-je donc trop exigeant. Il me faudrait plutôt

me raisonner et accepter de prendre ce texte pour ce qu'il est : un travail de routine, hâtivement rédigé après une audition distraite des débats. C'est dommage.  
Philippe GRENIER  
Ligne d'Horizon et abonné Isère.

**Silence : quelle autre revue a présenté le programme complet de ce colloque à part Silence ? Quelle autre revue a consacré deux pages à son annonce ? Quelle autre revue l'a annoncé en couverture ? On vous trouve un peu dur. Sur l'audition distraite des débats, il est tout à fait exact que quand la seule personne de Silence qui suit le colloque est appelée dans le couloir pour qu'on lui présente des personnes de la Ligne d'Horizon dont Philippe Grenier, à ce moment là il louppe ce qui se dit de l'autre côté des murs... et effectivement seuls 10 des 18 intervenants sont mentionnés dans le compte-rendu... mais à part Silence, quelle autre revue a consacré deux-tiers de page au compte-rendu ?**

# LE VELO DU DIMANCHE

**J**e viens de lire l'article "20 mauvaises raisons de ne pas promouvoir le vélo". Je suis tout à fait d'accord avec vous sur le contenu de cet article, mais il manque une précision "en ville" dans le titre. En effet, quand j'ai vu ce titre, je me suis dit "ah, ça y est, le vélo roi a encore frappé", sous-entendu pour moi que vous alliez caresser le dos de tous ces cyclistes "du dimanche" qui sillonnent nos sentiers de montagne et qui se promènent en troupeaux sur les routes, et tout le monde à gauche quand ça vire à gauche, à trois de front à bavarder, à nous faire un bras d'honneur quand on klaxonne pour pouvoir les doubler sans risque... Bien sûr, ils ne sont pas tous comme ça, mais il y en a beaucoup. Je sais, je sais, ce n'est pas spécifique au vélo, mais j'en profite pour dire un peu ce que je pense de tout le battage médiatique et commercial sur le "sport propre" et "populaire" qu'est le vélo... du dimanche. Propre ? Canettes, papiers gras, voire chambres à air trouées que l'on retrouve partout. Populaire ? A 6000 F l'équipement pour le vélo, le casque, le short publicitaire... Tout ça prend beaucoup de place dans l'industrie polluante... Parlons aussi du Paris-Dakar de

chez nous : le Tour de France. Les autocarottes qui ont le malheur d'habiter sur le trajet du Tour sont emmerdés quinze jours à l'avance (barrages pour les Tour amateurs et féminin). Les routes deviennent payantes ! Sans parler du machisme de ce sport : les "gendarmes couchés" sont enlevés avant le passage du tour masculin, mais laissés pour le passage du tour féminin ! Les mecs ont peur de se faire mal aux couilles, et ça c'est sacré ! Les femmes peuvent se taper le cul, cela n'intéresse personne ! En France, rien n'est prévu pour transporter deux enfants sur un vélo. Ayant eu des jumeaux, je me suis renseignée à l'époque ; c'était interdit ! (ils ont 17 ans aujourd'hui, la loi a-t-elle changé ?). Avec l'arrivée du virtuel, les cyclistes troupeaux du dimanche pourront bientôt pédaler chez eux grâce à des casques avec écrans : les paysages de leur choix pourront défiler, ils pourront faire de la vitesse, monter des cols, tout ça en croyant vivre pour de vrai leurs projections, sauf qu'il seraient en salle et que le vélo ne serait plus roulant... ils pourront produire de l'électricité ! Ça me fait bien rire d'imaginer ça !  
Nadou GUILBERT  
Hautes-Pyrénées

# BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

## anciens numéros (franco de port)

- 162 La prison autrement
- 170 Racisme et environnement
- 172 Après Rio : un monde à venir
- 173 Yougoslavie : ingérence méfiance
- 174 Vallée d'Aspe, alternative ferroviaire
- 175 Eoliennes : le vent en poupe !
- 176 Superphénix : la marche en avant
- 177 Quelle écologie radicale ?
- 178 Comment démanteler ?
- 181 Energies douces au Sud (1)
- 182 Energies douces au Sud (2)
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit !
- 187 Prolifération nucléaire (1)
- 188 Prolifération nucléaire (2)
- 189 Autonomie fougères
- 190 Nicaragua face au marché mondial
- 191 Santé et autonomie (1)
- 195 Stop Essais
- 196 Canal Rhin-Rhône
- 197 La défense par actions civiles (1)
- 199-200 Ecologie, gauche, droite, ailleurs
- 201 Marée noire sur droits de l'homme
- 202 Soyons Réseau-nables
- 203 Sortir du nucléaire
- 204 G7 : l'argent d'abord
- 205 Radios actives
- 206-207 Face au G7, ouvrons-là !
- 208 Pour des villes sans voitures
- 211 L'équivoque humanitaire
- 212-213 Ecologisme et Etat
- 214 Organismes génétiquement modifiés
- 216 Femmes et santé
- 217 L'impasse nucléaire
- 218 Alternatives en Alsace
- 219 Retrouver les forêts sauvages
- 220-221 Environnement au féminin
- 222 Réclamons la rue !
- 224 Simplifier sa vie
- 225 Gandhi aujourd'hui
- 226-227 Vivre ensemble

## Librairie par correspondance

- Nouveautés**
- Les carnets d'un militant
- Pierre Kropotkine, prince anarchiste
- Les affranchis de l'an 2000
- L'exode urbain est-il pour demain ?
- Les déchets dangereux
- Le diable des bois
- Hors-série Silence**
- Paris-Dakar : Pas d'accord
- La menace climatique
- Radioactivité, les faibles doses
- Energies renouvelables
- Les métiers de l'écologie
- Du chômage à l'autonomie conviviale
- Editions Silence**
- Le soleil à votre table
- Séphastocle, mon premier cuisinier
- Un cuisinier solaire facile à faire
- Construisez votre cuisine solaire
- Cuisiniers solaires pliables
- Nucléaire ? Non merci
- Le nucléaire détrôné
- La liberté de circuler
- Quelle écologie radicale ?
- Où va le climat ?
- Diffusion Silence**
- Ed. Lucien Souzy (Limoges)
- La dignité anticnucléaire
- Ed. Ecosystème (Montréal)
- La belle vie
- Parce que la paix n'est pas une utopie
- Pour un pays sans armée
- Pour que demain soit...
- L'écologie ou la sagesse de la nature
- Moi, ma santé
- Deux roues, un avenir
- L'écologie politique
- Entre Nous, rebâtir nos communautés
- Et si le Tiers-Monde s'autofinancait
- Des ruines du développement
- Ed. Deleatur (Angers)
- La dictature de la croissance
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)**
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ?
- Société à refaire : une écologie de la liberté
- Philosophie et politique de l'anarchisme
- Sociobiologie ou écologie sociale
- Le rêve au quotidien
- Un goût d'air libre
- Pensée sociale d'Elise Reclus
- Ed. Utopie (Lundev)
- La désobéissance civile
- Nous sommes peut-être frères
- L'homme qui plantait des arbres
- Le petit train merveilleux
- N'hésite pas à le dire
- La dernière chasse de Tim
- Ed. Alternatives (Paris)
- Le catalogue des ressources
- Ed. Courrier du livre (Paris)
- Le solaire pour tous
- Ed. Louvence (Genève)
- Découvrez les vraies richesses
- Dimension spirituelle de l'écologie politique
- Ed. ICE (Paris)
- Maîtrise de l'énergie pour un monde viable
- Ed. WISE (Paris)
- La France nucléaire : matières et sites
- Ed. Georg (Lausanne)
- Additifs alimentaires
- Gestion des déchets
- Les sols
- L'eau
- La radioactivité
- L'alimentation
- La diversité biologique
- L'air
- Le bruit
- Ed. Outil del livre (Cantal)
- Jouets de toujours
- Jouets d'autrefois
- Jouets rustiques
- Jouets sonores

### Frais de port

- 1 ouvrage ..... 15 F
- 2 ouvrages ..... 28 F
- 3 ouvrages et plus ..... 40 F

## Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

- FRANCE METROPOLITAINE**
- Particulier 12 n° ..... 240 FF
- Institution 12 n° ..... 480 FF
- Soutien 12 n° ..... 300 FF et +
- Petit futé 24 n° ..... 420 FF
- Groupés par 3 ex 3 x 12 n° ..... 630 FF
- Groupés par 5 ex 5 x 12 n° ..... 950 FF
- Petit budget France 12 n° ..... 190 FF
- BELGIQUE**
- Particulier 12 n° ..... 1740 FB
- Institution 12 n° ..... 2880 FB
- Soutien 12 n° ..... 1800 FB et +
- Petit futé 24 n° ..... 2520 FB
- Groupés par 3 ex 3 x 12 n° ..... 3780 FB
- Groupés par 5 ex 5 x 12 n° ..... 5700 FB
- AUTRES PAYS ET DOM-TOM**
- Dom-tom et étranger 12 n° ..... 290 FF

Je règle un total de :

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....



**primevère 98**

**12<sup>ème</sup> salon-rencontres  
de l'écologie et des alternatives**

27, 28 fév. et 1<sup>er</sup> mars\*, Lyon, Halle Tony Garnier  
tél. 04 78 86 92 48

**l'actualité et le thème 98 "les transports"**

**en 300 stands**

**60 conférences, animations et expositions  
une librairie • un espace enfants**

\* le vendredi de 17h à 22h, le week-end de 10h à 20h

*Si vous désirez recevoir le programme détaillé, recopiez ou renvoyez ce coupon à Primevère, 9 rue Dumenge 69004 Lyon*

nom .....

adresse .....